

ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE DE PAYS

La République Démocratique du Congo:
Une évaluation du portefeuille du PAM (2009-2013)

Annexes – Volume II

Octobre, 2014

Préparé par; DARA

Marie Spaak, Chef d'équipe; Laurent Blanc, Pantaleo Creti, Ofelia García, Ricardo Solé, Chantal Sosole Kahemu

Commandé par le
Bureau d'évaluation du PAM

Report number: OEV/2013/026



World Food Programme



Table des Matières

Annexe 1: Termes de Référence	1
Annexe 2: Matrice d'évaluation.....	20
Annexe 3: Parties Prenantes	29
Annexe 4: Bibliographie	34
Annexe 5: Parties prenantes interviewés	36
Annexe 6: Information générale.	54
Annexe 7: Déplacements internes par province.	58
Annexe 8: Cadre institutionnel et politiques nationales	59
Annexe 9: IPC 10ème cycle (2013)	64
Annexe 10: Information financière	65
Annexe 11: Chronologie des événements principaux.....	67
Annexe 12: Alignement des principales activités du PAM en RDC avec le Plan Stratégique du PAM pour 2008-2013.....	68
Annexe 13: Cohérence des objectifs et des priorités du PAM avec les principaux cadres stratégiques	70
Annexe 14: Alimentation scolaire.....	77
Annexe 15: Objectifs stratégiques du Plan d'Action Humanitaire (2009-2013).....	79
Annexe 16 – Perceptions des ONG du partenariat avec le PAM	81
Annexe 17: Nombre de bénéficiaires atteints et tonnes distribuées par année (2009-2013).....	82
Annexe 18: Territoires prioritaires d'intervention.....	85
Annexe 19: Proportion de bénéficiaires par type et territoire	86
Annexe 20: Actifs créés dans le cadre des activités de Vivres Contre Actifs (VCA)	91
Annexe 21: Principaux couloirs d'approvisionnement en RDC.....	92
Annexe 22: Achats locaux.....	93
Annexe 23: Comparaison entre les modèles de réponse du PAM et du RRMP.....	94
Annexe 24 - Recommandations de missions et évaluations non-suivies et considérées comme prioritaires	97

Annexe 1: Termes de Référence

Evaluation du Portefeuille d'activites du Programme Alimentaire Mondial (Pam) en Republique Democratique du Congo (RDC) 2009-2013

Table des Matières

1. Contexte.....	2
1.1. Introduction.....	2
1.2. Contexte du pays	2
2. Raisons de l'Evaluation	6
2.1. Rationnel	6
2.2. Objectifs	6
2.3. Parties prenantes et utilisateurs de l'Evaluation	7
3. Sujet de l'Evaluation	8
3.1. Portefeuille du PAM en RDC	8
3.2. Portee de l'Evaluation.....	10
4. Questions clefs de l'evaluation, Approche et Methodologie	11
4.1. Questions clefs de l'évaluation.....	11
4.2 Analyse de l'évaluabilité du portefeuille.....	13
4.3 Méthodologie.	14
4.5 Assurance qualité.....	15
5. Organisation de l'Evaluation	15
5.1. Phases et Produits	15
5.2. Equipe d'évaluation et Expertise.....	16
5.3. Roles and Responsabilités	17
5.4. Communication	18
5.5. Budget	18
Annexe: Détails des étapes de l'évaluation	19

1. Contexte

1. Le but de ces termes de référence (TOR) est de fournir aux parties prenantes les éléments d'information essentiels sur l'évaluation proposée; de servir de guide à l'équipe d'évaluation et d'indiquer l'état d'avancement attendu aux différentes phases du processus. Les TOR s'articulent comme suit: le chapitre 1 indique le contexte de l'évaluation; le chapitre 2 précise la raison d'être, les objectifs, les parties prenantes et les principaux utilisateurs de l'évaluation; le chapitre 3 décrit le portefeuille d'activités du PAM et définit la portée de l'évaluation; le chapitre 4 recense les principaux points à considérer; le chapitre 5 expose la méthode d'évaluation, et le chapitre 6 indique comment l'évaluation sera organisée. Les annexes fournissent des informations supplémentaires sur la République Démocratique du Congo (RDC) sur le portefeuille du PAM dans ce pays.

1.1 Introduction

2. Les évaluations de portefeuille pays (EPP) couvrent la totalité des activités liées à l'exécution des programmes du PAM durant une période donnée. Elles mesurent la performance et les résultats obtenus pour l'ensemble du portefeuille et donnent des indications factuelles qui permettront de prendre des décisions stratégiques concernant le positionnement du PAM dans un pays, les partenaires stratégiques ainsi que la conception et l'exécution des opérations. Les évaluations de portefeuille pays aident les bureaux de pays (BP) à préparer le document « Stratégies du Pays » et fournissent des leçons qui peuvent être utilisées dans la conception de nouvelles opérations.

1.2. Contexte de la République démocratique du Congo (RDC)

3. Le Congo s'étend de l'océan Atlantique au plateau de l'Est et correspond à la majeure partie du bassin du fleuve Congo. Le pays partage ses frontières avec l'enclave de Cabinda (Angola) et la République du Congo à l'ouest, la République centrafricaine et le Sud Soudan au nord, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie à l'est, la Zambie et l'Angola au sud. Voir la carte du pays en annexe 5.

4. Avec une population estimée à 70 millions d'habitants (DSRP-II) en 2011, la RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde avec une incidence de la pauvreté estimée à 71,3%¹ et des inégalités très marquées contrastant avec ses multiples et diverses richesses. De plus, le pays est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et les pays les moins avancés (PMA). Cette situation s'explique surtout par des décennies de guerre civile et des conflits communautaires aux effets dévastateurs qu'a connus le pays. Malgré l'accélération de la croissance et la baisse des pressions inflationnistes ainsi que la relative stabilité monétaire, la situation sociale est restée préoccupante en 2012. Dotée d'immenses ressources naturelles variées, la RDC figure pourtant au bas du classement du Programme des Nations Unies pour le Développement² avec un indice du développement humain (IDH) extrêmement bas en 2012. Le pays occupe la dernière place (186^e), comme le Niger.

¹ Rapport sur le Développement Humain, PNUD, 2012

² Idem.

5. Le contexte politique reste marqué par les conflits récurrents que connaît le pays depuis plusieurs décennies. La contestation du verdict des élections de novembre 2011 qui ont, de nouveau, porté le président Joseph Kabila à la tête du pays, ainsi que les violences qui ont secoué les provinces orientales contribue à prolonger l'environnement instable de la RDC. Ce différend et des divisions au sein des partis de l'opposition ont retardé le lancement des activités de l'Assemblée nationale. D'autre part, un groupe rebelle dénommé M23 (Mouvement du 23 mars) a vu le jour à l'Est du pays en 2012 et revendique le respect des accords signés entre le gouvernement et l'ancien mouvement rebelle Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) dont il est issu. L'environnement politique dépendra de l'issue des négociations en cours entre le gouvernement et les rebelles.

6. Au cours des deux dernières décennies, la structure de l'économie de la RDC n'a pas fondamentalement changé. Elle reste tributaire de l'exploitation minière et l'agriculture de subsistance. Les ressources publiques provenant de l'exploitation minière sont dérisoires au regard du potentiel du pays. Les sérieux problèmes alimentaires auxquels est confrontée la population attestent de la faible productivité du secteur agricole. En 2012, l'agriculture représentait 40 % du PIB et les industries extractives, 12%. Environ 70% de la population vit en milieu rural et dépend de ces activités. Les recettes d'exportation du pays proviennent en outre essentiellement des produits miniers (88% en 2012).

7. Les violations des droits humains, – résultat des conflits armés – en particulier des enfants et des femmes, ont eu des répercussions très profondes au sein des populations. Les violences sexuelles basées sur le genre³ sont importantes et les femmes continuent de faire face à de nombreuses discriminations, particulièrement dans les domaines légal, social, de l'éducation et de la santé. La prévalence du VIH demeure très élevée en raison de la prostitution et des violences faites aux femmes. Le chiffre pourrait s'élever à 20-22% dans les provinces orientales où il y a encore des conflits. Bien qu'il existe un cadre légal régissant les violences sexuelles et discriminatoires à l'égard des femmes⁴, celui-ci est peu ou pas mis en œuvre.

8. Selon OCHA, la RDC occupe le 3^{ème} rang des pays au monde touchés par les déplacements internes de ses populations. Dans l'est de la RDC, la majorité des personnes déplacées internes (PDI) que l'on estime en 2012 à 2,4 millions vivent une situation de déplacement prolongé et multiple depuis de nombreuses années du fait des conflits prolongés dans le pays. Alors que certains d'entre eux étaient déjà déplacés dans la zone de Masisi au Nord Kivu depuis 1993, d'autres afflux massifs ont eu lieu suite au génocide rwandais en 1994 et à la première guerre du Congo en 1996. Pratiquement 20 ans après le premier conflit dans les Kivus, le nombre des DPI a continué d'augmenter reflétant la détérioration continue de la situation sécuritaire. Les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, historiquement les plus grands foyers de personnes déplacées, ont représenté 65% des déplacés au dernier trimestre de 2012. OCHA note également que les augmentations moyennes par trimestre avoisinent près de 200.000 soit le double des chiffres enregistrés en 2011. Le nombre de personnes retournées a également crû de plus de 260.000 personnes depuis le début de l'année, indiquant une meilleure confiance des populations, bien que l'ampleur reste encore marginale.

³WFP's Global Gender Policy 2009: A Policy Evaluation DRC Country Office Field Study

⁴Law 06/018 2006 rose the minority age for marriage from 14 to 18 years old and identified early marriage as a form of sexual abuse. It also instituted severe punishments

9. De manière générale, les indicateurs sociaux sont préoccupants (voir en annexe 6). L'éducation et les infrastructures scolaires sont insuffisantes et, dans la plupart des cas, inaccessibles. Du fait de la carence de l'État, le système éducatif en RDC est essentiellement financé par les parents. Les contraintes majeures se déclinent en (i) une couverture relativement faible au niveau primaire, avec de grandes inégalités dans l'accès, (ii) une grave détérioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux (iii) un système d'administration scolaire lourd et désuet et (iv) un très bas niveau de dépenses et un système de financement inefficace et inéquitable. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 67% (Banque Mondiale 2009) seulement et selon les résultats de l'enquête MICS 2010, le taux d'alphabétisation chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans est de 51%. Selon le même rapport, le taux net de fréquentation l'école primaire est de 75%. Le programme national prévoit l'école universelle à l'horizon 2015, mais l'objectif ne paraît malheureusement pas crédible⁵. Toutefois, le gouvernement s'est engagé, dans son programme d'actions 2012-2016, à améliorer l'accessibilité, l'équité et la rétention ainsi que la qualité et la pertinence de l'enseignement. Il entend par ailleurs, généraliser, dans toutes les provinces, la suppression du paiement des frais scolaires au niveau primaire.

10. La situation sanitaire est restée préoccupante en raison d'un environnement insalubre, d'un important déficit nutritionnel et d'un accès difficile à l'eau potable. Le taux de mortalité infantile est passé de 12,4% en 1990 à 11,2% en 2011, le taux de mortalité maternelle de 800 décès pour 100.000 naissances vivantes en 1990 à 2.000 décès pour 100.000 naissances en 2013, l'espérance de vie est passée de 45,7 ans en 2000 à 48,7 ans 2013 contre une moyenne africaine de 55 ans et l'accès aux services de santé de base est inférieur à 26%. Le paludisme fait des ravages en RDC. De plus, des maladies autrefois éradiquées comme la trypanosomiase, la lèpre et la peste ont resurgi, et la pandémie du VIH/sida touche 2,6% de la population. Selon les dernières estimations, environ 750.000 enfants ont perdu au moins un de leurs parents en raison du sida⁶. Cette situation perdure depuis déjà des décennies.

11. Selon les résultats de l'enquête MICS, 10,7% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, dont 5,2% sous la forme sévère. La RDC serait le 3^{ème} pays au monde avec le plus grand nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans et la malnutrition y contribue beaucoup. Les régions les plus touchées par la malnutrition aiguë sont celles du Kasai Oriental (12.9%), Kasai Occidental (14.9%), Province orientale (12.6%), Equateur (13.4%), Bandundu (14.4%), et Bas Congo (10.6%) où les taux atteignent ou dépassent le seuil critique de 10%. Environ 43% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique dont 22% sous la forme sévère. Dans certaines provinces, la prévalence de la malnutrition chronique atteint 58%. En ce qui concerne le sexe, on ne constate pas d'écart important entre les garçons (47.3%) et les filles (39.5%). Un enfant de moins de cinq ans sur quatre (24.2%) souffre d'insuffisance pondérale 17 % sous la forme modérée et 8.4% sous la forme sévère. L'insuffisance pondérale est plus élevée en milieu rural qu'urbain (29% contre 19%) et atteint 31% dans deux provinces (Sud-Kivu et Kasai Oriental).

12. La politique sanitaire du Gouvernement Congolais se décline à travers la Politique Nationale de la Santé et le Plan Directeur de Développement Sanitaire 2011-2015 dont l'une des priorités est l'amélioration de l'accès des populations aux

⁵ Ibid.

⁶ Perspectives économiques en Afrique, RDC, 2012

interventions essentielles de santé avec un accent particulier sur la santé maternelle, infanto-juvénile et de nutrition. La RDC a adhéré au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) le 30 mai 2013 et a révisé sa politique nationale de nutrition.

13. La situation alimentaire dans le pays est très précaire et se dégrade d'année en année. Selon les résultats des analyses IPC effectuées en Juin 2013 montrent que les indicateurs de sécurité alimentaires en RDC restent d'une manière générale alarmante et se sont même détériorés pour certaines parties du pays notamment dans les zones affectées par les déplacements de population. On estime notamment à 6,4 millions le nombre de personnes (soit près de 10% de la population rurale du pays) en situation de crise ou d'insécurité aigue. Cette situation s'explique notamment par: la pauvreté, l'insécurité, l'enclavement (manque d'infrastructures de communication, forte détérioration des pistes de desserte agricole, etc.), la très faible productivité agricole (manque d'intrants de qualité, de services agricoles adéquats, etc.), le faible accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, hygiène, voie de communication), la persistance des maladies des plantes et des animaux.

14. L'insécurité, les facteurs politiques, les conflits communautaires et les risques naturels contribuent aussi à la vulnérabilité des ménages. Tous ces risques se situent dans un contexte où l'agriculture est encore traditionnelle et contribue presque au deux tiers de la consommation alimentaire des ménages. Les principales ressources agricoles sont les cultures céréalières, les tubercules, le café, le bois et le caoutchouc. Selon l'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité faite par le PAM (CFSVA) en 2008, l'agriculture est l'activité principale de 92.6% des ménages ruraux (jusqu'à 97,1% dans le Bas-Congo) et contribue à près de 64.4% dans la consommation alimentaire des ménages dans le monde rural.

15. Le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)⁷ est le cadre de mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de Sécurité Alimentaire dont les objectifs spécifiques visent à (i) accroître les volumes des productions en améliorant la productivité; (ii) diversifier les productions et sécuriser les systèmes de production; (iii) améliorer les techniques de stockage et l'accès aux denrées alimentaires; (iv) renforcer les capacités des structures d'appui aux producteurs; et (v) améliorer les capacités des ménages et des communautés dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

16. La RDC est également confrontée aux défis logistiques qui demeurent considérables, essentiellement du fait de la taille du pays et du délabrement généralisé des infrastructures de transport. Avec un territoire de 2.345.000 km² la RDC est le deuxième pays le plus grand d'Afrique. Les chefs-lieux de provinces se trouvent à une distance moyenne de 1.700 kilomètres de Kinshasa, la plus proche étant Matadi à une distance de 346 kilomètres et la plus éloignée étant Bukavu à 2.749 kilomètres. La RDC dispose de réseaux routiers, fluvial et aérien relativement important mais peu ou pas entretenus, la réhabilitation du réseau routier primaire et secondaire (dessertes de voies agricoles) demande des investissements importants et la capacité du Gouvernement à financer des travaux d'entretien régulièrement. Cette situation a pour conséquence, la réduction des échanges commerciaux entre les entités économiques locales et régionales; l'enclavement de certaines entités provinciales augmentant le niveau de paupérisation; l'augmentation des accidents dans l'exploitation des

⁷ PNSA, version amendée du 16 Décembre 2010

différents réseaux et surtout l'accroissement des délais et des coûts d'acheminement des produits des centres de production et d'approvisionnement aux centres de consommation.

2. Raisons de l'Evaluation

2.1. Rationnel

17. La RDC a été sélectionnée pour une évaluation indépendante conduite par le Bureau de l'Evaluation (OEV). Cet exercice fait partie des évaluations de portefeuille de pays portant sur l'ensemble des activités du PAM pendant une période donnée. Selon des critères de sélection définis pour les EPP et après des consultations avec le Bureau Régional, une évaluation de portefeuille de la RDC a été identifiée et prévue dans le plan de travail 2014 du bureau d'évaluation (OEV).

18. Dans le cas de la RDC, le portefeuille des activités du PAM est assez important, avec 8 opérations d'assistance alimentaire mises en œuvre au cours de la période sous revue en utilisant des modalités variées (distributions en nature, cash ou coupons). A la demande du bureau de pays, l'EPP sera utile pour orienter la stratégie et les priorités du PAM en RDC et contribuera à la préparation de documents stratégiques et opérationnels. L'évaluation du portefeuille en RDC permettra aussi de tirer des enseignements susceptibles de présenter un intérêt plus large pour le PAM au niveau global. L'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en RDC portera sur la période 2009-2013. Le rapport final de l'évaluation du portefeuille de la RDC sera disponible en Aout 2014 pour contribuer au débat lors de la session du Conseil d'Administration du PAM en Novembre 2014.

2.2. Objectifs

19. L'évaluation a un double objectif, à savoir de rendre compte des performances passées et d'en tirer les enseignements pour le futur:

- Evaluer et faire connaître la performance et les résultats du portefeuille d'activités dans le pays compte tenu du mandat du PAM et des défis et enjeux de l'assistance humanitaire et du développement en RDC; et
- Déterminer les raisons des réussites/échecs constatés, en tirer les enseignements et partir de ce constat pour faire des recommandations qui permettront au BP du PAM de se positionner en RDC, de former des partenariats stratégiques et d'améliorer le cas échéants la conception et l'exécution des opérations. Ce dernier objectif fera l'objet d'une attention plus soutenue de la part des de l'équipe d'évaluation afin de consolider les processus de planification stratégique en cours dans le pays.

2.3. Parties prenantes et utilisateurs de l'Évaluation

20. Les principaux utilisateurs de cette évaluation sont le BP du PAM en RDC ainsi que ses partenaires au niveau national. L'EPP contribuera à la préparation de futures opérations, priorités et stratégies de pays.

21. Le tableau ci-dessous présente une première liste des parties prenantes ainsi que leurs intérêts pour l'évaluation. L'annexe 4 présente une liste préliminaire des parties prenantes. Une analyse plus approfondie sera développée par l'équipe d'évaluation lors de la phase initiale. Comprendre les partenaires clés, leurs priorités et intérêts est déterminant pour répondre à certaines questions de l'évaluation.

Tableau 1. Parties prenantes de l'évaluation

Parties prenantes INTERNES	Rôle et Intérêt dans l'évaluation
Le Bureau de pays (BP) du PAM en RDC	L'essentiel pour le BP est de pouvoir construire sa politique en RDC dans les années à venir sur la base de son positionnement stratégique. Le BP est intéressé par l'évaluation dans la mesure où il est responsable de la programmation et de la mise en œuvre des interventions du PAM en RDC. Les résultats et recommandations lui permettront de repositionner le PAM par rapport au contexte de la RDC et de réajuster la programmation et la mise en œuvre de ses activités. Il utilisera les constats pour formuler ses documents stratégiques.
Le Bureau Régional (OMJ) et les unités techniques du Siège du PAM	Le Bureau Régional est la structure d'appui aux bureaux de pays. Son intérêt est de tirer les enseignements de l'évaluation et d'en faire bénéficier les autres opérations. Les résultats de l'évaluation de la RDC pourront améliorer leur approche dans la région. Le Siège à Rome, à travers le Bureau d'Évaluation (OE), est l'initiateur de cette évaluation. Les divisions telles que RMP (Performance & Accountability Management), Programme, Logistics, Procurement, etc. seront intéressées par les leçons de l'évaluation du portefeuille d'activités au en RDC.
Le Conseil d'Administration	Les résultats de l'évaluation seront présentés au Conseil d'Administration du PAM en Novembre 2014 pour rendre compte de la performance du portefeuille d'activités du PAM en RDC pendant la période sous revue.
Les bénéficiaires	En tant qu'ultimes bénéficiaires de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires ont intérêt à participer au processus et à connaître les résultats de l'évaluation car ils constituent la mémoire du PAM en RDC. Ils seront consultés durant le processus notamment, pendant la mission sur le terrain.
Parties prenantes EXTERNES	
Le Gouvernement de la RDC	Le Gouvernement de la RDC est le maître d'œuvre de toutes les actions dans le pays. Il est directement intéressé de connaître la manière dont les activités du PAM sont alignées avec ses priorités et celles de autres partenaires. Et plusieurs Ministères sont des partenaires directs du PAM tant au niveau politique qu'opérationnel. Les structures décentralisées au niveau régional et local sont également intéressées à connaître les performances des activités et les leçons à apprendre.
L'équipe de pays des Nations Unies en RDC	Le PAM collabore avec plusieurs agences des Nations Unies. Elles seront directement intéressées par les résultats de l'évaluation, notamment dans le cadre global de l'UNDAF. Les agences des NU ont tout intérêt à ce que les opérations du PAM contribuent effectivement aux efforts communs dans le pays. Certaines agences telles que le HCR, l'UNICEF et la FAO des partenaires directs du PAM tant au niveau politique qu'opérationnel.
Les Organisations Non Gouvernementales (ONG)	Plusieurs ONG mènent des activités axées sur la nutrition, l'éducation, la sécurité alimentaire, etc. Celles qui collaborent avec le PAM seront intéressées par les résultats de l'évaluation, notamment en ce qui concerne les performances, les accords de partenariats et l'orientation stratégique future du PAM.
Les bailleurs de fonds	Les donateurs attendent avec intérêt les résultats de l'évaluation du portefeuille de la RDC. Les bailleurs du PAM seront intéressés de savoir si les fonds investis dans les opérations ont été dépensés efficacement et s'ils ont contribué à atteindre les objectifs fixés.

3. Sujet de l'évaluation

3.1. Portefeuille d'activités du PAM en DRC

22. Le PAM est présent en RDC depuis 1965 avec une soixantaine d'opérations de toutes les catégories. L'annexe 7 liste l'ensemble des opérations du PAM exécutées depuis l'ouverture du PAM en RDC.

23. L'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en RDC portera sur la période 2009-2013 (voir annexe 2). Pendant cette période le Bureau de pays a mis en œuvre 12 opérations. Dix des 12 opérations seront considérées pour l'évaluation du portefeuille. Les opérations aériennes humanitaires ne feront pas l'objet de l'évaluation. Le portefeuille peut être sub-divisé en trois types d'assistance:

24. **L'assistance alimentaire ciblée** qui vise à: (1) apporter une assistance alimentaire aux victimes de conflits armés et autres groupes vulnérables. Cette assistance est destinée à fournir un appui alimentaire et nutritionnel aux personnes déplacées internes (PDI), aux réfugiés et aux groupes vulnérables particulièrement les femmes et les enfants dans les zones affectées; (2) faciliter l'accès aux marchés et aux services de base (santé/nutrition et éducation); et (3) renforcer la résilience des communautés en insécurité alimentaire et leur capacités à gérer des programmes d'assistance alimentaire et de résister aux chocs. Il s'agit des Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR 200540, 200167 et 106080). Les zones de couverture sont caractérisées par l'instabilité, les déplacements de population, une forte incidence de la malnutrition aigüe et d'insécurité alimentaire.

25. En 2009, l'évaluation de l'IPSR 10608.0 a conclu que l'assistance du PAM était appropriée sur le plan programmatique et celui de la couverture géographique. D'après cette évaluation, le projet a eu un impact positif sur l'amélioration de la nutrition des enfants et des taux de mortalités. L'évaluation a recommandé que le PAM concentre ses ressources dans les zones inaccessibles en mettant l'accent sur des activités susceptibles d'être atteintes avec les ressources disponibles. Les évaluateurs ont également recommandé l'accroissement des synergies avec les partenaires, l'introduction de l'usage des espèces et des bons d'alimentation et le renforcement des achats locaux.

26. **Les opérations d'urgence** qui contribuent à sauver des vies et à protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence (objectif stratégique NO1 du PAM). Quatre opérations d'urgence dans le portefeuille sont concernées et contribuent à sauver des vies, améliorer la sécurité alimentaire et protéger les moyens de subsistance des réfugiés, PDI, populations hôtes affectées, et autres personnes vulnérables dans diverses régions du pays (EMOP 200547, 200480, 200362, 200186 et 108240). Les opérations d'urgence sont localisées aux zones d'insécurité du Sud et Nord Kivu, le Maniéma, le Katanga et la province orientale.

27. **Les opérations spéciales** qui concernent essentiellement la coordination logistique et l'appui logistique à la communauté humanitaire (SO 200456 et 105560) et le transport aérien humanitaire.

28. En 2012, l'évaluation consacrée au module mondial de la Logistique a jugé que dans l'ensemble, les opérations du module de la logistique étaient extrêmement

pertinentes, utiles et efficaces et avaient un effet global positif sur les approches suivies dans le cadre de la logistique humanitaire. L'évaluation a confirmé que l'amélioration des approches touchant la logistique contribuait à renforcer l'exécution des programmes et accentuait les retombées positives pour les bénéficiaires. Certaines recommandations ont été émises en ce qui concerne le renforcement des partenariats par la création d'un groupe consultatif stratégique, et la conception de systèmes et pratiques spécifiques afin de renforcer la transparence, le suivi et la gestion de la performance, notamment.

29. Concernant les deux premières catégories, les modalités utilisées pour mettre en œuvre les activités du portefeuille sont les distributions générales, les vivres-contre-travail/formation, l'alimentation scolaire, l'appui nutritionnel et l'appui aux personnes affectées par le VIH. En général, ces opérations contribuent aux Objectifs Stratégiques 1, 2, 3 et 5 du Plan Stratégique du PAM (voir tableaux 2 et 2a ci-dessous). Ces tableaux indiquent également le budget requis et le niveau de financement, par catégorie d'opération.

Tableau 2. Portefeuille du PAM par année, incluant le financement des opérations

Operation	Title	Time Frame	2009	2010	2011	2012	2013
PRRO 200540	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jul 13 - Dec 15					Req: 458,650,623 Contrib: 63,961,486
IR-EMOP 200547	Emergency Food Assistance for Central African Republic Refugees in the Equateur Province of the DRC	Mar 13 - May 13					Req: 1,408,390 Contrib: 1,408,390
EMOP 200480	Emergency Support to Internally Displaced Populations in Eastern DRC	Sep 12 - Jun 13				Req: 80,939,264 Contrib: 59,310,298	
SO 200456	Logistics Cluster Coordination and road infrastructure repairs in support of WFP and the humanitarian community in DRC	Jul 12 - Dec 13					Req: 5,851,803 Contrib: 3,275,084
EMOP 200362	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas Uele Districts in Orientale Province of DRC	Apr 12 - Aug 12				Req: 16,534,763 Contrib: 10,613,153	
EMOP 200186	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas Uélé Districts in Oriental DRC	Jan 11 - Mar 12			Req: 30,964,512 Contrib: 20,474,987		
PRRO 200167	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jan 11 - Jun 13			Req: 463,265,643 Contrib: 278,122,950		
EMOP108240	Emergency Support to the Population Affected by insecurity in the Haut Uele District in Oriental Province of the DRC	May 09 - Dec 10		Req: 55,458,171 Contrib: 42,564,083			
PRRO 106080	Targeted Food Assistance for Relief and Recovery in DRC	Jul 07 - Dec 10		Req: 551,192,120 Contrib: 482,716,625			
SO 105560	Logistics Cluster and Common Transport and Storage Services	Oct 06 - Dec 11		Req: 59,567,833 Contrib: 45,677,321			
Direct Expenses (US\$ millions)			177,418,000	138,481,000	143,684,000	128,646,000	n.a.
% Direct Expenses: DRC vs. WFP World			4%	3%	4%	3%	n.a.
Food Distributed (MT)			134,398	85,709	91,216	63,158	n.a.
Total of Beneficiaries (actual)			4,368,708	3,109,724	3,538,984	3,654,755	n.a.

Source: last SPR available in September 2013, Resource Situations, APR 2009 - 2012
Requirements (Req.) and Contributions (Contrib.) are in US\$

30. Le portefeuille d'activités évalué a effectivement reçu des contributions s'élevant à un budget total de 1,008 milliards de dollars (pour des besoins évalués à 1,723 milliards de dollars), soit 59% de contributions reçues au cours de la période. Le tableau 2 montre le niveau des besoins et les contributions reçues par intervention.

Tableau 2a. Niveau de financement des opérations

	No. of operations	Requirements (US\$)	% of require by project type	Actual received (US\$ million)	% Requirements vs Received
Relief and Recovery (PRRO)	3	1,473,108,386	85%	824,801,061	56%
Emergency Operation (EMOP)	5	184,491,710	11%	134,370,901	73%
Special Operation (SO)	2	65,419,636	4%	48,952,405	75%
Total	10	1,723,019,732	100%	1,008,124,367	59%

Source: WFP The Factory

31. Les cinq donateurs les plus importants du PAM sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau 3. Les principaux donateurs des projets du PAM en RDC

RDC	Top 5 Donors
Overall 2009-2013 (excl. Multilateral)	USA, Canada, Germany, UN Common Funds, CERF

Source: WFP Donor Relations Division

3.2. Portée de l'évaluation

32. L'évaluation portera sur les opérations décrites au chapitre 3.1 à l'exclusion des opérations aériennes humanitaires. Dans le principe des procédures des EPP, l'évaluation portera sur le portefeuille dans son ensemble, son évolution dans le temps, ses performances ainsi que la mesure dans laquelle le PAM s'est positionné de manière stratégique en RDC. Ainsi, les opérations ne seront pas évaluées individuellement.

33. Les principales activités du portefeuille sont les distributions générales (47%), les cantines scolaires (33%), les programmes nutritionnels (15%), les programmes de création d'actifs, vivres-contre-travail et vivres pour la formation (3%) et l'appui aux PVVIH/TB (2%) (voir le tableau 3 ci-dessous).

34. Une attention particulière sera portée aux interventions de distributions générales, aux programmes de cantines scolaires et aux interventions nutritionnelles. Les modalités d'intervention seront également étudiées, notamment les transferts monétaires et les bons d'alimentation.

35. L'EPP portera également sur les aspects logistiques et les achats pendant la période sous revue pour en étudier la performance et les résultats.

36. L'évaluation couvrira toutes les zones géographiques couvertes par le portefeuille d'activités. L'évaluation devra prendre en compte la complexité des zones de mise en œuvre des opérations du PAM, y compris les zones considérées comme en insécurité. Vu l'étendue du pays le travail de terrain se concentrera sur certaines zones selon des critères de sélection transparents qui feront l'objet de discussion entre l'équipe de l'évaluation, OEV et le bureau de pays. Ceux-ci seront finalisés et intégrés par l'équipe d'évaluation dans le rapport initial.

Tableau 4. Les principales activités du portefeuille du PAM en RDC

Operation	Activity	HIV/TB	Education	Nutrition	GFD	FFW/FFT/ FFA
PRRO 200540*		X	X	X	X	X
IR-EMOP 200547*					X	
EMOP 200480			X	X	X	X
EMOP 200362			X	X	X	X
EMOP 200186			X	X	X	X
PRRO 200167		X	X	X	X	X
EMOP108240				X	X	
PRRO 106080		X	X	X	X	X
Planned % of beneficiaries		2%	33%	15%	47%	3%
Actual % of beneficiaries		1%	28%	10%	58%	3%

Source: WFP Dacota 2012

*beneficiaries figures will be available as of March 2014

4. Evaluation clefs de l'évaluation, Approche et Méthodologie

4.1. Questions clefs de l'évaluation

37. L'EPP permettra de répondre aux trois grandes questions, qu'il appartiendra à l'équipe d'évaluation d'élaborer plus en détail, dans une matrice d'évaluation, au moment de la phase initiale. Ces questions permettront de dégager les principaux enseignements de la présence du PAM dans le pays et de mesurer les résultats obtenus – tous éléments qui pourraient s'avérer utiles pour définir les stratégies futures et prendre des décisions opérationnelles. Il est à noter que la troisième question constitue la partie la plus grande de l'enquête et du rapport d'évaluation.

Question 1: Alignement et positionnement stratégiques du portefeuille du PAM:

38. En tenant compte des besoins du pays, dans quelle mesure le PAM RDC s'est-il bien positionné d'un point de vue stratégique. A-t-il aligné ses activités sur les stratégies du gouvernement et de partenaires? Evaluer la mesure dans laquelle:

- les principaux objectifs du portefeuille et les activités connexes ont répondu aux besoins des hommes et des femmes du pays dans le domaine humanitaire et en matière de développement, et correspondu à ses priorités et capacités;
- les objectifs ont été en adéquation avec l'ordre du jour et les politiques du pays, y compris les politiques sectorielles;
- les objectifs ont été cohérents et harmonisés avec ceux des partenaires (multilatéraux, bilatéraux et ONG);
- le PAM a procédé à un alignement stratégique de ses activités et s'est positionné dans les domaines où il pouvait avoir le plus d'effet;

- et, certains arbitrages ont été opérés entre la concordance avec les stratégies nationales d'une part, et la mission, les plans stratégiques et les politiques institutionnelles, d'autre part.

Question 2: Quels facteurs ont motivé les choix stratégiques:

39. Comment et pourquoi le PAM RDC a-t-il opéré ses choix stratégiques? Quels sont les facteurs qui ont influencé le PAM RDC dans ses décisions? Déterminer les choix stratégiques, en appréciant la mesure dans laquelle le PAM:

- a analysé les questions liées à la faim, à la sécurité alimentaire et à la nutrition sur le plan national – y compris les questions de genre, ou utilisé les analyses disponibles pour comprendre les principaux enjeux de la faim dans le pays concerné;
- s'est-il doté des moyens pour disposer du minimum d'informations nécessaire sur la sécurité alimentaire pour assurer la ' conception et/ou la révision des programmes du PAM en RDC.
- a contribué à inscrire ces questions à l'ordre du jour national, à élaborer des stratégies pertinentes avec le Gouvernement ou des partenaires, et à renforcer les capacités nationales dans le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Compte tenu de l'environnement complexe du pays, l'équipe d'évaluation devra analyser comment le PAM a opéré dans un environnement de conflit prolongé et comment il s'est positionné dans ce cadre, notamment en exécutant plusieurs types d'opération (programmes d'urgence, de recouvrement et de développement).
- s'est positionné en tant que partenaire stratégique du Gouvernement, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, et des ONG, dans certains domaines spécifiques devant être précisés; et
- a répertorié les facteurs ayant conduit aux choix effectués (avantage comparatif perçu, stratégies institutionnelles, facteurs politiques nationaux, ressources, mode d'organisation, données de suivi, etc.) afin de comprendre ces déterminants des stratégies, de déterminer comment les prendre en compte et de les gérer lors de l'élaboration d'une stratégie de pays.

Question 3: Quels ont été la performance et les résultats du portefeuille du PAM:

40. Étudier la performance et les résultats du portefeuille du PAM, en examinant notamment:

- La pertinence des interventions par rapport aux besoins des populations;
- La pertinence du portefeuille de la RDC à répondre aux besoins des femmes et des enfants, notamment en ce qui concerne la sous-nutrition;
- le degré d'efficience, d'efficacité, de portée et de pérennité des principales activités du programme du PAM et les facteurs expliquant les résultats obtenus (y compris ceux ne relevant pas du PAM);
- le degré de synergie et l'effet multiplicateur entre des activités similaires entrant dans le cadre de différentes opérations et les diverses activités principales, quelles que soient les opérations concernées; et

- le degré des synergies et la multiplication des possibilités de collaboration avec les partenaires (multilatéraux, bilatéraux et ONG) sur le plan opérationnel.

4.2. Analyse de l'évaluabilité du portefeuille

L'évaluabilité, est la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. Cela nécessite qu'une politique, une intervention ou une opération soit assortie: a) d'une description claire de la situation de départ, qui pourra servir de point de référence pour apprécier ou mesurer le changement; b) d'un énoncé clair des effets directs escomptés, c'est-à-dire des changements souhaités qui devraient pouvoir être observés une fois la mise en oeuvre commencée ou achevée; c) d'un ensemble d'indicateurs clairement définis et appropriés permettant de mesurer les changements; et d) d'un calendrier précis indiquant quand les effets directs attendus devraient se produire.

41. Pendant la phase initiale, l'équipe d'évaluation devra faire une analyse approfondie des données secondaires disponibles au niveau des parties prenantes dont le PAM (Siege, Bureau Régional, Bureau de Pays, Sous-Bureaux), le Gouvernement, les agences des NU et les ONG, etc pour (i) identifier les gaps de l'information, (ii) déterminer les contraintes à prendre en compte pendant le processus d'évaluation et (iii) proposer un plan pour répondre à ces défis. OEV mettra à la disposition de l'équipe une bibliographie préliminaire comportant issue de diverses sources.

42. Pour répondre à la question 1, l'équipe d'évaluation pourra prendre en compte les évaluations des besoins, notes aux dossiers du comité de revue des projets, des documents de projets, des politiques et stratégies du PAM au niveau global et des documents stratégiques du Gouvernement et des autres acteurs dans le pays.

43. Des évaluations initiales et approfondies ont été effectuées par le PAM et ses partenaires en RDC, notamment le CFSVA et des évaluations des besoins en situation d'urgence (EFSA). La RDC a complété 9 cycles d'analyses IPC⁸ depuis 2008. Ces analyses conjointes IPC évaluent les besoins en assistance alimentaire et en appui agricole sont menées deux fois par an. En outre, il existe un dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et de la malnutrition mis en place avec le gouvernement, la FAO et l'UNICEF qui permet de faire des alertes précoces pour les interventions d'urgences. L'équipe bénéficiera aussi du rapport d'évaluation de l'IPSR 10608.0 et celui consacré au module mondial de la Logistique.

44. Pour la question 2, l'équipe prendra en compte la matrice stratégique des résultats globale du PAM (Strategic Results Framework-SRF) sur la base de laquelle le cadre logique et les résultats (produits, effets et cibles) ont été formulé. Chaque opération dispose d'un cadre logique séparé. Il n'y a pas de cadre logique global couvrant la période de l'évaluation (2009-2013), et la formulation des interventions a également pris en compte trois plans stratégiques (2006-2009 et 2009-2011 et 2011-2013). Un système de suivi existe, mais il pourrait éventuellement avoir ses limitations dans sa capacité à mesurer les effets des interventions du PAM. L'équipe d'évaluation pourra aussi tenir compte rapport d'évaluation par les pairs dans les situations de crise complexes⁹.

⁸ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

⁹ Operating in complex emergencies

45. L'équipe d'évaluation devra étudier la disponibilité d'informations adéquates pour certains sous-groupes notamment, les personnes déplacées, les réfugiés, etc, parce que les institutions étatiques pourraient ne pas avoir de données désagrégées sur leur situation nutritionnelle et spécifiquement sur: la prévalence de la sous-nutrition (malnutrition aigue et chronique), les déficiences en micronutriments et les diversités alimentaires. De plus, le rôle du PAM pour répondre/ou s'adapter aux gaps de l'information pour concernant ces sous-groupes devront également être pris en compte.

46. Pour la question 3, l'équipe aura accès aux documents de planification du PAM, aux rapports divers et bénéficiera des discussions et focus groups avec les parties prenantes et les bénéficiaires.

47. L'équipe d'évaluation rencontrera des contraintes logistiques et sécuritaires étant donnée l'étendue du pays et les crises dans certaines zones. Ainsi elle devra définir des critères de sélection transparents pour la collecte et l'analyse qui reflèteront l'ensemble.

48. Un autre défi sera la langue utilisée pour communiquer avec les parties prenantes notamment la contrepartie nationale, les ONG nationales et les bénéficiaires. Tous les membres de l'équipe devront communiquer en Français (qui est la langue nationale) et recourir aux experts locaux pour communiquer en langue locale avec les bénéficiaires.

4.3 Méthodologie

49. L'évaluation appliquera les critères pertinents convenus sur le plan international en matière d'évaluation, à savoir pertinence, cohérence (interne et externe), efficacité, efficience, impact, viabilité et connexité.

50. Durant la phase initiale, l'équipe d'évaluation définira la méthodologie qui figurera dans le rapport initial – et qui devra :

- S'inscrire dans la logique du portefeuille et dans les objectifs communs à l'ensemble des opérations;
- Etre focalisée sur les éléments d'évaluation présentés au point 3.2. Le modèle adopte devrait être axé sur l'étude des groupes « d'activités principales » d'un certain nombre d'opérations plutôt que de telle ou telle opération individuelle;
- Tenir compte des limites liées à l'évaluabilité, ainsi que des contraintes budgétaires et des considérations de temps.

51. La méthodologie devra comporter des garanties d'impartialité et d'objectivité par la diversification des sources d'information (par exemple groupes de parties prenantes, dont les bénéficiaires, etc.) et l'association de plusieurs méthodes (quantitatives, qualitatives, participatives) propres à assurer la triangulation de l'information par différents moyens. Elle devra préciser la méthode d'échantillonnage utilisée pour sélectionner de manière impartiale les lieux à visiter et les parties prenantes à interroger.

52. Les méthodes et processus de collecte de données devront être sensibles au genre. Les données devront être systématiquement désagrégées par genre et par âge.

L'équipe d'évaluation devra utiliser l'analyse selon le genre pour refléter la problématique genre dans l'EPP. Cette analyse permettra de déterminer la pertinence des interventions par rapport aux besoins des femmes notamment et, de déterminer dans quelle mesure le portefeuille du PAM a répondu à leurs attentes. L'équipe d'évaluation devra également se référer à la politique du genre du PAM et aux différentes évaluations menées récemment notamment à l'étude de cas sur la RDC.¹⁰

4.5 Assurance Qualité

53. Le système d'assurance qualité des évaluations (EQAS) reprend les normes et critères définies par le groupe d'évaluation des Nations Unies et les bonnes pratiques en vigueur dans la communauté internationale de l'évaluation (réseau ALNAP et CAD). Il établit des processus assortis de mesures d'assurance qualité et de formats types des produits d'évaluation. Il prévoit aussi l'établissement de rapports d'évaluation de l'assurance qualité (rapport initial, rapport d'évaluation et rapport succinct) à partir de listes de contrôle. Le système EQAS sera systématiquement appliqué pendant l'évaluation et les documents pertinents seront communiqués à l'équipe d'évaluation. Le responsable de l'évaluation conduira l'analyse d'assurance qualité de premier niveau, le directeur d'OE se chargeant de l'examen de deuxième niveau. Ce processus d'assurance qualité n'entame en rien l'intégrité des constatations et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, et entend simplement garantir que le rapport contient les constats nécessaires, qu'il les présente de manière claire et convaincante et que ses conclusions reflètent le constat dressé par les évaluateurs.

54. Il appartiendra à l'équipe d'évaluation de veiller à la qualité des données (validité, cohérence et exactitude) lors des phases d'analyse et de rédaction des rapports.

5. Organisation de l'évaluation

5.1. Phases et produits

55. L'évaluation sera mise en œuvre pendant environ 10 mois en 2013/2014. Elle inclut les 5 étapes principales et les produits indiqués dans le tableau ci-dessous.

¹⁰ WFP's Global Gender Policy 2009: A Policy Evaluation DRC Country Office Field Study

Tableau 5. Principales étapes de l'évaluation

Phases	Période	Actions et produits
1. Préparation	Septembre / Décembre 2013	Terme de référence (Draft et Final)
		Sélection, recrutement et contrat avec la firme (équipe d'évaluation)
2. Briefing initial et mission préliminaire en RDC	Décembre 2013 / Février 2014	Briefing au Siège du PAM
		Mission initiale en RDC et rapports préliminaires
3. Mission d'évaluation, et travail de terrain en RDC	Mars / Avril 2014	Mission d'évaluation et collection des données
		Débriefing/Présentation des constats et conclusions préliminaires; Workshop pour les parties prenantes (dates à déterminer)
4. Rapports d'évaluation	Mai / Juin / Début Juillet 2014	Rapports d'évaluation (révisions et final)/Matrice des commentaires; Rapport inclut le résumé exécutif; Réponse de la Direction.
5. Conseil d'Administration	Aout 2014 (deadline Secretariat)	EB Résumé exécutif/Editing/Traduction Management Response; Evaluation Brief.

5.2. Equipe d'évaluation et expertise requise

56. En accord avec la politique d'Evaluation du PAM, l'évaluation sera conduite par une équipe d'experts indépendants sélectionnés par OEV. Les membres de l'équipe ne devront pas avoir été impliqués de manière significative dans les activités du PAM en RDC ou avoir d'autres conflits d'intérêts. Les experts rapporteront au chef de mission (teamleader) et produiront leurs contributions ponctuellement. Celui-ci est responsable du contenu des rapports et de leur soumission au gestionnaire de l'évaluation. Les évaluateurs agiront de manière impartiale et respecteront le code de conduite de la profession. Les compétences techniques et les profils requis pour chacun des membres de l'équipe d'évaluation sont présentés dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6. Domaines d'expertise de l'équipe d'évaluation

Role	Responsabilites/competences requises	Experience requise	Rapport avec les questions clés
Team Leader	Coordination d'équipe, conduit la formulation, la mise en oeuvre et le reporting.	Expérience dans l'évaluation; Expertise dans au moins deux ou trois des domaines ci-dessous; Connaissance de l'analyse selon le genre; Connaissance et expérience du contexte national de la RDC; Excellentes capacités de synthèse et rédactionnelles; Excellente capacités de communication en Français (écrit et oral)	Tous
Gestion des urgences (Reponse Humanitaire)	Accent sur l'alignement du portefeuille du PAM avec les principes de reponse humanitaire.	Expérience dans la gestion des programmes humanitaires, gestion du risque, gestions des partenariats, etc; Connaissance et expérience du contexte national;	1, 2
Securite Alimentaire et moyens de survie	Accent sur la securite alimentaire et les moyens de survie, notamment les evaluations de la securite alimentaire, le ciblage, et les systemes de suivi et d'evaluation; Programmes VCT/VPF, etc	Connaissance de l'Analyse et Cartographie de la Vulnerabilite (VAM); Connaissance des modalites d'assistance alimentaire (vivres, especes, bons d'alimentation, etc.).	1, 2 (3 dans une moindre mesure)
Nutrition	Accent sur les interventions nutritionnelles, evaluations nutritionnelles et systemes de suivi et de surveillance.	Specialiste en Nutrition. Bonne connaissance des aspects lies a la sous-nutrition. Familiarite avec les decouvertes recentes sur la nutrition (Lancet 2008 et 2013) et avec l'initiative globale SUN. Connaissance du passage du PAM d'une aide alimentaire a une assistance alimentaire. Connaissance de la politique strategique du PAM en matiere de Nutrition (Nutrition Policy 2012)	2 et 3
Education et Alimentation Scolaire	Accent sur l'Alimentation Scolaire; education en zone d'urgence; le secteur de l'education en RDC; le renforcement des capacites.	Specialiste en alimentation Scolaire. Connaissance des activites d'alimentation scolaire du PAM; connaissances des procedures et politiques du PAM, notamment en matiere de renforcement des capacites, d'appropriation et sur les operations d'urgence.	2 et 3
Logistique et Achats	Achats des vivres et logistique; chaine d'approvisionnement.	Logistique; connaissance des systemes du PAM.	3
Evaluation	Accent sur la recherche qualitative notamment avec les parties prenantes locales (partenaires du PAM, autorites nationales et beneficiaires).	Expérience du terrain et connaissances en langues; Bonne connaissance et expérience du contexte national.	Tous

5.3. Rôles and Responsabilités

57. La présente évaluation est gérée par OEV. Le responsable de l'évaluation, Miranda Sende, n'a pas été appelé auparavant à traiter des questions liées à l'objet de l'évaluation. Il lui appartient d'élaborer les termes de référence, de sélectionner les membres de l'équipe d'évaluation, d'établir et gérer le budget, d'organiser le briefing de l'équipe au Siège, d'aider à la préparation des missions sur le terrain, de conduire l'examen d'assurance qualité des produits d'évaluation et de faire la consolidations des observations des parties prenantes au sujet du rapport d'évaluation. Le responsable de l'évaluation sera également le principal intermédiaire entre les membres de l'équipe, représenté par le chef d'équipe, et les interlocuteurs au sein du PAM afin d'assurer le bon déroulement du processus.

58. L'équipe d'évaluation sera recrutée au travers d'une firme avec laquelle le PAM a un accord de longue durée. La firme contractée fournira un contrôle de qualité additionnel des produits de l'évaluation avant la soumission à OEV.

59. Les parties prenantes aux niveaux du Bureau de Pays et du Bureau Régional devront communiquer les renseignements nécessaires à l'évaluation, participer dans l'évaluation, y compris fournir toute information qui pourrait être demandée par l'équipe d'évaluation et répondre à toute question concernant le programme, les performances et les résultats; faciliter les contacts de l'équipe d'évaluation avec les parties prenantes en RDC; organiser des réunions et des visites sur le terrain; prévoir des services d'interprétation si nécessaire et fournir un appui logistique lors des visites sur le terrain. L'équipe d'évaluation fournira, dans le rapport initial, un calendrier réaliste pour le travail sur le terrain.

5.4. Communication

60. Le résumé succinct du rapport d'évaluation fait partie intégrante du rapport d'évaluation; il donne un aperçu de la teneur de l'évaluation en soulignant les principales constatations, conclusions et recommandations. Il sera sera présenté à la session de novembre 2014 du Conseil d'Administration.

61. Les principaux constats préliminaires, conclusions et recommandations seront présentés par l'équipe d'évaluation lors du débriefing en fin de mission – en présence du PAM aux niveaux du pays, de la région et du siège (télécom). Cela sera l'occasion de tester les premières conclusions et recommandations avec les différentes parties prenantes et de leur donner l'opportunité de réagir, de clarifier les questions et d'assurer ainsi un processus d'évaluation transparent.

5.5. Budget

62. L'évaluation sera financée sur le budget d'OEV. L'estimation du coût total de l'évaluation s'élève à 250.000 dollars américains. Ce budget couvrira toutes les dépenses relatives aux honoraires des consultants/ ou taux des firmes, aux voyages internationaux, la logistique et le voyage du staff d'OEV.

Annexe. Détails des étapes de l'évaluation

PHASES	ACTIVITIES	RESPONSIBILITY	KEY DATES (deadlines)
Phase 1	Preparation		
	Desk review of documents	Evaluation Manager (EM)	On-going
	Draft Concept Note based on chap 3.1 and 3.2 of TORs sample format	EM	06 Sept.
	Draft TORs and OE clearance for circulation to WFP stakeholders	EM	30 Sept.
	Review of TORs based on WFP feedback	EM	7 Oct.
	Final TORs circulated to WFP stakeholders	EM	14 Oct.
	Contracting evaluation team/firm		November
Phase 2	Inception		
	Team preparation prior to HQ briefing (document review)	Team	2 - 6 Dec.
	HQ Team briefing at WFP in Rome (3 working days)	EM and Team	9 - 12 Dec. 2013
	Inception Mission in DRC country office in Kinshasa (5 working days)	TL/EM/FZ	10 - 15 Feb. 2014
	Submission of draft Inception Report (IR) to OE (after company's quality check)	Team Leader (TL)	24 Feb. 2014
	OE quality assurance and feedback	EM	28 Feb. 2014
	Submission of revised Inception Report (IR)	TL	7 Mar. 2014
	Final IR circulated to WFP stakeholders	EM	10 Mar. 2014
	Final IR posted on WFP intranet	EM	10 Mar. 2014
Phase 3	Evaluation Mission - Fieldwork in DRC		
	Fieldwork (3 weeks) and desk review. Field visits (RB/CO/SOs); Exit briefing / Internal debriefing with RB to present initial findings.	Team	17 Mar.- 4 Apr. 2014
	Consolidation of preliminary findings/Aide-Memoire (PPT sent to OE)	TL	4 Apr. 2014
	Debriefing via telcon with CO/RB and HQ staff. Preliminary findings and recommendations (PPT) presented by the TL	EM and TL	18 Apr. 2014
Phase 4	Evaluation Report (ER)		
Draft 0	Submission of draft 0 Evaluation Report (ER) to OE (after company's quality check)	TL	30 Apr. 2014
	OE quality assurance and feedback	EM	09-May-14
Draft 1	Submission of revised draft ER to OE	TL	16-May-14
	OE reviews, OE/D's clearance prior to dissemination of the ER to WFP stakeholders. Clarification with Team if needed. When cleared, OE shares the ER with WFP stakeholders for their feedback (2 weeks)	EM	23-May-14
	OE consolidates all WFP's comments in a matrix and shares it with the team	EM	06-Jun-14
Draft 2	Submission of the revised draft ER to OE based on WFP's comments, and team's comments on the matrix	TL	13-Jun-14
	OE reviews the ER and matrix (clarification with the Team if needed)	EM	20-Jun-14
	Seek OE/D clearance for Summary Evaluation Report (SER) circulation to EMG for comments	EM	23-Jun-14
	OE reviews EMG comments on the SER/revisions with Team	EM and TL	30-Jun-14
Draft 3	Submission of the final ER (with the revised SER) to OE	TL	07-Jul-14
	Seek Final Approval by OE/D. Clarify outstanding points/issues with the team if needed	EM and TL	14-Jul-14
Phase 5	Executive Board (EB) and follow-up		
	Submission of SER to EB Secretariat for editing and translation (with SER recommendation to RMP for Management response)	EM	01 Aug. 2014
	Prepare Evaluation brief; posting of evaluation documents in websites; etc	EM	September
	Presentation of Summary Evaluation Report (SER) to the EB	D/OE	November
	Presentation of Management response to the EB	D/RMP	November

Annexe 2: Matrice d'évaluation

Q1. Strategic alignment and positioning of the WFP portfolio (relevance, coherence)		
Sub-questions	Measure/Indicators	Main sources of information
What were the main humanitarian and recovery/transition needs in DRC during 2009-2013? How did these change during this period?	<ul style="list-style-type: none"> # Humanitarian Action Plan scenarios and needs analyses # Outcome of needs assessments, analyses and surveys # Chronology of events impacting the humanitarian situation # IPC phases # Appeals/alerts of other key actors # Food diversity index # GAM rate # Household food security profiling # Prevalence of chronic malnutrition # Prevalence of food insecurity at provincial level # Food consumption score of vulnerable groups 	Interviews, needs assessments, analyses, surveys, WFP VAM, IPC, CFSVA, DHS, MICS, JAM, CFSAM, IPC analysis, Humanitarian Action Plans, humanitarian situation reports, appeals/alerts of key actors
To what extent were the main objectives and related activities consistent with the above needs and with WFP's priorities and capacities? Has WFP ensured an appropriate balance between emergency and non-emergency interventions?	<ul style="list-style-type: none"> # Strategic priorities # Adjustment of strategic priorities and portfolio to changes in the context and related needs # Geographical coverage (refer to KQ3) # Difference between targeted needs and existing needs # Presence and capacities of WFP and partners # Level of funding # Portfolio of activities in line with WFP's Strategic Objectives # IPC phases # CERF and Pooled Fund (HCT) prioritization 	Interviews, operations documents, needs assessments, analyses, surveys, VAM, IPC, HAPs, provincial strategies of the Comité Provincial Inter-Agences, humanitarian situation reports, requests to the CERF and Pooled Fund, independent evaluations, internal reviews
Were WFP's objectives and portfolio activities in line with national priorities and policies, including sectoral policies?	<ul style="list-style-type: none"> # Coherence with national priorities # Country portfolio (activities) in place # Strategic/implementation agreements with national entities # Joint WFP/Government programmes/projects 	Interviews, operations documents, PRSP documents, national policies, MoUs, budget revisions, joint M&E reports,

Q1. Strategic alignment and positioning of the WFP portfolio (relevance, coherence)		
Sub-questions	Measure/Indicators	Main sources of information
	<ul style="list-style-type: none"> # Coherence with national policies and sector policies # Involvement of the authorities at central, provincial and local levels in prioritisation and strategic planning 	independent evaluations, internal reviews, HAPs, monitoring information
Were WFP's objectives consistent and harmonized with those of its partners and donors? (multilateral, bilateral, and NGOs)?	<ul style="list-style-type: none"> # Coherence with overarching UN objectives and strategies # WFP involvement in the formulation of key UN frameworks # WFP engagement in humanitarian and recovery-oriented coordination forums # Commitment to cluster leadership and coordination # Coherence with cluster strategies # WFP activities complement those of other key actors # Strategic partnerships # Joint strategies/programming # Key actors are aware of WFP's objectives and strategies # Absence/presence of competition # Absence/presence of duplication 	Interviews, MDGs, UNDAF, HAP, ISSSS, cluster strategic plans and guidelines, operations documents, MoU and other strategic partnership agreements, joint programmes, donor strategies (e.g. ECHO HIPs)
Did WFP strategically align its portfolio activities and position itself in the fields in which it could be most effective? To what extent partners find WFP interventions complementary to those of other players?	<ul style="list-style-type: none"> # Focus on what WFP does best (comparative advantage, past performance, lessons learned, proven record) # Focus on fields in which WFP could bring added value based on corporate strengths and CO-level technical expertise # Demand for WFP engagement # Perceived added value of partnering with WFP # Replication/mainstreaming of good practice 	Interviews, strategic frameworks, reviews, evaluations, donor reports, monitoring reports, partnership reports
Did WFP need to balance out national strategies and its institutional mandate, strategic plans and policies?	<ul style="list-style-type: none"> # Evidence of internal analytical processes # Evidence of UNCT/HCT analytical processes # Divergences between national strategies and priorities and WFP strategic objectives 	Interviews, UN or WFP internal notes and correspondence, minutes of HCT meetings, records of possible UN retreats

Q1. Strategic alignment and positioning of the WFP portfolio (relevance, coherence)		
Sub-questions	Measure/Indicators	Main sources of information
Were WFP's objectives and strategies for DRC consistent with international humanitarian principles and good practice?	<ul style="list-style-type: none"> # Compliance/non-compliance with international standards of humanitarian assistance (Sphere standards, Do No Harm, Safe programming, SEA codes and core humanitarian principles) # Staff awareness of international humanitarian principles and good practice 	Interviews, operations documents, cluster strategies and guidelines

Q2. Factors having motivated strategic decisions (Relevance and appropriateness)		
Sub-question	Measure/Indicator	Main sources of information
To what extent did WFP analyse national hunger-related issues, food security, and nutrition – including gender in DRC? To what extent did WFP use available analyses to understand hunger-related challenges in DRC?	<ul style="list-style-type: none"> # Ad hoc/periodic/systematic data was available (assessments, surveys, monitoring, and evaluations including by other actors) # Assessments looked into the differentiated needs/risks and vulnerabilities of population and humanitarian principles # Quality of datasets and reports (and gaps in essential data, if any) # WFP capacity to analyze the information collected was in place (human resources, skill sets) # Use of available inter-agency mechanisms to analyze needs # Extent to which WFP took into account the different sectors' challenges and needs to define the strategic choices # Design of activities (e.g. the needs of vulnerable groups have adequately been addressed) # Use of recommendations of evaluations, reviews, HQ visits 	Interviews, needs assessments, analyses, surveys, IPC phases, operations documents, projects submitted to donors/CERF/Pooled Fund, donor reports, cluster strategies
Did WFP ensure it had the capacity to have the minimum information required on food security for the conception and/or revision of WFP programmes in DRC?	<ul style="list-style-type: none"> # Assessment were carried out as required # Assessments design and content, including multi-sector, were adequate to inform decision-making 	Interviews, needs assessments, analyses, surveys, IPC phases, operations documents, budget revisions, logframes, donor/CERF/Pooled Fund requests and

Q2. Factors having motivated strategic decisions (Relevance and appropriateness)		
Sub-question	Measure/Indicator	Main sources of information
	<ul style="list-style-type: none"> # WFP took advantage of assessment opportunities provided by other key actors or mechanisms (e.g. RRMP) # Effective monitoring and reporting mechanisms in place # Tools and mechanisms (internal and inter-agency) at WFP's disposal to analyze the needs in the food security sector # WFP abilities/skills to fully exploit the range of implementation modalities were in place (food, vouchers, cash, etc.) # Guidance and support received from HQ and/or Regional Bureau # Ability to test / scale up alternative approaches 	reports, cluster strategies
Did WFP contribute to the inclusion of hunger-related issues on the national agenda, the elaboration of relevant strategies with government or partners, and the strengthening of national capacities for the monitoring of food security and nutrition?	<ul style="list-style-type: none"> # WFP advocacy activities with respect to government # WFP advocacy activities with UN partners and DSRSG/RC/HC # WFP engagement and advocacy with donors # WFP use of the media as a mobilisation and sensitization tool # Extent of WFP engagement with key institutions at central , regional and local levels # WFP involvement in the formulation of national policies and guidelines # Existence of a country strategy # Evidence of government capacity building for monitoring # Existence of a handover strategy 	Interviews, needs assessments, analyses, surveys, IPC phases, operations documents, donor /CERF/Pooled Fund requests and reports, cluster strategies, CS document/review, policies/mechanisms in place
How did WFP operate in a protracted conflict environment and what factors did WFP consider for its positioning with respect to varying situations and needs?	<ul style="list-style-type: none"> # UN security phases # Safety and security of humanitarian staff and workers # Logistics capacities # WFP presence # Presence and capacities of partners # Procurement lead time # Implementation modalities used # Types of partnerships # Emergency preparedness and response mechanisms (EPRP) in place 	Interviews, operations documents, HAP, donor /CERF/Pooled Fund requests and reports, cluster strategies, WFP risk register, minutes of inter-agency meetings, LCA, CS document/review, policies/mechanisms in place, EPRPs

Q2. Factors having motivated strategic decisions (Relevance and appropriateness)		
Sub-question	Measure/Indicator	Main sources of information
Did WFP position itself as a strategic partner of the government, multilateral and bilateral partner, and NGOs, in certain fields?	<ul style="list-style-type: none"> # WFP efforts to strengthen government leadership and empowerment # Development of national capacities # WFP built on good practice and lessons learned from innovative practice # Improved access to vulnerable populations due to WFP's logistic support # Capacities to rapidly respond to emergencies in place # Capacities to support partner's rapid response to emergencies # Scale of the response # Quality of the response # Existence of a Country Programme # MoUs or other framework agreements with Government entities and other key actors # Sectoral partnerships in Education, nutrition, agriculture with UN, GVT, technical partners, etc? # Strategic partnerships consolidated WFP's comparative advantage # Essential programme support functions for key life-saving/priority activities appropriately set up and resourced # Level and sources of funding for the different types of activities 	Interviews, strategic frameworks, operations documents, HAP, cluster strategies, donor/CERF/Pooled Fund requests and reports, MoUs and other agreements with partners, CS document/review; existing policies/mechanisms in place
To what extent did WFP document the factors (perceived comparative advantage, institutional strategies, national political factors, resources, monitoring information, etc.) behind decision-making? To what extent did WFP analyse them in order to understand those factors and determine how to take them into account and manage them as a basis for the elaboration of a country strategy?	<ul style="list-style-type: none"> # Existence of Theories of Change for the different activities # Determining factors, including risks, and how they were taken into account are documented and clearly articulated in strategic documents # WFP comparative analyses of the effectiveness and efficiency of different response modalities # Use of comparative analyses carried out by other actors in the same fields of interventions 	Interviews, operations documents, CS document/review; existing policies/mechanisms in place

Q3. What were the performance and results of the WFP portfolio (Coverage, Effectiveness, Efficiency, and Connectedness/Sustainability)		
Sub-question	Measure/Indicator	Source
Were WFP operations relevant given the needs of the different vulnerable groups?	<ul style="list-style-type: none"> # Percentage of population in need targeted by the different activities # Types of vulnerable groups targeted # Targeting based on vulnerabilities vs. status of a group # Targeting and design of activities tailored to different needs/risks linked to gender, age, protection, do no harm and environment # Disaggregated data # Assistance not concentrated in certain areas to the detriment of others with similar needs # Evidence of exclusion or inclusion bias 	Interviews, operations documents, HAP, Mid Year Review of the HAP, cluster strategies, VAM criteria for targeting, donor/CERF/Pooled Fund requests and reports, humanitarian situation reports, appeals/alerts of other key actors, nutrition surveillance and screening
Did the WFP portfolio respond to the needs of women and children, in particular in the field of malnutrition?	<ul style="list-style-type: none"> # Adequate coverage # Improved health and nutrition indicators # Increased school enrolment of children 	Interviews, operations documents, HAP, Mid Year Review of the HAP, cluster strategies, VAM tools, donor/CERF/Pooled Fund requests and reports, humanitarian situation reports, appeals/alerts of other key actors
To what extent did WFP operations cover main humanitarian and recovery/transition needs in DRC during 2009-2013? How effective, efficient and sustainable were the principal WFP activities? To what extent did the portfolio attain the expected outputs and outcomes? What factors, internal and external, explain the results achieved?	<ul style="list-style-type: none"> # Planned beneficiaries versus population in need ratio # Beneficiaries reached versus beneficiaries planned # Timeliness of the response (pipeline) # Extent to which expected outputs were achieved # Extent to which expected outcomes were achieved # Extent to which the food security and/or nutrition status of the targeted population improved # Primary stakeholders judgment on the achievement of the outcomes # Beneficiaries satisfaction # Mt of food / value distributed versus planned # Community assets created versus planned 	<p>Interviews, operations documents, HAP, Mid Year Review of the HAP, cluster strategies, donor/CERF/Pooled Fund requests and reports, humanitarian situation reports, reports from cooperating partners, appeals/alerts of other key actors</p> <p>WFP sources:</p> <p>M&E plan, SPRs, distribution plans, food monitor reports, activity reports, FLAs,</p>

Q3. What were the performance and results of the WFP portfolio (Coverage, Effectiveness, Efficiency, and Connectedness/Sustainability)		
Sub-question	Measure/Indicator	Source
	<ul style="list-style-type: none"> # Comparative efficiency between modalities (food, cash, voucher) # Allocation of resources appropriate to achieve results # Programme delivery choices used an analysis of efficiency # Balance between Equity and Effectiveness taken into account in assessing efficiency and defining strategies and operations (not neglecting response for purely cost/budget considerations) # Comparison of unit costs of interventions with benchmarks in similar contexts # Monitoring and reporting system in place and use of data # Appropriateness of partnerships # Involvement of local communities throughout the project cycle # Involvement of national and local actors (state institutions, civil society) throughout the project cycle # Interventions / components integrated into national budget # WFP/NGO transfer of knowledge and capacities to key partners # Unintended outcomes 	<p>pipeline reports, Compas information, distribution reports, project budgets, Food basket and post distribution reports, etc</p>
How did the logistics support provided affect the capacity to deliver?	<ul style="list-style-type: none"> # Tracking of deliveries system in place # System (s) in place to avoid misallocation of goods # Logistics bottlenecks / constraints (if any) affecting the intended response # Changes in resource allocations due to logistics issues # Extent to which breaks in the pipeline have affected the programmes (specially SF and nutrition) 	<p>Interviews, donor/CERF/Pooled Fund reports, SPR, monitoring information, reports from cooperating partners, evaluations</p> <p>WFP sources:</p> <p>M&E plan, distribution plans, food monitor reports, activity reports, FLAs, pipeline reports, Compas information, distribution reports, project budgets, Food basket and post distribution reports, etc</p>

Q3. What were the performance and results of the WFP portfolio (Coverage, Effectiveness, Efficiency, and Connectedness/Sustainability)		
Sub-question	Measure/Indicator	Source
How well were cross-cutting issues, in particular gender and protection, mainstreamed throughout the whole cycle of operations?	<ul style="list-style-type: none"> # Gender and the safety, dignity and integrity of beneficiaries and the risk of perpetuating protection problems were taken into account in the design of activities # Post-distribution monitoring systems in place # Measures to ensure safe distributions, referrals, proactive presence, linking livelihoods and protection # Measures to protect against sexual exploitation and abuse by WFP staff or partners with control over food resources in place # Satisfaction of affected population with services/goods supplied # Clear procedures for reporting protection issues in place # Evidence of other cross-cutting issues being addressed 	Interviews, operations documents, FLAS, donor/CERF/Pooled Fund reports, SPR, monitoring information, reports from cooperating partners, evaluations
Were quality standards achieved and humanitarian principles respected?	<ul style="list-style-type: none"> # FLA requirements with respect to minimum standards and respect of humanitarian principles # Minimum standards respected # Humanitarian principles respected 	Interviews, operations documents, FLAS, donor/CERF/Pooled Fund reports, SPR, monitoring information, reports from cooperating partners, evaluations
Did WFP achieve synergies and a multiplier effect between similar activities carried out in the framework of different operations and between the different main activities?	<ul style="list-style-type: none"> # Complementary between EMOP and PRRO activities # Complementarity between food security and nutrition activities 	Interviews, Mid Year Review of the HAP, donor/CERF/Pooled Fund reports, SPRs, monitoring information, reports from cooperating partners, evaluations
Did WFP exploit possibilities of developing operational synergies and a multiplier effect with partners (multilateral, bilateral and NGOs)?	<ul style="list-style-type: none"> # Operational synergies with key cluster members sought / achieved # Operational implication of other key actors in the same field # Joint programming/targeting # Multi-donor funding # Combination of short-term and long-term funding # Contribution of activities to strengthening resilience and recovery # Sustainability ensured through partnerships with key actors 	Interviews, Mid Year Review of the HAP, donor/CERF/Pooled Fund reports, SPRs, monitoring information, evaluations

Q3. What were the performance and results of the WFP portfolio (Coverage, Effectiveness, Efficiency, and Connectedness/Sustainability)		
Sub-question	Measure/Indicator	Source
To what extent did inter-agency Logistics Services and/or Logistics Cluster activities strengthen the humanitarian reaction capacity to unforeseen events and access to beneficiaries?	<ul style="list-style-type: none"> # Increased logistical capabilities (transport and storage) in areas of displacement and / or return # Transport operations, storage and management of interagency logistics bases in prioritized crisis areas (nutrition, epidemiological, violent conflicts and natural disasters) where commercial operators cannot be used 	Interviews, Mid Year Review of the HAP, donor/CERF/Pooled Fund reports, monitoring information, humanitarian situation reports, evaluations, Suggest sources to include WFP logistics reports such as LCA, UNHAS reports, Logistics cluster reports, users groups reports

Annexe 3: Parties Prenantes

Internal Stakeholders	Role and Interest in the Evaluation
WFP HQ	The Evaluation Unit is a key stakeholder in the evaluation exercise of the CPE of DRC. Operations Department and Cash for Change Unit are interested in understanding how CO has aligned its structure to deal with the corporate responsibilities related to the implementation of the new business model ¹¹ . Other sections at HQ (Nutrition, School feeding) as well interested in understanding the implications and application of corporate policies at field level. In any case raising the interest of all layers of WFP is critical (of high importance) and measures should be taken for dissemination and to assure a participatory process.
Regional Bureau (ODN, ODJ)	Regional Bureaus played a role in the gradual shift to new modalities and the introduction of new technology (regional e-voucher system). RBs are interested in learning how the recommendations of the regional review of C&V have been adopted and implemented. RBs are also interested in knowing how resilience activities have been implemented. Of particular relevance at regional level will be aspects related with Emergency preparedness, MEAL, Gender, Logistics and Procurement (FPF)
WFP staff at CO, SO and AO levels	CO is interested in the portfolio performance, its alignment to internal and external policies, the balance between emergency and resilience activities and strategic recommendations for the future. SO and AO are interested in the appropriateness, performance and efficiency of the food security interventions implemented. Programme officers will be critical in providing information analysis and insights and the results may directly affect their future programming. They are key informants. M&E + VAM Officer will be particularly important and key during the evaluation process. As well for emergency preparedness and partners' monitoring. Of key importance and interest will be the logistic aspects of the CO, AO and SO arrangements: Head of Logistics, Pipeline Officer, LTSH Fund Management Officer, Local Food Procurement Officer, Compass Manager, Wings Manager
WFP cluster leads: FS and Logistics	WFP has specific responsibilities on FS and Logistics clusters. These cluster leads are dedicated WFP staff to this task and will have a key importance and interest for the evaluation.
Beneficiaries	Beneficiaries are critical stakeholders of this portfolio's evaluation. They can provide valuable information on the impact of the portfolio's interventions on their lives and food security, nutrition, schooling, and they can express preferences vis-à-vis certain approach or modality of aid. They may be interested in knowing how WFP intends to help them out of food insecurity and vulnerability in the future. Beneficiaries range include food insecure households, IDPs, returnees, malnourished children under 5, pregnant and lactating women, school children, residents in high GAM prevalence zones, HIV patients receiving ARVT.
External Stakeholders	Role and Interest in the Evaluation
Donors	

¹¹ Cash for Change Steering Committee in November 2011.

<i>DFID, SIDA, ECHO, OFDA.</i>	Main donors are interested in the performance of WFP portfolio and the strategies to respond to surging emergency needs and chronic food insecurity. They expect recommendations on how to optimise long-term impact through the convergence of emergency, recovery and resilience operations.
Good donorship group	Group of donors interested in the application of the principles of GHD. May be an interesting element for the evaluation
<i>CERF/Pooled fund</i>	Specific funding processes, relevant for WFP. Became a key instrument to assure reactivity and address gaps in response.
Key Governmental Actors	
<i>Ministry of Agriculture</i>	MoA has a leading role in the assessment and analysis of the national food security context, and is interested in knowing how efficient its role was and how it may be developed in the future. MoA is also interested in knowing how WFP aligned its programme with the national PRSP plans and food security priorities. At decentralised level, there can be some interest from the technical units that have been involved in the design of rehabilitation (FFW/CFW) activities.
Ministry of Primary , secondary and vocational education (MEPSP)	Some steps seem underway to include SF in local policies. The role of WFP is critical in facilitating and providing capacity. These stakeholders are very important for WFP, receptivity from local institutions uncertain
Politique Nationale Nutrition (PM Office)	This is the highest institutional level, not easy to engage in the evaluation, might show a moderate interest, as the role of WFP is as well limited. Maybe engage interest through SF approach formulated in Nutrition policies
MSP, PRONANUT, at national, provincial and local level	Interest at national level will be limited, as MAM case management might not be felt a health sector issue, but we believe that at provincial and HZ level the role of WFP is better understood and the evaluation will be perceived with interest
SUN (secretariat)	This initiative can be critical and important for the future of institutional developments but is likely to be monopolized by agencies other than WFP
MSP, PNMLS	Institutional stakeholders dealing with a very complex issue, where nutrition support to ARVT is maybe not the highest priority. In any case is a significant contribution to the program to be preserved
Ministry of Gender, Family and Children	Gender and SGBV Evolution and Planning
The National Commission for Refugees (CNR) (Ministry of Interior)	Refugees Planning.
The Office des Routes (OR) and Direction Voies de Dessertes Agricole (DVDA) under the DRC Ministry of Infrastructures	The Office des Routes (OR) and Direction Voies de Dessertes Agricole (DVDA) under the DRC Ministry of Infrastructures provides technical support to WFP partners to rehabilitate roads that are considered on the most strategic axes in order to secure better access to areas where humanitarian activities are concentrated
Key UN Actors	
FAO	FAO has a LoU signed with WFP (2009). FAO is interested in knowing how the complementarity of interventions has been strengthened and

	the collaboration on the FSMS has been achieved. FAO is interested to know how the co-lead of the Agriculture and Food Security Cluster has performed.
UNHCR	UNHCR is interested to know how the expected collaboration (MoU 2011) to define and implement comprehensive livelihood support programmes (assets building, income generating activities and self-resilience) was pursued and achieved. In addition acts as Protection Cluster lead: Overall Protection situation and evolution / Emergency Planning and response, led Camp Coordination and Camp Management (CCCM) working group
UNICEF	A key stakeholder, high interest for different sectors, nutrition, school feeding and Rapid Response Mechanism Coordinator UNICEF is interested to know how operational strategies were harmonised to ensure complementarities (food and non food distribution to IDPs and returnees), as well how strategies and policies on nutrition and SF are harmonized and coordinated
Cluster Nutrition, cluster lead, (UNICEF) co-lead (COOPI)	The evaluation is important for the cluster, but will raise moderate interest, as the main nutrition interest lies on severe acute malnutrition, and linked with the health sector
Education cluster leads (UNICEF), and co-lead (Save the Children)	SF is included in the humanitarian response, and should be framed within the cluster mechanisms. The linkage between early recovery SF and emergency response SF, the different type of results to be expected and the inclusion in the planning and M&E instruments of the humanitarian response is important.
UNAIDS, WHO	UN agencies related to the issue of HIV/AIDS , might have some interest in the nutritional support to patients with ARVT
OCHA	Overall humanitarian situation and coordination and information sharing, emergency response Overall Inter-clusters coordination. Segregation between Logistics Cluster and Logistics Services. CIVMIL
HC	Leadership of humanitarian response, CERF management, a critical stakeholder, high interest.
MONUSCO	Head/Sexual Violence Unit Office of the DSRSG, Rule of Law Access issues, new role, response brigade, implications on humanitarian operations. Mutual interest, important
UNFPA	SGBV- Data and mapping
Cooperating stakeholders	
Financial Service Providers (private sector)	The private sector plays a new and important role in the service delivery of food security interventions. Traders, financial institutions and mobile phone companies will be interested in learning about the suitability and performance of market-based approaches and new technology.
Local farmers associations / community organisations	Local farmers associations and community organisations can be directly or indirectly involved in food security activities and can give valuable opinions on how food security, and resilience should be pursued and achieved.
Community associations engaged in school feeding	SF is based on community participation and school associations are created. It is an important link for the coherence of the programme, but limited interest in the outcome of the evaluation can be assumed.

Teachers and students Students households	Indirect beneficiaries, key for the pertinence and coherence of the SF programme; not clear if they would understand the benefits of the evaluation; interest uncertain
HIV+ associations	Probably high interest, WFP support and the visibility it provides is critical for advocacy and awareness purposes.
Medical NGOs dealing with the HIV epidemic in DRC (Medair, Merlin, MsF, MdM, ALIMA...)	Moderate interest, the main issues can be access to treatment, follow up, testing, but in any case WFP support is relevant and will engage with moderate interest. Can provide valuable perspectives and info on the issue
NGOs/Implementing Partners	
NGOs (GFD): ICRC, CARITAS, WORLD VISION, CRS , Solidarites, ACF et al.	International and national implementing partners of general food distributions are interested in learning about the international and national NGO performance of the GFD activities within the WFP portfolio and ways to improve collaboration.
NGOs (C&Vs): CARE, Oxfam GB, AVSI, et al.	Implementing partners involved in the use of cash and vouchers modalities are interested in learning about the appropriateness and performance of these modalities and their contribution to the overall WFP portfolio efficiency.
NGOs – (FFW/CFW, FFA/CFA)	In many cases, national NGOs are involved in small projects to rehabilitate land and infrastructure, rebuild assets, etc. They will be interested in learning about the impact of these activities on people's resilience.
NGOs - SF: AVSI, NRC, WVI, LWF, Caritas, APEDE, Action Aid, DRC, SADEC, Arme de salut, AFPE, BDC Anglican, FONKAM, IPT, VIPATU, GFD, GMF,	National and international NGOs delivering SF inputs and providing M&E. Key for the evaluation.
NGOs –Nutrition: Caritas, MdM, Heal Africa, Gram, IEDA Relief, IMC, APEDE, API, SOCOODEIFE, ADRA, WV, Femme Sida, Eglise methodiste, AMO Congo, Gafem, Radem, BDCA,	National and International NGOs involved in the nutrition program, case finding, case management, management of the MAM program, BF activities, M&E: Key stakeholders
NGO - logistics: CARITAS, INTERSOS, IEDA Relief, HelpAge, MSB	Cluster participants / road rehabilitation, Fleet management (MSB)
Additional Key NGOs	
COOPI	Cluster r co- lead, Overall Humanitarian situation / Emergency planning and Response & Cross-Cutting (Benchmarking),
Save the Children	Cluster co-lead, humanitarian issues, GBSV, Protection, children demobilization
CESVI	Overall Humanitarian situation / Emergency planning and Response & Cross-Cutting (Benchmarking)
IEDA RELIEF	Overall Humanitarian situation / Emergency planning and Response & Cross-Cutting (Benchmarking)
ACF	Key stakeholder for nutrition and food security.

	Overall Humanitarian situation / Emergency planning and Response & Cross-Cutting (Benchmarking)
ICRC	Key stakeholder, Overall Humanitarian situation / Emergency response / Protection, GFD, cluster Observer, important logistics player
OXFAM-GB	Key stakeholder, policy issues, linking development with humanitarian aspects, resilience issues.
MSFs	Overall Humanitarian situation / emergency response
Commission Episcopale Justice et Paix (CDJP)	Protection
Heal Africa	SGBV

Annexe 4: Bibliographie

Akakpo, K. 2013. Atelier sur l'Analyse de la Réponse à l'Insécurité Alimentaire au Nord Kivu. Goma. Rapport de l'Atelier.

Aker, J. Examining Differences in the Effectiveness and Impacts of Vouchers and Unconditional Cash Transfers, 2011-2012. UNICEF & Tufts University.

Baker, J., Chantal, S., Hidalgo, S., Kayungura, G., Posada, S., Tasikasereka, M. & Cano, M. 2013. Évaluation externe du Programme Réponse rapide aux Mouvements de Population (RRMP) en République démocratique du Congo. UNICEF & DARA.

Baley, S. 2011. Humanitarian Action, Early Recovery and Stabilisation in the Democratic Republic of Congo. Humanitarian Policy Group (HPG) Working Paper.

D'Haese, et al. 2013. Food Security in the Democratic Republic of Congo.

EMMA. 2013. Emergency Market Mapping and Analysis (EMMA) North Kivu.

Équipe humanitaire pays (EHP) & OCHA. 2013. Plan de Réponse Stratégique 2014, République Démocratique du Congo.

FAO, NRC & WFP. 2011. Etude de Marché dans les territoires de Sud Kivu et de Maniema, République Démocratique du Congo.

MICS. 2010. Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS – 2010), Résultats préliminaires, septembre 2010.

Ministère de l'Agriculture & Développement Rural. Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2013-2020.

Ministère de l'Agriculture. Ministère de l'Agriculture Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA); Version amendée après l'atelier national du 16 Décembre 2010.

Ministère de la Santé Publique. PRONANUT PNDS Volet Nutrition 2011-2015. RDC.

Ministère de la Santé Publique. Programme National de Nutrition. RDC.

Ministère de la Santé Publique. Stratégie national VIH SIDA 2008-2012. RDC.

PRONANUT. 2012. Suivi de réalisation des activités de nutrition et de VIH.

République Démocratique du Congo. 2006. Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 1 (2006-2008).

République Démocratique du Congo. 2010. Rapport National des Progrès des Objectifs de Développement du Millénaire.

République Démocratique du Congo. 2011. Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2 (2011-2015).

République Démocratique du Congo. 2012. Rapport d'activité sur la riposte VIH/SIDA, Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PNMLS).

République Démocratique du Congo. 2013. Politique Nationale de Nutrition, draft.

UN. International Security and Stabilization Support Strategy (I-SSSS), Integrated Programme Framework (IPF) 2009-2012.

UNDP. 2011. Revue à mi-parcours de l'UNDAF 2008-2012 ; Constats, leçons et recommandations.

UNDP. Plan- cadre des Nations Unies pour l'assistance au Développement UNDAF 2013- 2017, République Démocratique du Congo.

United Nations Country Team & World Bank. 2007. Country Assistance Framework and UN Development Assistance Framework (UNDAF) for the Democratic Republic of Congo (DRC) 2008-2012.

UNOCHA. 2010, 2011, 1012, 1013. Plan d'Action Humanitaire, RDC.

Weijs, B., Hilhorst, D. & Ferf, A. 2012. Livelihoods, basic services and social protection in DRC. London, Wageningen University.

WFP DRC. 2007. After Action Review Report.

WFP Nutrition unit. Food and nutrition Handbook.

WFP. 2009. Evaluation de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) 10608.0. Rapport d'Évaluation.

WFP. 2011. DRC Voucher pilot – After Action Review Report.

WFP. 2012. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA), Democratic Republic of Congo (draft).

WFP. 2012. DRC Support Mission Report 2012 Cash-for-Change.

WFP. 2012. WFP Nutrition policy (WFP/EB.1/2012/5-A).

WFP. 2013. Country Strategy Review WFP-DRC, 2013-2017.

WFP. 2013. Evaluation of WFP Gender Policy – WFP DRC Country Office Case Study.

WFP. 2013. Synthèse des enquêtes nutritionnelles RDC (MAG Stunting Insuffisance pondérale), 19 08 2013.

WFP. Profilage de marché dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Lubero.

WHO, UNAIDS, UNICEF & UNFPA. 2010. Guidelines on HIV and infant feeding.

WRC & WFP. 2011. Safe Access to Firewood & alternative Energy in Eastern Democratic Republic of Congo, Appraisal Report.

Annexe 5: Parties prenantes interviewés

a. Interviews de terrain

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
KATANGA PROVINCE							
WFP GROUP DISCUSSION - UNITÉ PROGRAMME							
WFP	WFP	Kalemie	FRANCISCO MENDES	Head of Sub-Office	RS, MS	X	
	WFP	Kalemie	JEAN DE LA CROIX BASSONO	Programme Officer	RS, MS	X	
	WFP	Kalemie	JUSTIN TSHINDEMBO	Snr Programme Assistant , Point Focal SPR and EPR	RS, MS	X	
	WFP	Kalemie	MARIE THERESE CIMANUKA	Snr Programme Assistant , Point focal school feeding and M&E	RS, MS		X
	WFP	Kalemie	JACKSON KAZADI	Field Monitor Assistant, Point Focal Nutrition	RS, MS	X	
	WFP	Kalemie	FLORENTIN FUNDI	Field Monitor Assistant, Point Focal FFW and DGV	RS, MS	X	
	WFP	Kalemie	CHARLES	Logistique	RS, MS	X	
UN	OCHA	Kalemie	GUY MARIE MWANAKASALA	Chef de Bureau	RS, MS	X	
	OCHA	Kalemie	ROGER MWAMBA	Assistant Humanitaire de Terrain	RS, MS	X	
	UNICEF	Kalemie	CHANTAL NZEBA KAPINGA	Chargée de Programme Education	RS, MS		X
UNHCR GROUP DISCUSSION							
UN	UNHCR	Kalemie	ROGER HOLLO	Chef de Bureau	RS, MS	X	
	UNHCR	Kalemie	NYEMBO KISHABONGO	Associé de Terrain / Protection	RS, MS	X	
	UNHCR	Kalemie	ANICET MIHIZO	Associé de Sécurité	RS, MS	X	
	UNHCR	Kalemie	HORTENSE MBUYA	Associée de Services Communautaires	RS, MS		X
	UNHCR	Kalemie	ROSE KALONGO	Associé Terrain	RS, MS		X
	FAO	Kalemie	BAUDOUIN MUPWALA	Chef de Bureau	RS, MS	X	
NATIONAL NGO	COMMISSION DIOCÉSAINE JUSTICE ET PAIX	Kalemie	ATHANASE KITUKA MALANGO	Chargé de Programme Protection	RS, MS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
WFP PARTNER GROUP DISCUSSION							
GOVERNMENT /STATE ACTOR	PRONANUT	Kalemie	SANGWA MAYANI	Assistant Technique	RS, MS	X	
	AGRIPEL	Kalemie	CÉSAR KASONGO	Inspecteur / agriculture	RS, MS	X	
	EPSP	Kalemie	ERNEST MWAMBA	Point Focal Cantines Scolaires	RS, MS	X	
	EPSP	Kalemie	ALPHONSE NYEMBO KITENGE	Chef de sous division de l'EPSP Kalemie	RS, MS	X	
NATIONAL NGO	PROVAH	Kalemie	MARIUS KADOTE	Coordonnateur	RS, MS	X	
	PROVAH	Kalemie	JUSTIN ILUNGA	Chargé de Projets a.i. / nutrition	RS, MS	X	
	CENTRE INTÉGRÉ de DÉVELOPPEMENT	Kalemie	SYLVAIN AMUNDALA	Chargé des Opérations CID Tanganyika	RS, MS	X	
	Ami des Personnes en Détresse / APEDE	Kalemie	PAUL MUNGUNGU	Chef d'Antenne APEDE Kalemie	RS, MS	X	
	ARMÉE DU SALUT	Kalemie	JEAN MUTOMBO	Directeur	RS, MS	X	
	ARMÉE DU SALUT	Kalemie	SAMUEL BAHONGWELO	Logistique	RS, MS	X	
	CARITAS	Kalemie	PIERRE CORNEILLE ILUNGA	Superviseur Nutritionniste	RS, MS	X	
	CARITAS	Kalemie	JEAN-CLAUDE LUMBU	Chargé de Projet	RS, MS	X	
SITE VISIT		Kampunda, Lukwangulo et Tundwa			RS, MS		
INTERNATIONAL NGO	IRC	Kalemie	ALI SAWADOGO	Directeur Tanganyika	RS, MS	X	
UN	MONUSCO	Kalemie	MARIAM SY	Protection / Sexual Abuse Unit	RS, MS		X
INDIVIDUAL INTERVIEW							
WFP	WFP	Lubumbashi	AMADOU SAMAKE	Chef de Zone Katanga et Kasai	RS, MS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
GROUP DISCUSSION - PROVINCIAL MINISTRY OF EDUCATION							
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	Lubumbashi		Directeur de Cabinet a.i.	MS	X	
	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	Lubumbashi	GHYLAIN KUMWIMBA NGOY NGANGOLE	Chef de Bureau Chargé de Suivi et Évaluation / PLAN	MS	X	
	MINISTÈRE PROVINCIAL DE L'ÉDUCATION	Lubumbashi	PIERRE BANZA KASANDA	Chargé de Missions	MS	X	
	MINISTÈRE PROVINCIAL DE L'ÉDUCATION	Lubumbashi	ISAAC MPYANA ILUNGA	Stagiaire	MS	X	
	PRONANUT	Lubumbashi			RS		
WFP PARTNER GROUP DISCUSSION							
NATIONAL NGO	WORLD PRODUCTION / SPAEC	Lubumbashi	ADELARD MUTOMBO	Administrateur Général	RS, MS	X	
	AFFP	Lubumbashi	GEORGETTE BANZA	Coordinatrice	RS, MS		X
	AFFP	Lubumbashi	VALÉRIE NGOY	Chargée de Programme	RS, MS		X
	ABANTANSHI	Lubumbashi	VALENTIN KAPETA	Coordonnateur	RS, MS	X	
	ASSOC. FEMMES CONGOLAISES PAIX ET DÉVELOPPEMENT / AFECOPAD	Lubumbashi	JOCELYNE MUPEKA	Coordinatrice	RS, MS		X
	Jardins pour Tous / JPT	Lubumbashi	ALEXANDRE PAUL	Président	RS, MS	X	
	SLU	Lubumbashi	CHEKANABO	Présidente	RS, MS		X
	MÉDECINS D'AFRIQUE / MDA	Lubumbashi	MIREILLE WAKENGE	Superviseur	RS, MS		X
	MDA	Lubumbashi	BONNY TIHENDELA	Assistant Programme	RS, MS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
	CENTRE ÉVEIL DE LA FEMME / CEF	Lubumbashi	FIFI NGAMBA MBAYO	Gestionnaire	RS, MS		
NATIONAL NGO	GFD	Lubumbashi	PATRICE	Superviseur	RS, MS	X	
	VIPATU	Lubumbashi	FIDEL MWAYILE	Coordinateur	RS, MS	X	
	APEDE	Lubumbashi	FIDEL KASONGO	Chargé de Rapportage	RS, MS	X	
	JACOB	Lubumbashi	DAUDET MULUKA	Secrétaire Général	RS, MS	X	
SITE VISIT		Lwambo			RS		
INDIVIDUAL INTERVIEWS							
UN	OCHA	Lubumbashi	SAIDOU HAMANI	Chef de Sous-Bureau	MS	X	
	UNHCR	Lubumbashi			MS		
	FAO	Lubumbashi	LAZARE MILAMBO	Chargé de Suivi et Évaluation	MS	X	
	UNICEF	Lubumbashi	QUOC DANG NGUYEN	Chef de Bureau de la Zone Sud	RS, MS	X	
	UNICEF	Lubumbashi	ISSA MULOLO	Cantines scolaires	RS, MS		
	UNICEF	Lubumbashi	AMBROISE MAMEMA	Spécialiste Nutrition	RS, MS	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MINISTÈRE DU PLAN	Lubumbashi	MBUYA LUBANZÉ POPOPO	Chef de Division Provinciale du Plan	MS	X	
	MINISTÈRE DU PLAN	Lubumbashi	GEORGINA KABUYA NGOIE	Secrétaire à la Division du Plan / Katanga	MS		X
	CICR	Lubumbashi	ANDREA DRURY	Cheffe de Sous-Délégation	MS		X
	CICR	Lubumbashi	ABEL MUSENDEK	Chef de Bureau Lubumbashi	RS, MS	X	
WFP	WFP	Lubumbashi	SERGE NAINDOUBA	Head of Programme	RS, MS	X	
KINSHASA PROVINCE							
WFP STAFF	WFP	Kinshasa	JEAN-DENIS BOKOLI	SECURITY ASSISTANT	LB	X	
	WFP	Kinshasa	DENIS GRAVEL	COORDONATEUR CLUSTER LOGISTIQUE	LB	X	
WFP STAFF	WFP	Kinshasa	TONI KADOGO	ASSISTANT COORDINATEUR CLUSTER	LB	X	
	WFP	Kinshasa	FELLY NIAMAZUMI	NATIONAL PIPELINE OFFICER	LB	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
	WFP	Kinshasa	PATRICK TSHIMANGA	ASS. PIPELINE OFFICER	LB	X	
	WFP	Kinshasa	CYPRIEN CANA	COMPAS MANAGER	LB	X	
	WFP	Kinshasa	THEO KAPUKU	M&E OFFICER	OG, PC	X	
	WFP	Kinshasa	PATRICE BADIBANGA	POINT FOCAL NUTRITON	RS	X	
	WFP	Kinshasa	WOOKJIN Hong	Programm officer SF	RS		X
	WFP	Kinshasa	Charlotte Mwarabu Kashamura	Programm officer and National officer SF	RS		X
	WFP	Kinshasa	PATRIZIA PAPINUTTI	HEAD OF OPERATIONS	CH K, LB, MS, OG, PC, RS		X
	WFP	Kinshasa	THEO KAPUKU	M&E OFFICER	CH K, LB, MS, OG, PC, RS	X	
	WFP	Kinshasa	LEON NGEMBALENG	NATIONAL PROGRAMME OFFICER COOPERATING PARTNER & GOVERNMENT RELATIONS	CH K, LB, MS, OG, PC, RS	X	
	WFP	Kinshasa	MARTIN OHLSEN	RÉPRESENTANT	CH K, LB, MS, OG, PC, RS	X	
	WFP	Kinshasa	CHRISTIAN FORTIER	HEAD OF LOGISTICS	LB	X	
	WFP	Kinshasa	AIMEE MOYMINI	LTSH FUND MANAGEMENT	LB		X
	WFP	Kinshasa	ADELINA THOMAS	PROCUREMENT OFFICER	LB		X
DONOR	ECHO	Kinshasa	MAGALI CARPY BOTOULOU	ASSISTANTE TECHNIQUE	RS,MS		X
	CIDA	Kinshasa	MARIE BRAULT	PREMIÈRE SECRÉTAIRE (COOPÉRATION)	MS		
GOVERNMENT /STATE ACTOR	PRONANUT	Kinshasa	Jean Pierre Baneia	Directeur	RS	X	
	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	Kinshasa			RS	X	
	PNLS ou PNMLS	Kinshasa	Bossinky Ngoy Belly Bernard	Secrétaire Exécutif National Adjoint	RS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
DONOR	USAID	Kinshasa	SHANNON ROGERS	FOOD FOR PEACE TEAM LEADER	LB, MS, OG, PC, RS		X
UN AGENCY	UNICEF	Kinshasa	Eric Alain Ategbo	Senior Nutrition specialist	RS, CK	X	
	UNICEF	Kinshasa	NONA ZICHERMAN	CHIEF EMERGENCY & TRANSITION SECTION	MS, OG		X
	UNICEF	Kinshasa	MARYLINE ORSINI	SUPPLY OFFICER	LB		X
GROUP DISCUSSION							
NATIONAL NGO	ADDSE	Kinshasa	XAVIER MAYELE	SENIOR ACCOUNTANT	MS, OG, PC	X	
	ADDSE	Kinshasa	AUGUSTIN KAPIKA	CHEF DE BUREAU/CHEF DE PROJETS	MS, OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	SOLIDARITÉS	Kinshasa	LIONEL LAFONT	REPRÉSENTANT PAYS	MS, OG, PC	X	
	WORLD VISION	Kinshasa	JAMES WAH-BLOH BEDELL	FOOD RESOURCES TEAM LEADER EASTERN DRC	MS, OG, PC	X	
	OXFAM GB	Kinshasa	RAPHAEL MBUYI ILUNGA	COORDONNATEUR PROVINCIAL OUEST	MS, OG, PC	X	
INDIVIDUAL INTERVIEWS							
International NGO	COOPI	Kinshasa	Tchamba Georges Alain	Coordinateur adjoint	RS	X	
UN AGENCY	WHO	Kinshasa	Joseph Waogodo Caboré	Representant	RS	X	
INTERNATIONAL ORGANISATION	CICR	Kinshasa	DIEGO ROJAS CORONEL	CHEF ADJOINT DE DÉLÉGATION	MS, OG, PC, RS	X	
	CICR	Kinshasa	CHRISTIAN BOSSON	COORDONNATEUR SECURITÉ ECONOMIQUE	MS, OG, PC, RS	X	
	CICR	Kinshasa	JEAN-MARIE FALZONE	COORDONNATEUR LOGISTIQUE	LB	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	Direction des Voies de Desserte Agricole	Kinshasa	ADOLPHE FIKANTUMBA, DIEUDONE BAMBOU	DIRECTEUR INTERIMAIRE, CHEF DE BUREAU DE MARCHE DVDA	LB	X	
WFP STAFF	WFP	Kinshasa	SILVIA CARUSO	DIRECTEUR ADJOINT	RS, MS		X
DONOR	Belgium	Kinshasa	DICK DE CLERCQ	MINISTRE-CONSEILLER COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT	RS, MS	X	
DONOR	Belgium	Kinshasa	KATHELYNE CRAENEN		RS, MS		X

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
UN AGENCY	OCHA	Kinshasa	OLIVIER L. NKIDIKA	CHARGÉ DES FINANCEMENTS HUMANITAIRES ASSOCIÉ (P.FUND)	OG, RS	X	
WFP	WFP	Kinshasa	Charlotte Mwarabu Kashamura,	FOCAL POINT GENDER AND PROTECTION	OG		X
UN AGENCY	FAO	Kinshasa	BUSAM BOPOL	CHARGÉ DE SECURITÉ ALIMENTAIRE	PC	X	
UN AGENCY	FAO	Kinshasa	LANDRY BROU	CHARGÉ DE SECURITÉ ALIMENTAIRE	PC	X	
WFP STAFF	WFP	Kinshasa	KOFFI AKAKPO	VAM OFFICER	OG, PC	X	
DONOR	USAID	Kinshasa	JAY A. NASH	SENIOR PROGRAMME OFFICER	MS, PC	X	
DONOR	SIDA	Kinshasa	ANNA FURUBOM GUITTET	PREMIÈRE SECRÉTAIRE	MS, PC		X
UN AGENCY	FAO	Kinshasa	NDIAGA GUEYE	REPRÉSENTANT EN RDC	MS, PC	X	
UN AGENCY	FAO	Kinshasa	SERGE TISSOT	REPRÉSENTANT ADJOINT EN RDC	MS, PC	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	Kinshasa	JACQUES KALUME	CHEF DE DIVISION UNIQUE	PC	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	Kinshasa	BAKAMBANA ALBERT	SUIVI ET ÉVALUATION COOPÉRATION	PC	X	
UN AGENCY	UNICEF	Kinshasa	STEVEN MICHEL	EMERGENCY SPECIALIST, NATIONAL COORDINATOR NFI AND SHELTER CLUSTER	MS, PC	X	
DONOR	UNION EUROPEENE	Kinshasa	VINCENT G. DOWD	MINISTRE CONSEILLER-CHEF DE COOPERATION	MS, PC	X	
GROUP DISCUSSION							
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION	Kinshasa	BOKOTA LIKANGAU DAVID-MICHEL	DIRECTEUR SERVICES GÉNÉRAUX COOPÉRATION INTERNATIONALE	MS	X	
	MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION	Kinshasa	PIUS TIMBE-BAKA ZOLAY	DIRECTEUR-CHEF DE SERVICE	MS	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION	Kinshasa	RAOUL MUKUBA MUKUBA NDESS-A-NZHYM	ASSISTANT SG/COOPÉRATION INTERNATIONALE	MS	X	
	MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION	Kinshasa	DOMINIQUE NSIALA KAPESA BOMA		MS	X	
	MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION	Kinshasa	JEAN PIERRE LUKUSA BUDIATA		MS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
	MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION	Kinshasa	APOLLINAIRE MAZUNZA MIN MOKAM	CB COOPÉRATION INTERNATIONALE	MS	X	
NORTH KIVU PROVINCE							
WFP STAFF	WFP	GOMA	WOLFRAM HERFURTH	HEAD OF AREA OFFICE	CH, LB, OG, PC, RS	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA	DAVID MUTILO	HEAD OF VAM UNIT	OG, MS, PC	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	CNR	GOMA	AXEL ZANGIO	CHARGE DE GESTION DE SITES DE DEPLACEMENT – PROVINCIAL NK CNR	OG, MS, PC	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA	FIDELE NZABANDORA	POINT FOCAL SCHOOL FEEDING	CK, RS	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA	HENRIETTE KAPINGA	CHARGE DE PROGRAMME NUTRITION	CK, RS		X
ECHO	DONOR	GOMA	FREDERIC BONAMY	HEAD OF OFFICE (ORIENTALE & NK)	OG, MS, PC	X	
ECHO	DONOR	GOMA	YORGOS KAPRANIS	HEAD OF OFFICE DRC	OG, MS, PC	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA	PIERRE SUBILLE	SECURITY OFFICER	LB, OG, MS, PC	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA	EDOS BASOLE	PIPELINE OFFICER	LB	X	
UN AGENCY	OCHA	GOMA	ANNARITA MARCANTONIO	HUMANITARIAN AFFAIRS OFFICER/OIC	MS, RS		X
UN AGENCY	OCHA	GOMA	ANNE-FRANCE WHITE	CHARGÉ DES AFFAIRES HUMANITAIRES	LB		X
GOVERNMENT /STATE ACTOR	EPSP	GOMA	JOHN KISSA	POINT FOCAL CLUSTER EDUCATION	CK, RS	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	PRONANUT	GOMA	ERAY BARUNGU	ASSISTANT TECHNIQUE	CK, RS	X	
NATIONAL NGO	8EME CEPAC	GOMA	PASTEUR AUGUSTIN	POINT FOCAL NUTRITION, SCHOOL FEEDIND ET SGBV	CK, RS	X	
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	GEORGES MUKAMBA	NUTRITION PROGRAM OFFICER	CK, RS	X	
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	GOMA	JAMES NKEMBA CHIFWELU	REGIONAL DIRECTOR	CK, RS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	JEAN LUDOVIC METENIER	COORDINATEUR ZONE EST	MS, RS	X	
NATIONAL NGO	HEAL AFRICA	GOMA	DR WILLIAM BONANE	PROGRAM MANAGER	CK, RS	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	PNMLS	GOMA	DR MBULA AUGUSTIN	COORDINATEUR PROVINCIAL	CK, RS	X	
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	TAKAE ISHIZUKA	EMERGENCY EDUCATION SPECIALIST	CK, RS		X
OTHER	ICRC	GOMA	ROBERTO FORIN	CHEF ADJOINT DE SOUS DÉLÉGATION	MS, RS	X	
OTHER	ICRC	GOMA	PATRICK ZEHNDER	RESPONSABLE LOGISTIQUE	LB	X	
FFW/FFA GROUP DISCUSSIONS							
NATIONAL NGO (PARTNER)	CRSM	GOMA	JEANNOT KATIMIKA	ADMINISTRATEUR	OG, PC	X	
	CRSM	GOMA	MARC HAKIULI B.	GESTIONNAIRE DU TERRAIN	OG, PC	X	
	PADEC	GOMA	SIMEON BITAHWA	COORDINATEUR	OG, PC	X	
	CDIR-BIMZA	GOMA	MBUSA KASUMBA	COORDINATEUR	OG, PC	X	
	APETAMACO	GOMA	APOLLINAIRE KAMUBE	COORDINATEUR	OG, PC	X	
C6V GROUP DISCUSSIONS							
INTERNATIONAL NGO (PARTNER)	NRC	GOMA	CHIARA GABURRI	PROGRAMME MANAGER FOOD SECURITY	OG, PC		X
	DIAKONIE	GOMA	DESIREE LWAMBO	PROGRAMME COORDINATOR	OG, PC		X
	PAP RDC	GOMA	PIERRE KABULÉ	COORDINATEUR	OG, PC	X	
INDIVIDUAL INTERVIEWS							
UN AGENCY	UNHCR	GOMA	CHRISTOPHE BEAU	CLUSTER PROTECTION COORDINATOR & ACTING HEAD OF OFFICE	OG	X	
	UNHCR	GOMA	MATHILDE MARIETTE	FOCAL POINT SGBV NK	OG		X

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
	FAO	GOMA	MICHELE DI TOMMASO	HEAD OF OFFICE	LB, MS, OG, PC, RS	X	
	UNHCR	GOMA	PATRICE AHOUANSON	CCCM FIELD OFFICER	OG	X	
	UNHCR	GOMA	FIRMIN NGEMEMBO	FIELD ASSOCIATE	OG	X	
	UNHCR	GOMA	BAZELAIS FRANZA	CCCM ASSOCIATE FIELD OFFICER	OG	X	
OTHER	IOM	GOMA	PIERRE CLAVER NYANDWI	CONSEILLER EN GESTION ET COORDINATION DES SITES DE DÉPLACÉS	OG	X	
UN AGENCY	UNDP	GOMA	PIERRE GUSIRA	ACTING HEAD OF OFFICE AND PROGRAMME COORDINATOR/QUALITY ASSURANCE	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	SOLIDARITES	GOMA	ANNE-CÉCILE	LOGISTICIENNE	LB		X
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	ADAMA BONKIAN	SUPPLY & LOGISTICS SPECIALIST	LB		
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	HUYNGOO	LOGISTICS OFFICER	LB	X	
INTERNATIONAL NGO	HANDICAP INTERNATIONAL	GOMA	BENOÎT	COORDINATEUR LOGISTIQUE	LB	X	
INTERNATIONAL NGO	LWF	GOMA	JUSTINE FATOU	SUPERVISEUR NUTRITION ET SF	CK		X
OTHER	ICRC	GOMA	PHILIPPE ZELLER	COORDINATEUR LOGISTIQUE	LB	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA	ROMAIN KASENDULA	PROGRAMME ASSISTANT C&V and FORMER FOCAL POINT PROTECTION/FIELD MONITOR	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	OXFAM GB	GOMA	MARLIES LENSINK	HUMANITARIAN PROGRAM COORDINATOR DR CONGO	OG, PC		X
INTERNATIONAL NGO	OXFAM GB	GOMA	JUDITH POWELL	EFSL SUPPORT PERSONEL	OG, PC		X

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
WFP STAFF	WFP	GOMA	SABINE BONGI	PROGRAMME OFFICER NK & FORMER SK	OG, PC		X
WFP STAFF	WFP	GOMA	DANIEL BEYELER	SENIOR CIVIL MILITARY COORDINATION OFFICER & Focal EPRP - standby partner	OG, PC	X	
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	CÉCILIA PIETROBONO	EMERGENCY SPECIALIST, ARCC coordinator	OG, PC		X
UN AGENCY	UNICEF	GOMA	FILIPPO MAZZARELLI	RRMP COORDINATOR	LB, OG, PC	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	PNLS	GOMA	DR PACIFIQUE KABAMBA	CHARGE DE SUIVI ET EVALUATION	CK	X	
NATIONAL NGO	GRAM	GOMA	DR LEON	COORDINATEUR	CK	X	
INTERNATIONAL NGO	SAVE THE CHILDREN	GOMA	JOEL KIRAMBA	EDUCATION FIELD OFFICER	CK	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	CNR	SITE MUGUNGA III	JEAN MARIE MASUMBUKO	CNR ADMINISTRATOR	OG	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	CNR	SITE MUGUNGA III	BLANDINE S.	CNR COMITÉ DIRECTEUR DU CAMP	OG		X
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	GOMA	ANNE MARIE CONNOR	EASTERN DRC PROGRAMME COORDINATOR	OG, PC		X
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	GOMA	JAMES W. BEDEREL	TEAM LEADER FOOD SECURITY NORTH & SOUTH KIVU	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	LWF	GOMA	CHARLES KAWAYA N'GENDA	COUNTRY PROGRAMME COORDINATOR	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	LWF	GOMA	VALENCE MOINBWILA	AREA COORDINATOR	OG, PC	X	
GOVERNMENT /STATE ACTOR	MOA	GOMA	LEOPOLD KHAVI	COORDINATEUR PROVINCIAL SERVICE STATISTICS AGRICOLES	PC	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
DONOR	ECHO	GOMA	ANNE-SOPHIE LAENKHOLM	REGIONAL COUNSELOR PROTECTION	LB, OG, PC		X
DONOR	ECHO	GOMA	SARA McHATTIE	REGIONAL COUNSELOR FOOD SECURITY/C&V	LB, OG, PC		X
INTERNATIONAL NGO	DANISH REFUGEE COUNCIL	KITSHANGA	CEDRIC TURLAN	DELEGATE	OG, PC	X	
WFP STAFF	WFP	GOMA/KITSHANGA	HAZEL SIRI	PROTECTION - standby partner	OG, PC		X
SOUTH KIVU Province							
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	KEITH URSEL	HEAD OF SUB OFFICE SOUTH-KIVU	CK, OG, LB, PC	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	PIERRE RIOU	CHARGÉ DE LOGISTIQUE	LB	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	JULES EPANZA	NATIONAL VAM OFFICER	OG, PC	X	
OTHER	ICRC	BUKAVU	BENJAMIN MALBRANQUE	LOGISTICIEN	LB	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	DOUDOU RADJABU	PROGRAM ASSISTANT (SF)	CK	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	BOUTROS KALERE	FIELD MONITOR, POINT FOCAL (NUTRITION, VIH)	CK	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	THOMAS BIRATO	ASSISTANT LOG CLUSTER /SERVICE	LB	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	MARC ZIHALIRWA BISIMWA	NATIONAL PROGRAMME OFFICER	OG, PC	X	
GFD GROUP DISCUSSIONS							
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	BUKAVU	NESTOR KANTORE	RESPONSABLE DES PROJETS EXECUTÉS AVEC LE PAM	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	BUKAVU	JEAN CRISTOPHE LUNANGA	COORDINATEUR TERRAIN	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	CARITAS	BUKAVU	PASCAL LUKOGO	CHARGÉ DE DISTRIBUTION GÉNÉRALE CARITAS UVIRA	OG, PC	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
NATIONAL NGO	ACTION D'ESPOIR	BUKAVU	GISELLE FAIDA	RESPONSABLE DE PROJECT	OG, PC		X
NATIONAL NGO	ACTION D'ESPOIR	BUKAVU	JULES BASIMINE	COORDINATEUR PROGRAMME	OG, PC	X	
FFW/FFA GROUP DISCUSSION							
NATIONAL NGO	CEPAC-PMU	BUKAVU	CHIRIMWAMI BAHIZI	CHEF DE PROJECT NUT	OG, PC	X	
NATIONAL NGO	CEPAC-PMU	BUKAVU	ROGER MASIMLI	NUTRITIONISTE DELEGUE	OG, PC	X	
NATIONAL NGO	CEPAC-PMU	BUKAVU	RODRIGUE CIRIBAGULA	NUTRITIONIST SUPERVISEUR	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	NRC	BUKAVU	JAMIRES JUMA KALUTA	COORDINATEUR EDUCATION SOUTH KIVU	OG, PC	X	
NATIONAL NGO	ICCO	BUKAVU	EMMANUEL BALATI	COORDINATEUR RDC	OG, PC	X	
NATIONAL NGO	PEDER	BUKAVU	JON BWAMI	ASSISTANT DE COORDINATION	OG, PC	X	
C&V GROUP DISCUSSION							
INTERNATIONAL NGO	AVSI	BUKAVU	FRANCESCO ALVAORSA	PROJECT COORDINATOR	PC	X	
INTERNATIONAL NGO	CRS	BUKAVU	BERNABE WANGO	CHARGÉ LOGISTIQUE	PC	X	
INTERNATIONAL NGO	IRC	BUKAVU	DESIRÉE CHIMERE	CHEF DE PROGRAMME	PC		X
INDIVIDUAL INTERVIEWS							
UN AGENCY	UN OCHA	BUKAVU	FLORENT MEHAULE	HEAD OF SUB OFFICE SOUTH-KIVU	OG	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	THOMAS BIRATO	ASSISTANT LOG CLUSTER /SERVICE	LB	X	
INTERNATIONAL NGO	MSF-HOLLAND	BUKAVU	PATRICK SAKAMESO	FLIGHT MANAGER	LB	X	
GROUP DISCUSSION							
UN AGENCY	UNHCR	BUKAVU	NADIA BARHEZA	ASSOCIÉ DE PROTECTION	OG		X
UN AGENCY	UNHCR	BUKAVU	FELICITE KOKO	PROTECTION OFFICER	OG		X
UN AGENCY	UNHCR	BUKAVU	PEPE TAMBWE	ASSOCIÉ DE PROTECTION/MONITORING	OG	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
INDIVIDUAL INTERVIEWS							
UN AGENCY	UNHCR	BUKAVU	FRANCK BASINSUA	SUPPLY CHAIN SPECIALIST	LB	X	
OTHER	ICRC	BUKAVU	MARIE DUBEAU	CHEFFE AJOINTE DE SOUS DÉLÉGATION	OG		X
GOVERNEMENT ACTOR	EPSP	BUKAVU	BERNADETTE MASOKA SAFI	MINISTRE PROVINCIAL DE L'EDUCATION	CK		X
GOVERNEMENT ACTOR	EPSP	BUKAVU	ALBERT BUSHIRI	CONSEILLER EN CHARGE DE L'EDUCATION	CK	X	
GOVERNEMENT ACTOR	PRONANUT	BUKAVU	ROGER NDIRIHIRWE	COORDINATEUR PROVINCIAL	CK	X	
GOVERNEMENT ACTOR	PNMLS	BUKAVU	FRED BUCHIZA	COORDONNATEUR PROVINCIAL	CK	X	
GOVERNEMENT ACTOR	PNMLS	BUKAVU	RICHARD BAHIZIRE	CHARGE DU PARTENARIAT	CK	X	
UN AGENCY	UNICEF	BUKAVU	EMMANUEL TSHIBANGU	EDUCATION PROGRAM OFFICER	CK	X	
UN AGENCY	UNICEF	BUKAVU	NELLY MULEGWA	NUTRITION OFFICER	CK	X	
OTHER	PARROISE ST. JOSEPH MUKESA	MWENGA	ABEKELOZO BUKAMBE	PRIEST PARROISE ST JOSEPH	OG, PC	X	
GOVERNEMENT ACTOR	INSPECTION DE LA SANTE / SK	WALUNGU/ MUBUMBANO	DR DESIRE MUHUJUKA	MEDECIN CHEF DE ZONE DE MUBUMBANO	CK	X	
GOVERNEMENT ACTOR	INSPECTION DE LA SANTE / SK	WALUNGU/ MUBUMBANO	CIKURU AIME	NUTRITIONNISTE/ ZONE DE SANTE DE MUBUMBANO	CK	X	
NATIONAL NGO	SEME CEPAC	WALUNGU/B URHALE	JEAN-PAUL BADERHEKUGUMA	SUPERVISEUR CANTINES SCOLAIRES	CK	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	JEAN PIERRE MOSAKU	ASSISTANT SÉCURITÉ	OG	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	BOUTROS KALERE	FIELD MONITOR ASSISTANT AND FOCAL POINT HIV, NUTRITION & SF	OG	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	CHRISTEL MITIMA	FIELD MONITOR ASSISTANT AND EPRP FOCAL POINT	OG	X	
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	GISELE MOLEA	FIELD MONITOR ASSISTANT AND GENDER FOCAL POINT	OG		X

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position	EVALUATOR	Male	Female
UN AGENCY	FAO	BUKAVU	ULRICH ASSANPOK	HEAD OF SUB OFFICE	PC	X	
UN AGENCY	FAO	BUKAVU	LAURENT IKUNDII	CHARGÉ DE SUIVI ET EVALUATION	PC	X	
INTERNATIONAL NGO	MSF- SPAIN	BUKAVU	MANUEL LOPEZ	HEAD OF MISSION	OG	X	
INTERNATIONAL NGO	ACF-US	BUKAVU	PAOLA VALETTARO	TECHNICAL COORDINATOR EAST DRC	OG, PC		X
UN AGENCY	UNICEF	BUKAVU	BERTA TRAVIESO	HEAD OF BUREAU	OG, PC		
UN AGENCY	UNICEF	BUKAVU	PATRICE BAYIKALANGA	EMERGENCY OFFICER	OG, PC		X
DONOR	ECHO	BUKAVU	ANNABELLE VASSEUR	ASSISTANTE TECHNIQUE	OG, PC	X	
INTERNATIONAL NGO	MSF - HOLLAND	BUKAVU	SARAH LAMB	HEAD OF MISSION	OG		X
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	JULES EPANZA	NATIONAL VAM & NUTRITION OFFICER	CK	X	
NATIONAL NGO	FONDATION PANZI	BUKAVU	DR NEEMA RUKUNGHU	COORDONATRICE MEDICAL SGBV	CK		X
NATIONAL NGO	FONDATION PANZI	BUKAVU	DEO CHIYOKA	NUTRITIONNIST AU PROGRAMME HIV	CK	X	
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	BUKAVU	NESTOR KANTORE	CHARGE DE PROGRAMME	CK	X	
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	BUKAVU	LUNANGA JEAN CHRISTOPHE	COORDONNATEUR TERRAIN (SF)	CK	X	
INTERNATIONAL NGO	WORLD VISION	BUKAVU	MASUDI KATEMBELA	CHARGE DE SUIVI ET EVALUATION	CK	X	
INTERNATIONAL NGO	MALTESER	BUKAVU	MONDO EZECHIEL	ASSISTANT AU PROGRAMME SANTE ET RESPONSABLE NUTRITION	CK	X	

b. Interviews téléphoniques

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position for which the interview takes place	Evaluator	Male	Female
DONOR	AUSTRALIAN HIGH COMMISSION	NAIROBI	EMILY RAINEY	REGIONAL HUMANITARIAN PROGRAMMES MANAGER	MS		X
WFP STAFF	WFP	ROME	BETTY KA	FPF MANAGER	LB		X
WFP STAFF	WFP	ROME	JEAN-FRANCOIS MIHLAUD	FLEET MANAGER	LB	X	
WFP STAFF	WFP	BUNIA (ORIENTALE)	JUDITH ULAR	PROGRAMME OFFICER ORIENTALE (currently)	OG		X
WFP STAFF	WFP	ROME	ETIENNE LABANDE	DEPUTY CHIEF PREPAREDNESS AND RESPONSE BRANCH	OG	X	
DONOR	DFID	KINSHASA	ALASTAIR BURNETT	CONSEILLER HUMANITAIRE	MS	X	
DONOR	KfW	FRANKFURT	PHILIPP WYRSCH	GOVERNANCE, ERNÄHRUNGSSICHERUNG & NATURRESSOURCEN	MS	X	
DONOR	AMBASSADE DE FRANCE	KINSHASA	SÉBASTIEN DAURÉ	ATTACHÉ RÉGIONAL DE COOPÉRATION/CORRESPONDANT HUMANITAIRE	MS	X	
WFP STAFF	WFP	ROME	CHARLOTTE CUNY	FORMER PROGRAMME OFFICER IN GOMA	OG		X
UN	UNDP	KINSHASA	NICK HARTMANN	DIRECTEUR PAYS ADJOINT	MS	X	
WFP STAFF	WFP	MBANDAKA	SOULEYMANE SOW	LOGISTICS OFFICER/ACTING HEAD OF AO	PC, MS	X	
WFP STAFF	WFP	MBANDAKA	JEAN-MARTIN MONZEMBELA	SENIOR PROGRAMME ASSISTANT	PC, MS	X	

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position for which the interview takes place	Evaluator	Male	Female
WFP STAFF	WFP	MBANDAKA	JOSEPH KANANGILA, FAM	POINT FOCAL VCT, CANTINES SCOLAIRES	PC, MS	X	
WFP STAFF	WFP	MBANDAKA	<u>HERMAN KAMBALE, FAM</u>	POINT FOCAL NUTRITION	PC, MS	X	
WFP STAFF	WFP	MBANDAKA	BARTHELEMY BANVANA	PROGRAMME ASSISTANT C&V	PC, MS	X	
UN	DSRSG/RC/HC	KINSHASA	MOUSTAPHA SOUMARÉ		MS	X	
WFP STAFF	WFP	DAKAR	ISABELLE MBALLA	FORMER HEAD OF AREA OFFICE IN LUBUMBASHI	MS		X
UN	OCHA	BANGUI	CAROLINE PÉGUET	FORMER HEAD OF OCHA SUB-OFFICE IN GOMA	MS		X
WFP STAFF	WFP	BUKAVU	CONSTANCE KOBOLAR	PROGRAMME MANAGER SOUTH KIVU	OG		X
UN	UNICEF	KINSHASA	BARBARA BENTEIN	REPRÉSENTANTE	MS		X
UN	UNICEF	KINSHASA	SYLVIE FOUET	REPRÉSENTANTE ADJOINTE	MS		X
WFP STAFF	WFP	BRAZZAVILLE	DAVID BULMAN	REPRESENTATIVE, AND FORMER HOAO GOMA	MS	X	
WFP STAFF	WFP REGIONAL BUREAU	PRETORIA	BRENDA BARTON	DEPUTY REGIONAL DIRECTOR	MS		X
WFP STAFF	WFP REGIONAL BUREAU	PRETORIA	SARAH LONGFORD	REGIONAL PROGRAMME OFFICER	MS		X
WFP STAFF	WFP	ROME	ALIX LORISTON	Team Leader, PGG; Government Partnership Division	MS	X	
DONOR	USAID	PHILIPPINES	DAN SUTHER	REGIONAL ADVISER	MS	X	
WFP STAFF	WFP REGIONAL BUREAU	NAIROBI	ROSIE BRIGHT	POLICY OFFICER AND SPECIAL ASSISTANT TO THE REGIONAL DIRECTOR	MS		X

Type of organisation	Organisation	Place / Site	Name of the person	Position for which the interview takes place	Evaluator	Male	Female
WFP STAFF	WFP	ETHIOPIA	ABDOU DIENG	COUNTRY DIRECTOR	MS	X	
WFP STAFF	WFP	ROME	PIYAMON ARAYAPRAYOON	PROGRAMME OFFICER, RMBP	MS		X
UN	MONUSCO	KINSHASA	DANIEL MAIER	STRATEGIC PLANNING CELL, OSRSG	MS	X	

Annexe 6: Information générale

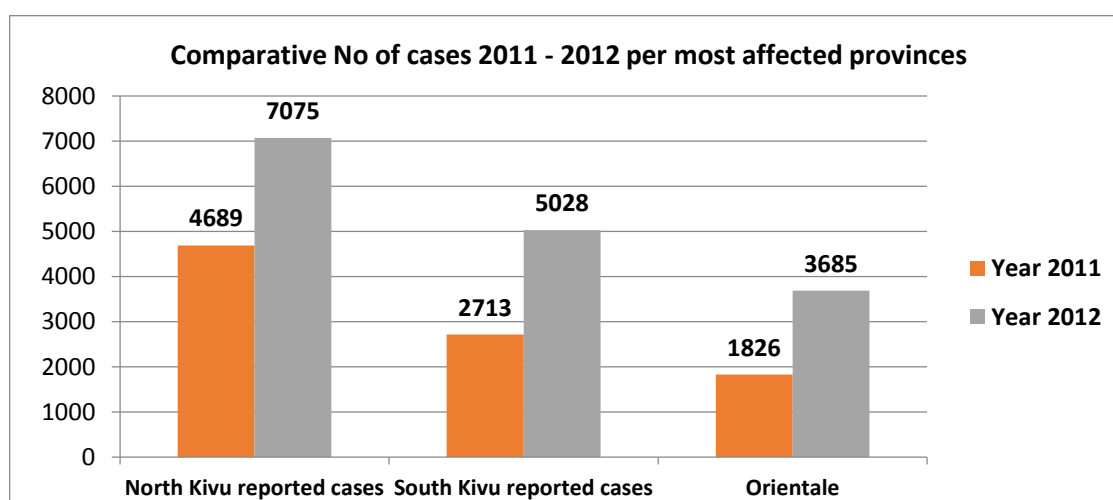
Tableau 1 – Principaux indicateurs sociaux pour la RDC

Mortalité infanto-juvénile	158 pour 1000 naissances vivantes (MICS 2010)
Mortalité maternelle	540 pour 100,000 naissances vivantes (<i>estimations à partir des données OMS, UNICEF, UNFPA, et Banque Mondiale</i>)
Malnutrition aiguë globale <5 ans	11,5% (MICS 2010)
Malnutrition aiguë sévère <5ans	5,2% (MICS 2010)
Malnutrition chronique globale < 5ans	43,4% (MICS 2010)
Enfants de 12-23 qui ont reçu tous les vaccins	42% % (MICS 2010)
Taux d’alphabétisation des adultes	67% (Banque Mondiale - 2009)
Alphabétisation des femmes	51% (MICS 2010)
primary school net enrolment rate	75% (girls 72%, boys 78%) (MICS 2010)
Accès à l’eau potable	47% des ménages (MICS 2010)
Accès à des installations sanitaires améliorées	14% des ménages (MICS 2010)
Accès aux soins de santé adéquats	30% (MICS 2010)

Table 2 – Snapshot on the situation in the eastern provinces from 2009-2013

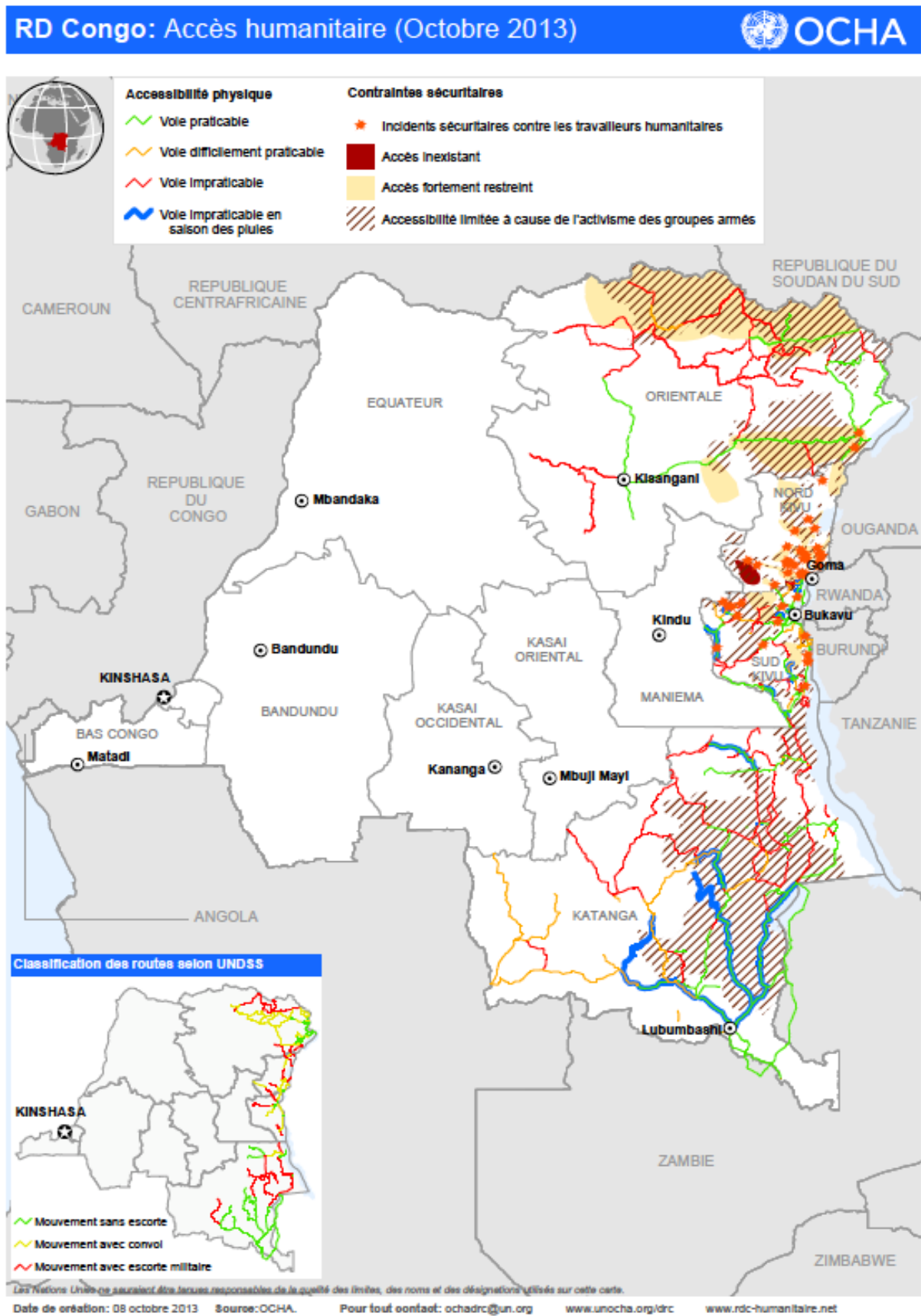
North Kivu	The conflict intensified in 2012 when the ‘M23’ rebellion started. The redeployment of Congolese armed forces (FARDC) troops from other provinces to North Kivu in 2012-2013 generated security vacuums that enabled other armed groups to take control of more territory. The activities of the FARDC and the M23, accompanied by widespread human rights violations, generated insecurity and population movements. The M23 declared an end to its 20-month insurgency on 5 November 2013, but the outlook in the East in the next couple of years is uncertain given the plethora of armed groups still operating in the region.
South Kivu	Security vacuums created when the FARDC and the UN carried out joint military operations against armed opposition groups in North Kivu and Orientale provinces in 2012 led to an increase of armed and self-defense groups and the radicalization of certain conflicts that have exacerbated ethnic and community cleavages.
Province Orientale	The situation in Haut and Bas Uélé deteriorated at the end of 2008 when the Lord’s Resistance Army, which had been active in the province for several years, retaliated against a joint Ugandan-DRC armed offensive. LRA attacks against civilians, of an extreme violence and involving numerous abductions, caused massive population displacements. Despite FARDC operations with support from MONUSCO, the LRA pursued its offensives and exactions in 2009 and 2010. Even though violence has subsided in recent years, the number of IDPs remains high due to their deep-rooted fear of the LRA. Since the end of August 2013, fighting between the FARDC and a rebel group over control of South Irumu, in the Ituri region, led to large scale displacement of civilians. IDPs in Orientale are located in the districts of Haut-Uélé, Bas-Uélé and Ituri, reflecting the armed groups’ main areas of activity.
Katanga	Fighting between the FARDC and Mai Mai militia started well before the period under review, particularly affecting an area referred to as the ‘triangle of death’, where they burned villages to the ground and caused large scale displacement of people in 2005-2006. Clashes resumed in the beginning of 2013 and intensified in October, causing mass displacements. At the end of 2013, armed groups operating under the collective name of Mai Mai Kata Katanga called for the province to secede and become an independent state. IDPs in Katanga are concentrated in the east of the province.

Graph 1: Number of cases of rape in the most affected provinces in 2011 and 2012



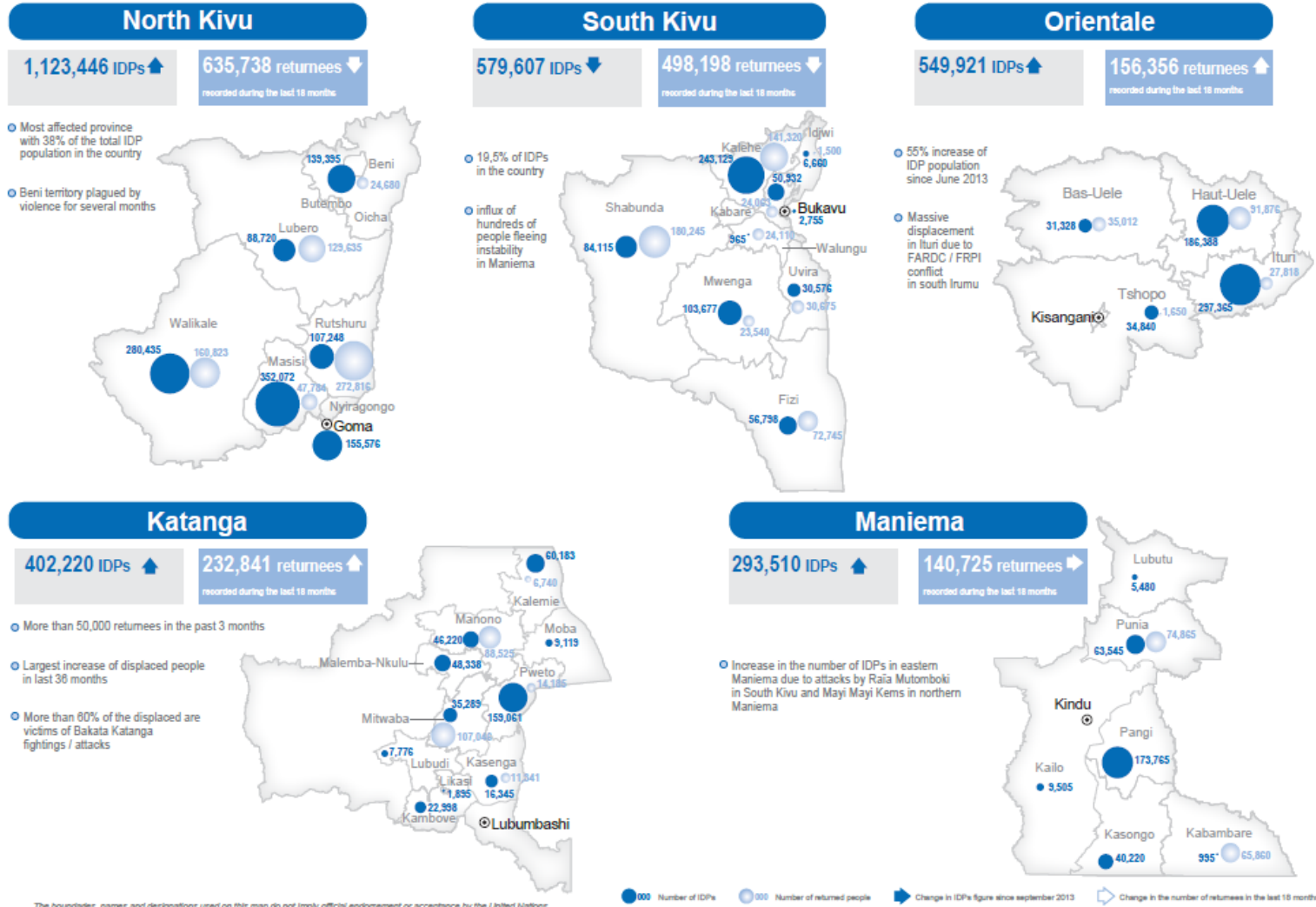
Source: Data of the Ministère du Genre, de la Famille et de l’Enfant (June 2013)

Map 2: Humanitarian access



NB: the axes in green are almost the same as in 2011 and 2012

Annexe 7: Déplacements internes par province



Annexe 8: Cadre institutionnel et politiques nationales

IDPs and refugees

There is no national legislation to support the protection of IDPs and returnees, even though DRC has ratified the Great Lakes Pact¹², which includes a humanitarian and social pillar and sets out new norms, standards and mechanisms for protecting displaced people in the countries of the region, including a Protocol on the Protection and Assistance to Internally Displaced Persons (IDP Protocol)¹³, and signed, but not ratified, the African Union Convention on IDPs.

The Ministry of Social Affairs, Humanitarian Action and National Solidarity is responsible for the welfare of IDPs, while the National Commission for Refugees coordinates the protection of refugees, IDPs, and returnees in camps and sites. There is no governmental body in charge of assistance and protection of IDPs outside camps (with host populations).

In the East of the country, the Programme de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des conflits armés (STAREC), launched in June 2009, included in its humanitarian and social component « *des actions et mesures d'encadrement visant, sur la base de l'implication totale des gouvernements provinciaux et des communautés de base : 1. l'aide au retour volontaire des réfugiés Congolais et des personnes déplacées internes ; 2. leur réinsertion socioéconomique ; et 3. la protection des populations civiles* ».

Food Security

In 2010, the Ministry of Agriculture adopted the 'Strategy for Agriculture and Rural Development', which sets out strategic lines for the development of the agricultural sector and food security assurance. Also in 2010, the Ministry of Agriculture developed the *Programme National de Sécurité Alimentaire* (PNSA) in order to fight food insecurity and improve the living conditions of populations by increasing sustainable production and household income. Since its inception the PNSA has not been operational due to lack of funding.

In 2011, the government adhered to the recommendations of the *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* (CAADP) to allocate 10 percent of the national budget to the agricultural sector in order to reach at least 6 percent annual growth of the agricultural sector. However, the national budget allocation during the period 2007-2009 was below 2 percent and the budget 2011-2015 kept investments lower than recommended by the CAADP. In order to meet the CAADP's objectives, the Ministry of Agriculture has developed the Agricultural Investment Plan (PNIA) for the period 2013 to 2020. The total cost of the PNIA

¹² Pact on Security, Stability and Development in the Great Lakes Region (the of 15 December 2006

¹³ The Great Lakes Pact and the rights of displaced people - A guide for civil society; The Internal Displacement Monitoring Centre; September 2008

is estimated at US\$5.9 billion, of which US\$1.6 billion only for the period 2013-2015.

Education et Alimentation Scolaire

A “*Stratégie de Développement du Sous-Secteur de l’Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (2010/11-2015/16)*” was adopted in March 2010 and aims to reach universal primary schooling in 10 years. In addition, a “*Plan Intérimaire de l’Education 2012-2014*”¹⁴ (PIE) to put into practice the national strategy, was adopted in 2012 and endorsed by the Government and the sector’s financial and technical partners (PTF). These planning efforts have been able to mobilize donor interest and allowed DRC to be admitted as a member of the Global Partnership for Education.

The Government is committed, as indicated in its *Education Action Plan (2012-2016)*, to provide free quality primary education in a child-friendly environment and to train teachers well, the ultimate objective being to contribute to economic growth and reduce poverty.

A new regulation for primary, secondary and professional education (EPSP) is apparently about to be approved by the Prime Minister, which will recognize School Feeding as an option to be eventually integrated in the education model¹⁵.

Santé et Nutrition

Nutrition: Local and institutional capacity to deal with nutrition challenges has remained weak. Structural problems and conflict in many areas prevent the effective implementation of policies and strategies. Nevertheless, in recent years, a favorable context has been established for institutional development and a possible Plan of Action.

The Plan Stratégique de Nutrition 2011-2015 (PSN) draws from the following policy framework:

- a. Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) et du
- b. Plan Quinquennal National 2011-2015,
- c. Politique Nationale de Nutrition, 2013
- d. Plan National de la lutte contre le SIDA : Appui fourni par le PAM pour établir l’stratégie te pour assurer l’appui nutritionnel comme parti intégral de la pris en charge des patients en traitement ARV.
- e. PRONANUT : Programme national pour la lutte contre la malnutrition, 2011-2015

¹⁴ Plan Intérimaire de l’Education 2012-2014, MEPSP, juin 2012.

¹⁵ According to interviews with education authorities, the new education strategy, which has to be in line with the current “Plan Interimaire de l’Éducation 2012-2014” will recognize School Feeding as an option to be integrated in primary schools.

DRC has adhered to the Scaling Up Nutrition (SUN) initiative in May 2013 and a draft *National Policy on Nutrition* is currently being drafted. The adhesion to SUN is a breakthrough as it will engage all key actors in this field and will provide an institutional boost. The drafting of a national policy at the end of 2013 is probably a result of this renewed interest. WFP has acted as a key advocate and facilitator of the adhesion of DRC to SUN, but its future role is yet to be clarified.

HIV/AIDS: DRC has developed institutional instruments to address the AIDS epidemic, with the support of partners, notably ONUSIDA. Policy papers, protocols and programmes were already elaborated in the 90's, but with little practical application. In 2004, the Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PNMLS) was established. In 2008, the rights of People Living with HIV to protection and access to antiretroviral (ARV) therapy and mother-to-child HIV transmission prevention was established by law, and a *Plan Stratégique de Lutte contre le VIH et le SIDA du secteur de la santé* was adopted in 2009 for the period 2008-2012, with an ensuing action plan for the period 2012-2014.

DRC is eligible to receive support from the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria.

However, the situation on the ground is characterized by the lack of access to health services and to diagnostic means for the identification of HIV+ cases, the limited capacity to correctly apply case management and prevention protocols and the limited availability and referral of patients for ARV and MTCTP to service delivery sites.

Protection, Gender, and Sexual and Gender-Based Violence (SGBV)

Gender: The regulatory framework for Gender is the «*Politique nationale d'intégration du genre, de promotion de la famille et de protection de l'enfant*», of the Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant RDC (2009) and a Plan d'Action. This ministry is responsible for the implementation of all strategies to end all forms of discrimination against women in order to ensure gender equality, as well as the effective integration of gender in DRC development policies and programmes.

The main strategy in place to fight against SGBV is the «*Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre*», of the same ministry, which was developed with MONUSCO's Sexual Violence Unit.

The government adopted two laws to address sexual violence on 20 July 2006 (Laws n°06/018 and 06/019). One of them provides an official definition of rape and criminalizes it and the other defines the applicable criminal procedures and the rights of the victims. Another law adopted in January 2009 (Law n°09/001) protects children against all forms of sexual exploitation and violence and

guarantees the rights of pregnant women¹⁶. These laws have not been effectively enforced and many of those with the authority to stop the crimes (for example, the police and the military) have been among the worst offenders¹⁷. Impunity is widespread due to the weakness of the judicial system and the reluctance of the victims to speak up due to taboos and fear of stigma, marginalisation and persecution. The number of non-reported rapes is estimated to be much higher than that reported.

SGBV: A “Stratégie nationale de la lutte contre les violences basées sur le genre » (SNVBG), was developed jointly by the Ministère du Genre, de la Famille et de l’Enfant, and MONUSCO’s Sexual Violence Unit. Its first pillar “Protection and Prevention” is coordinated by UNHCR (as Lead of the Protection Cluster); its second pillar “Fight against impunity” by Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR); the third pillar “Security Sector Reform” by MONUSCO; the fourth Pillar “Multi-sectoral assistance to victims and survivors” by UNICEF, and the fifth pillar “Data and mapping” by UNFPA. It has currently only implemented in the East.

The STAREC and the “*Synergie Nationale pour la Lutte Contre la Violence Sexuelle*” have become the primary protection frameworks for responding to sexual violence, with the participation of a wide range government ministries (such as Gender, Planning and Justice) and UN actors. The document comprises four pillars, all with separate meetings.

Reconstruction and Stabilization

The STAREC, launched in June 2009 and extended until June 2014, is the main government framework for the stabilization and reconstruction of the eastern part of the country (North Kivu, South Kivu and Maniema provinces, Tanganyika District in Katanga, and Bas-Uélé, Haut-Uélé and Ituri districts in Orientale province). It includes three components: 1) security and the restoration of state authority; 2) humanitarian and social assistance; and 3) economic recovery. Its implementation was slowed down by renewed conflict in 2012-2013.

The STAREC has been supported by the “*Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation*” (I4S) put in place in 2009. The I4S, which includes 10 UN agencies (including WFP) and 15 international partners, aims to contribute to stabilisation by supporting peace initiatives at local level and supporting areas emerging from conflict through joint activities in four fields: (i) military, (ii) political/diplomatic, (iii) the return of state authority, and (iv) the return and reintegration of IDPs, refugees and ex-combatants.

A “*Peace Consolidation Programme*” was also prepared with the Ministry of Plan in 2010-11 as a UN framework for activities in support of conflict prevention and

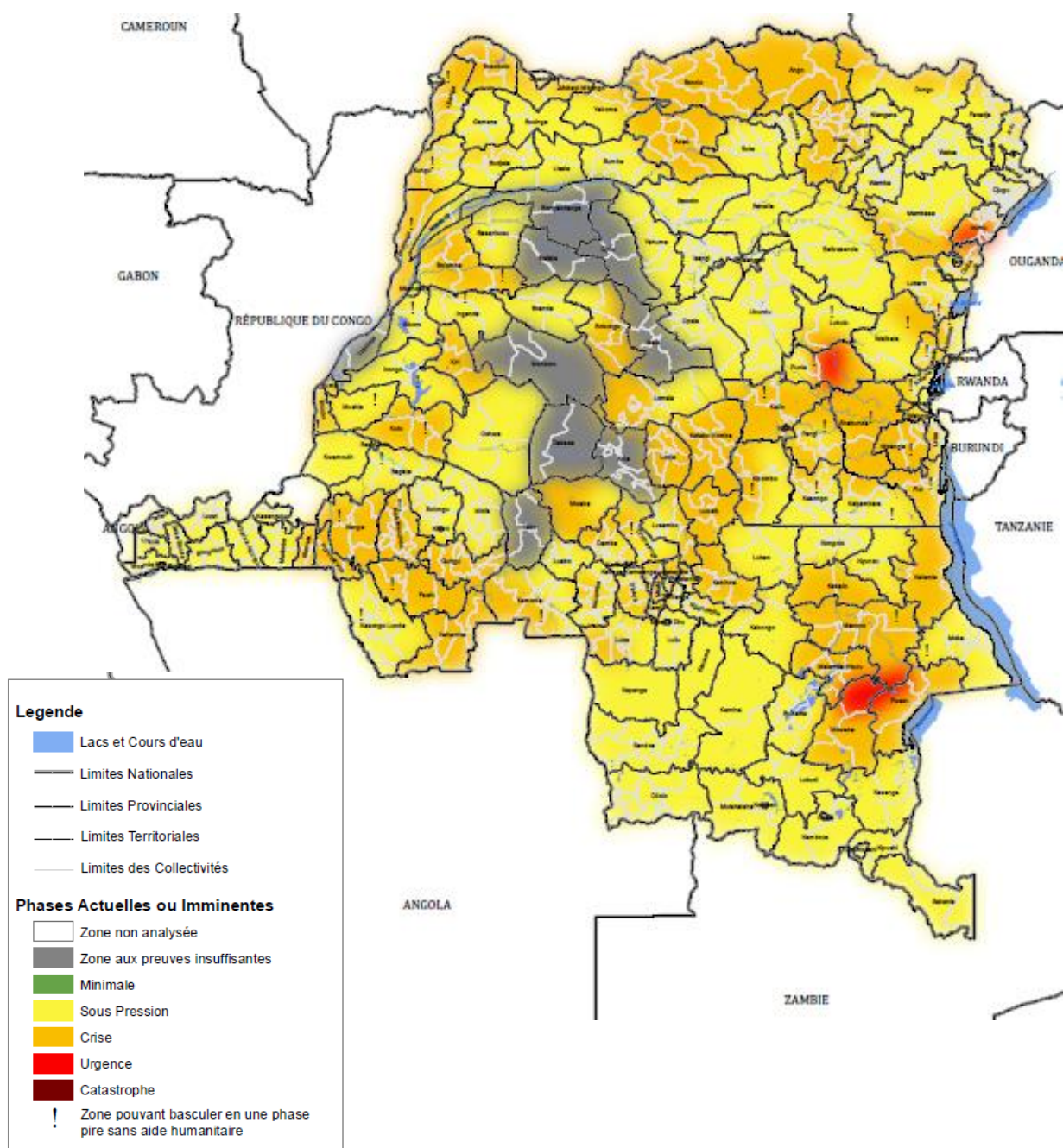
¹⁶ Cahier d’exigences: République Démocratique du Congo; FIDH/L’Afrique pour les Droits des femmes ; 5 March 2010

¹⁷ “Gender assessment of the agricultural sector in the DRC”, IFPRI, August 2012

reconciliation in western provinces. Its objective is to support the consolidation of State authority nationwide, to strengthen the capacity of communities to respond to adverse shocks, and provide economic opportunities to unemployed youth and other high risk groups, as well as delivering tangible peace dividends in the Western provinces¹⁸. However, the programme was never validated and no project document exists. Its focus areas are “the West” (Mbandaka, Bandundu, Matadi, Kananga, Mbuji-Mayi and Kindu).

¹⁸ Report of the Secretary-General on the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUSCO; mid-2010 (undated).

Annexe 9: IPC 10ème cycle (2013)



Source de Données Vectorielles : Référentiel Géographique Commun
 Source de Données Thématiques : UNFAO/PAM
 Système de Données : Datum/WGS84; Degré Décimal
 Décembre 2013

Les Nations Unies ne seraient être tenues responsables de la qualité de limites, des noms et dégradations sur la carte

Annexe 10: Information financière

Tableau 1: Tendances de l'APD pour la RDC durant la période 2010-2012

Recettes	2010	2011	2012
APD nette (millions USD)	3486	5534	2859
Part bilatérale (APD brute)	41%	82%	58%
APD nette / RNB	28.6%	38.5%	18.1%

Sources: OCDE - CAD, la Banque mondiale; www.oecd.org/dac/stats

Tableau 2: Contributions au Plan d'Action Humanitaire (HAP) 2008-2013

Année	Total des besoins du PAH (US\$)	Besoins du PAH révisés (US\$)	Contributions au HAP (US\$)	Pourcentage couvert
2008	575,654,173	736,511,765	542,766,264	74
2009	831,005,682	946,252,242	514,638,111	54
2010	827,616,628	n/a	445,146,557	54
2011	719,289,671	735,754,098	392,490,657	53
2012	718,555,610	791,331,026	548,336,791	76
2013	892,643,970	n/a	628,312,953	70

Source: Financial Tracking Service - 25 février 2014

Tableau 3: Pourcentage des contributions annuelles au HAP reçues par le PAM (2009-2013)

Année	Nombre d'organisations incluses dans le PAH	Total des contributions au PAH sans « carry-over »	Total des contributions au PAM ¹⁹	Pourcentage des contributions du HAP reçu par PAM
2009	120	514,638,111	157,557,182	31%
2010	120	445,146,557	132,430,274	30%
2011	101	392,490,657	93,028,781	24%
2012	120	548,336,791	226,131,132	41%
2013	66	496,093,533	127,286,022	26%
Total		2,528,925,069	736,073,394	30.4%

Source: Reliefweb - 7 juillet 2014

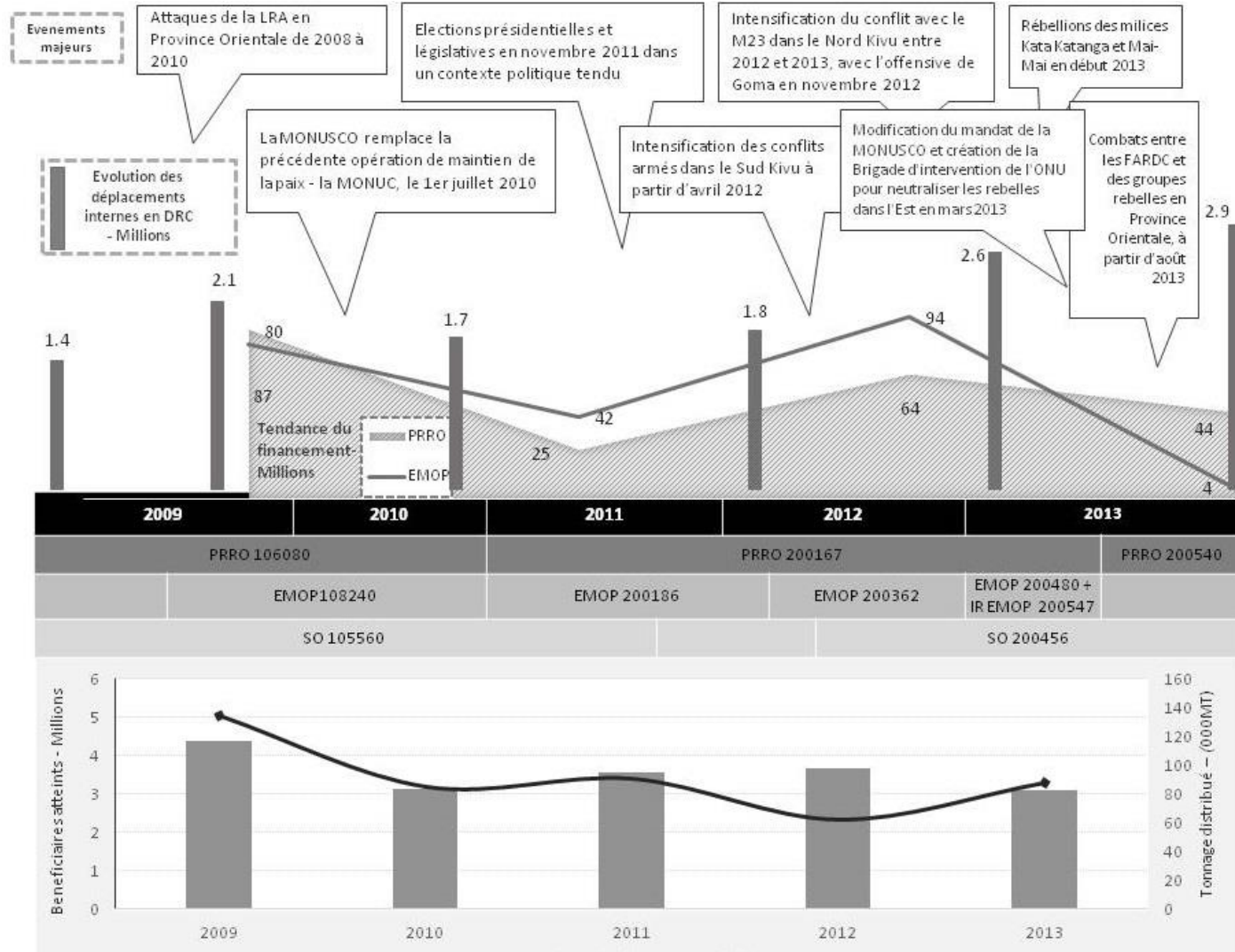
¹⁹ Ces totaux incluent les contributions des services aériens

Tableau 4: Contributions des bailleurs de fonds principaux du PAM en ordre de volume de financement (2009-2013)

	2009	2010	2011	2012	2013	Total
USA	82.420.559	115.478.061	24.146.940	73.030.370	32.719.338	327.795.268
Canada	9.765.398	2.814.259	9.174.312	12.537.613	8.742.968	43.034.549
Allemagne	2.113.557	1.233.046	2.048.641	29.103.572	2.628.284	37.127.100
Japon	4.000.000	7.000.000	8.000.000	6.000.000	2.000.000	27.000.000
UE/ECHO	11.857.708	6.935.287	3.000.000		1.963.351	23.756.346
Belgique	8.163.265	4.323.151	4.496.287	935.404	5.299.420	23.217.527
France	4.440.040			1.243.781	651.890	6.335.712
Suède	678.565	2.350.065	1.550.014	123.197	1.200.166	5.902.007
Suisse	2.023.731	260.270	1.612.903	1.230.291	764.859	5.892.055
Australie	1.177.394		2.535.832	2.098.636		5.811.862

Source: WFP Donor Relations (as of 19 January 2014)

Annexe 11: Chronologie des événements principaux



Annexe 12: Alignement des principales activités du PAM en RDC avec le Plan Stratégique du PAM pour 2008-2013

Strategic objectives	Goals	Tools	Main activities in the DRC Portfolio / Principales activités du portefeuille en RDC
SO1: Save lives and protect livelihoods in emergencies / Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Save lives in emergencies and reduce acute malnutrition caused by shocks to below emergency levels 2. Protect livelihoods and enhance self-reliance in emergencies and early recovery 3. To reach refugees, IDPs and other vulnerable groups and communities whose food and nutrition security has been adversely affected by shocks 	<p>Main tools:</p> <ul style="list-style-type: none"> - General and targeted food assistance and emergency nutrition interventions - Accurate/credible emergency needs assessments - Emergency logistics, special operations, ICT capacity - Cluster leadership for logistics and emergency ICT 	<p>Distributions alimentaires générales</p> <p>Transferts en espèces et coupons</p> <p>Alimentation complémentaire générale (blanket feeding)</p> <p>Alimentation complémentaire ciblée (targeted supplementary feeding)</p> <p>Assistance alimentaire pour la réinsertion des réfugiés rapatriés</p> <p>Alimentation scolaire d'urgence</p>
SO2: Prevent acute hunger and invest in disaster preparedness and mitigation measures / Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	<ol style="list-style-type: none"> 1. Support and strengthen capacities of governments to prepare for, assess and respond to acute hunger arising from disasters 2. Strengthen and support the resiliency of communities to shocks through safety nets or asset creation, including adaptation to climate change 	<p>Main tools:</p> <ul style="list-style-type: none"> - VAM - EW products and tools - Disaster preparedness and mitigation programmes - Programmes to help communities reinforce their essential food and nutrition security systems and infrastructures as well as adapt to climate change 	<p>Création/réhabilitation d'actifs: Vivres contre travail/Vivres contre formation/Vivres contre actifs</p> <p>Alimentation scolaire</p>
SO3: Restore and rebuild lives and livelihoods in post-conflict, post-disaster or transition situations / Remettre sur pied les communautés et	<ol style="list-style-type: none"> 1. Support the return of refugees and IDPs through food and nutrition assistance 2. Support reestablishment of livelihoods and food and nutrition security of 	<p>Main tools:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Targeted programmes that facilitate the reestablishment of livelihoods 	<p>Création/réhabilitation d'actifs: Vivres contre travail/Vivres contre formation/Vivres contre actifs</p>

Strategic objectives	Goals	Tools	Main activities in the DRC Portfolio / Principales activités du portefeuille en RDC
reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	communities and families affected by shocks	<ul style="list-style-type: none"> - Special operations to rebuild essential hunger-related infrastructure - Food distribution programmes - Voucher and cash-based programmes - Capacity strengthening for reestablishment of community service infrastructure 	<p>Alimentation complémentaire générale (blanket feeding)</p> <p>Alimentaire complémentaire pour les femmes enceintes et allaitantes, les personnes vivant avec le VIH sous traitement ARV et les patients tuberculeux sous traitement</p> <p>Alimentation scolaire</p>
SO4: Reduce chronic hunger and undernutrition / Réduire la faim chronique et la dénutrition	<ol style="list-style-type: none"> 1. Help countries bring undernutrition below critical levels and break the intergenerational cycle of chronic hunger 2. Increase levels of education and basic nutrition and health through food and nutrition assistance and food and nutrition security tools 3. Meet the food and nutrition needs of those affected by HIV/AIDS, TB and other pandemics 	<p>Main tools:</p> <ul style="list-style-type: none"> - MCHN programmes - Programmes addressing and mitigating HIV/AIDS, TB, and other pandemics - Policy and programmatic advice 	N/A
SO5: Strengthen the capacities of countries to reduce hunger, including through hand-over strategies and local purchase / Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	<ol style="list-style-type: none"> 1. Use purchasing power to support the sustainable development of food and nutrition security systems and transform food and nutrition assistance into a productive investment in local communities 2. Develop clear hand-over strategies to enhance nationally-owned hunger solutions 3. Strengthen the capacities of countries to design, manage and implement tools, policies and programmes to predict and reduce hunger 	<p>Main tools:</p> <ul style="list-style-type: none"> - WFP's procurement activities - Hand-over of WFP hunger tools - Policy and programmatic advice - Advocacy 	<p>Achats locaux</p> <p>Purchase for Progress</p> <p>Appui au développement de politiques et de capacités d'alerte, d'enquêtes, et d'analyse</p>

Annexe 13: Cohérence des objectifs et des priorités du PAM avec les principaux cadres stratégiques

a. Cohérence des objectifs et activités pour la période 2013-2017

Objectifs stratégiques du PAM (2013-2017)	PRRO 200540 (2013-2015)	CSR 2013-2017	UNDAF 2013-2017 ²⁰	DSCR2P 2011-2015	MDG
	Quatre objectifs stratégiques	Quatre priorités	Six effets	Quatre piliers	
SO1: Save lives and protect livelihoods in emergencies	Provide life-saving food assistance for internally displaced people and refugees in crisis-affected areas; Reduce the prevalence of acute malnutrition through nutrition support for children aged 6–59 months and to pregnant and lactating women	Relief support to IDPs & refugees through enhanced emergency response and coordination; & a coordinated response to acute malnutrition	<i>Effet 3</i> : Les populations et en particulier les femmes et les autres groupes vulnérables bénéficient d'une offre et utilisation accrue de services sociaux de base de qualité avec un intérêt particulier pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix ²¹ .		1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim 4 – Réduire la mortalité infantile
SO2: Support or restore food security and nutrition and establish or rebuild livelihoods in	Increase the resilience of severely food-insecure communities against further shocks ²²	Resilience building, including in the context of peace building and peace consolidation	<i>Effet 2</i> : Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d'appui aux acteurs- clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emplois et de revenus ²³ .	<i>Pilier 2</i> : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi (composante principale: renforcer le secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire)	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim

²⁰ « Initiatives hors UNDAF - Le contexte de fragilité de la RDC requiert la poursuite des actions humanitaires et des opérations de maintien de la paix au-delà des actions de développement et de relèvement contenues dans l'UNDAF » et « Les actions humanitaires, articulées à travers le plan d'action humanitaire annuel, continueront de bénéficier de l'appui des Nations Unies dans les zones où elles restent pertinentes ».

²¹ Inclut les composantes « L'amélioration de l'accès des populations aux interventions essentielles de santé avec un accent particulier sur la santé maternelle, infantile- juvénile et de nutrition » et « L'amélioration de l'accès à un enseignement et une formation professionnelle équitables et de qualité ».

²² Des complémentarités seront également recherchées avec le Programme de Consolidation de la Paix : « Resilience activities will be undertaken in areas where the Peace Consolidation Programme is receiving predictable long-term funding ».

²³ L'effet 2 inclut la promotion de « L'amélioration durable de la productivité dans le monde rural, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, forestiers, artisanaux et culturels » et « L'appui à la croissance et au développement des PMI et PME, ainsi que les entreprises sociales (coopératives, associations, organisations paysannes) par la mise à niveau et la promotion

Objectifs stratégiques du PAM (2013-2017)	PRRO 200540 (2013-2015)	CSR 2013-2017	UNDAF 2013-2017 ²⁰	DSCR2P2 2011-2015	MDG
	Quatre objectifs stratégiques	Quatre priorités	Six effets	Quatre piliers	
fragile settings and following emergencies					
SO3: Reduce risk and enable people, communities and countries to meet their own food and nutrition needs	Facilitate access to markets and education, and provide nutrition services for returnees, refugees and food-insecure communities to support early recovery	Access to food markets and food and nutrition services for returning IDPs, refugees and local communities affected by conflict and natural disasters	<i>Effet 1</i> : Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC ²⁴ <i>Effet 2</i> <i>Effet 3</i> (voir ci-dessus) <i>Effet 4</i> : La réponse nationale à l'épidémie de VIH est améliorée et élargie ²⁵ .	<i>Pilier 3</i> : Améliorer l'accès aux services sociaux de base et renforcer le capital humain (met l'accent sur l'importance de développer le capital humain par le biais d'un meilleur accès à l'éducation et une meilleure santé et nutrition)	2 – Assurer l'éducation primaire pour tous 4 – Réduire la mortalité infantile 6 – Combattre le VIH/Sida, la malaria et d'autres maladies

de l'investissement et de la mésofinance ». Ces stratégies seront développées au sein de programmes individuels et/ou conjoints impliquant une ou plusieurs agences du SNU et feront l'objet d'un effort collectif de mobilisation des ressources.

²⁴ Inclut « L'Approfondissement du processus de décentralisation et relance des économies locales » et la « Promotion de l'équité du genre ».

²⁵ Les principales actions comprennent: « L'extension du programme d'élimination de la transmission du VIH des parents à l'enfant et des soins, traitements et soutien aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH) » et « L'accroissement des capacités des structures nationales, provinciales et locales pour la coordination, la planification et le suivi de la réponse multisectorielle au VIH- sida ». Pour la réalisation de cet effet, « Des projets conjoints inter- agences en matière de santé maternelle et infantile- juvénile, de lutte contre le VIH et le sida, d'éducation, de protection sociale et d'eau et assainissement seront développés ».

Objectifs stratégiques du PAM (2013-2017)	PRRO 200540 (2013-2015)	CSR 2013-2017	UNDAF 2013-2017 ²⁰	DSCR2 2011-2015	MDG
	Quatre objectifs stratégiques	Quatre priorités	Six effets	Quatre piliers	
SO4: Reduce undernutrition and break the intergenerational cycle of hunger	Enhance national capacities to design and manage food and nutrition programmes and disaster preparedness ²⁶	Country capacity to manage food and nutrition security systems; & contributing to country and local food and nutrition security policy, advocacy and planning ²⁷	<i>Effet 1</i> (inclut les statistiques) <i>Effet 5</i> : L'État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles (minières, énergétiques, biodiversité et foncières) et les bénéfices associés, les mécanismes de gestion des catastrophes et s'engage dans l'économie verte ²⁸ . <i>Effet 6</i> : Toutes les régions de la RDC enregistrent des progrès significatifs dans la protection des civils, le respect des droits humains et la réduction des tensions et conflits ²⁹ (transversal)	<i>Pilier 1 : Renforcer la gouvernance et la paix</i> <i>Pilier 5 : protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique</i>	

NB : L'Opération Spéciale pour la logistique 200456 peut être considérée comme ayant contribué indirectement à tous les objectifs ci-dessus en appuyant la mise en œuvre des activités.

²⁶ Le PRRO inclut aussi « le développement de la capacité des ministères pour: (i) formuler un programme de cantines scolaires, par exemple en soutenant une commission interministérielle que définirait le programme et identifierait les domaines dans lesquels le PAM peut renforcer la capacité du Gouvernement; (ii) revoir et mettre à jour la politique nationale de nutrition; et (iii) acheter la nourriture localement, renforcer les liens entre les écoles, d'autres activités et le P4P et explorer les possibilités de soutenir la fortification locales des aliments ».

²⁷ Cette priorité inclut "WFP works to support structured and meaningful engagement with relevant leading national institutions through a coordinated action within the framework of the UNDAF and needs further planning for its actual implementation. The overall responsibility for this at national level is shared among various ministries (Environment, Agriculture, Congolese Institution for Nature Conservation, Social Affairs). WFP's approach to emergency preparedness and response management capacity building activities is in line with WFP's commitment to improving food and nutrition security".

²⁸ Comprend la « Mise en place d'un système national et provincial de gestion des risques et catastrophes y compris un plan de contingence, un système d'alerte précoce, une analyse des risques, le renforcement des capacités, et des activités d'atténuation des effets des catastrophes naturelles et La promotion des initiatives communautaires basées sur la gestion durable et intégrée des ressources naturelles (minières, énergétiques, biodiversité et foncières)... »

²⁹ L'effet 6 comprend: « Mise en œuvre de mécanismes de prévention et de réponse aux violations graves des droits de l'enfant et aux besoins des enfants affectés par le conflit », « La mise en place de mécanismes de protection et de prévention communautaire contre les violences sexuelles et basées sur le genre », « L'Assistance multisectorielle et juridique de qualité aux survivants de violences sexuelles et basées sur le genre » et la « Création d'opportunités pour le relèvement socio- économique et la réintégration durable pour la réduction des tensions communautaires »

Cohérence des objectifs et priorités pour la période 2009-2012

Objectifs	Opération ³⁰ et objectifs par opération	CAF ³¹ /UNDAF 2007-2010	PRSP 2007-2010 ³²	DSCR2 2011-2015	MDG ³³
		Cinq objectifs	Cinq piliers	Quatre piliers	
SO1: Save lives and protect livelihoods in emergencies	EMOP 108240: (i) Improve food consumption among IDPs, returnees, and host communities; (ii) stabilize acute malnutrition in children between 6-59 months of age and pregnant and lactating women in targeted populations; and (iii) support the return of IDPs and refugees through a three-month resettlement package.	Improving access to basic social services and reducing vulnerability /Basic social services (Annex 3)	<i>Pillar 3: Improve access to social services and reduce vulnerability (includes universal primary education; health; and social protection³⁴);</i>	<i>Pilier 3: Améliorer l'accès aux services sociaux de base et renforcer le capital humain (met l'accent sur l'importance de développer le capital humain par le biais d'un meilleur accès à l'éducation et une meilleure santé et nutrition)</i>	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim

³⁰ Ce tableau ne comprend ni l'EMOP 106080, qui a été formulé pendant la période de validité du Plan Stratégique 2004-2007 dont les objectifs stratégiques étaient différents, ni le PRRO 200540 qui est repris dans une autre annexe couvrant la période 2013-2017.

³¹ Le "Country Assistance Framework" (CAF) est l'aboutissement d'un processus entrepris par 17 bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour développer une approche stratégique commune pour l'assistance économique à la RDC dans la période postélectorale et se base sur les priorités du DSRP 2007-2010. Le CAF comprend cinq matrices de résultats (une pour chaque pilier du DSRP), que le SNU a utilisé comme base pour présenter sa contribution spécifique en y ajoutant deux colonnes détaillant d'une part les activités que les agences comptaient mettre en œuvre et d'autre part le budget prévu. Les matrices comprennent des activités pour le court et le moyen terme ; CAF 2007-2010.

³² Le document a été préparé suite à la conclusion de l'Accord Global et Inclusif sur la transition en RDC du 16 décembre 2002 portant sur la paix et la réconciliation. Celui-ci a conduit à la mise en place d'institutions de transition, notamment un Gouvernement d'Unité Nationale en juillet 2003, et un Parlement et un Sénat en 2004. Il a été précédé d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté intérimaire d'une durée de trois ans. Son développement s'est déroulé dans un contexte marqué par la sortie d'un conflit dévastateur et une longue transition politique, et sa portée est délibérément modeste; DSRP 2007-2010.

³³ Bien que trois des quatre EMOPs comprennent des activités d'alimentation scolaire, l'Objectif de Développement du Millénaire 2 (Assurer l'Éducation Primaire pour tous) n'est pas mentionné dans le document de projet des EMOPs 200186 et 200362 alors que les ODM 1 et 4 le sont.

³⁴ Target groups include **vulnerable women and children** - ((iii) reintegration of vulnerable children into the formal or non-formal education channels; (iv) socioprofessional reintegration of female and child heads of household; (v) support for the food and nutritional support of families with vulnerable children; (vi) rehabilitation of malnourished children) - and **Displaced persons and refugees** - (i) the return and/or reintegration of harmed individuals; and (ii) socioeconomic rehabilitation of harmed persons)".

Objectifs	Opération ³⁰ et objectifs par opération	CAF ³¹ /UNDAF 2007-2010	PRSP 2007-2010 ³²	DSCR2 2011-2015	MDG ³³
	EMOP 200186: (i) Stabilize acute malnutrition among targeted populations; (ii) improve food consumption among targeted populations; (iii) stabilize enrolment in assisted schools.	Improving access to basic social services and reducing vulnerability /Basic social services (Annex 3)	<i>Pillar 3: Improve access to social services and reduce vulnerability (includes universal primary education; health; and social protection³⁵);</i>	Pilier 3 (voir ci-dessus)	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous ; 4 – Réduire la mortalité infantile
	EMOP 200362: (i) Improve food consumption in targeted populations; (ii) reduce acute malnutrition in targeted populations; and (iii) stabilize school enrolment in targeted populations, especially IDPs and returnees.	Improving access to basic social services and reducing vulnerability /Basic social services (Annex 3)	Pillar 3 (see above)	Pilier 3 (voir ci-dessus)	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous ; 4 – Réduire la mortalité infantile
	EMOP 200480: (i) address the immediate food needs and improving the food consumption of IDPs who have been affected by recent conflict and political instability in eastern DRC as well as other affected groups in the Haut and bas Uele districts and, in the Haut and bas Uele districts specifically, (ii) stabilize the enrolment of girls and boys in primary schools, and (iii) stabilize acute malnutrition among children from 6-59	Improving access to basic social services and reducing vulnerability /Basic social services (Annex 3)	Pillar 3 (see above)	Pilier 3 (voir ci-dessus)	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous ; 4 – Réduire la mortalité infantile

³⁵ Target groups include **vulnerable women and children** ((iii) reintegration of vulnerable children into the formal or non-formal education channels; (iv) socioprofessional reintegration of female and child heads of household; (v) support for the food and nutritional support of families with vulnerable children; (vi) rehabilitation of malnourished children) and **Displaced persons and refugees** ((i) the return and/or reintegration of harmed individuals; and (ii) socioeconomic rehabilitation of harmed persons)".

Objectifs	Opération ³⁰ et objectifs par opération	CAF ³¹ /UNDAF 2007-2010	PRSP 2007-2010 ³²	DSCR2 2011-2015	MDG ³³
	months and pregnant and lactating women.				
	IR-EMOP 200547: (i) GFD for beneficiaries among host families; (ii) TSF among refugees and host communities; and (iii) HEB distributions	Improving access to basic social services and reducing vulnerability /Basic social services (Annex 3)	Pillar 3 (see above)	Pilier 3 (voir-ci-dessus)	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 4 – Réduire la mortalité infantile
	PRRO 200167: (i) reduce the prevalence of acute malnutrition in children under 5 and vulnerable adults (SO1); (ii) provide adequate food consumption for targeted households, communities, IDPs and refugees (SO1)	Improving access to basic social services and reducing vulnerability /Basic social services (Annex 3) Combating HIV/AIDS (Annex 4)	Pillar 3 (see above) Pillar 4: Combat HIV/AIDS (including speeding treatment and improving the quality of life of PLWHIV)	Pilier 3 (voir ci-dessus)	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 4 – Réduire la mortalité infantile ; 6 – Combattre le VIH/Sida, la malaria et d'autres maladies ³⁶
SO3: Restore and rebuild lives and livelihoods in post-conflict, post-disaster or transition situations	PRRO 200167: (iii) restore the livelihoods of targeted communities, increasing access to assets in fragile, transition situations (SO3); (iv) stabilize the enrolment of girls and boys, including IDPs and refugees, at pre-crisis levels (SO3)	Supporting high, shared, and sustainable growth/Pro poor growth (Annex 2) Reinforcing community dynamics and	Pillar 2: Consolidate macroeconomic stability and growth ³⁷ Pillar 3 (see above) Pillar 5: Promote local initiatives	<i>Pilier 2</i> : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi (composante principale:	1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous

³⁶ L'ODM 6 n'est pas mentionné dans le document de projet.

³⁷ This includes the consolidation of sectors with growth potential, among which **Recovery in the agricultural, livestock, and fisheries sector**. In this sector, medium action were to focus on "(i) support for private initiatives (economic agents, cooperatives, etc.), particularly as regards supervision, supply, and marketing; (ii) support for the Community Development Committees (CDCs), Village Development Associations (ADVs), and cooperatives so as to make them genuine economic agents and gradually change the traditional farming systems. Strategy in the agricultural sector is also aimed at diversifying production and improving yields. The final results sought are restoration of food self-sufficiency, the production of marketable surpluses, and improved yields". Another sector identified is the private sector, which included expanding **pro-poor job opportunities and income-generating activities on an equitable basis (paragraph 324 – of particular relevance for WFP)**.

Objectifs	Opération ³⁰ et objectifs par opération	CAF ³¹ /UNDAF 2007-2010	PRSP 2007-2010 ³²	DSCR2 2011-2015	MDG ³³
		stabilising highly volatile communities / Community dynamics (Annex 5)	(<i>dynamique communautaire</i>).	renforcer le secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire) Pilier 3 (voir ci-dessus) <i>Pilier 5</i> : protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique	
SO5: Strengthen the capacities of countries to reduce hunger, including through hand-over strategies and local purchase	PRRO 200167: (v) strengthen the government's capacity to reduce hunger, including through capacity development strategies and local purchase (SO5).	Supporting the Government's governance contract/Good governance (Annex 1)	Pillar 1: Promote good governance and consolidate peace (through strengthened institutions) ³⁸ ;	<i>Pilier 1</i> : Renforcer la gouvernance et la paix	

NB : Les Opérations Spéciales pour la logistique (105560 et 200456) peuvent être considérées comme ayant contribué indirectement à tous les objectifs ci-dessus en appuyant la mise en œuvre des activités.

³⁸ Includes Disarmament, Demobilization, and Reintegration of ex-combatants (including the reinsertion of former child soldiers)

Annexe 14: Alimentation scolaire

Tableau 1: Formulation des objectifs dans les documents de programme

Operation	Objectives
EMOP 108240	No SF.
EMOP 200186	ESF: Specific objectives of alleviating short-term hunger and encouraging school attendance, thereby re-establishing a sense of normalcy in areas with significant presence of IDPs (SO1).
EMOP 200362	ESF: Stabilize school enrolment in targeted populations, especially IDPs and returnees (SO1).
PRRO 106080	SF: Improve school enrolment and attendance by providing food support for children in primary schools, especially in the home regions of returning IDPs and refugees (N/A - former Strategic Plan)
PRRO 200167	SF: Stabilize the enrolment of girls and boys, including IDPs and refugees, at pre-crisis levels (SO 3)
PRRO 200540	Faciliter l'accès aux marchés et à l'éducation (SO3) L'alimentation scolaire fournira un filet de sécurité et protégera l'accès à l'éducation des enfants dans les zones les plus vulnérables et contribuera à la stabilisation et à la consolidation de la paix; L'ajout de micronutriments en poudre aux repas sera expérimenté dans les zones du Nord-Kivu où la prévalence des carences en micronutriments est la plus forte, dans le but d'améliorer les résultats scolaires.

Tableau 2: Nombre de jours d'alimentation scolaire/ ration journalière complete EMOP et PRRO (2009-2013)³⁹

Année	PRRO / EMOP	Numéro projet	Bénéficiaires touchés	Tonnage distribué	Nombre de jours de repas
2009	PRRO	10608.0	413.703	8.749	128
2010	PRRO	10608.1	837.597	15.081	109
2011	PRRO	200167.1	1.203.059	25.515,01	129
2011	EMOP	200186.1	23.105	104,23	27
2012	PRRO	200167.1	1.102.441	18.119,48	99
2012	EMOP	200186	23.309	43,96	11
2012	EMOP	200362	33.236	127,93	23
2012	EMOP	200480	36.303	116,05	19
2013	PRRO	200167.1	1.362.523	9.740	81
2013	PRRO	200540	911.764	7.758	52
2013	EMOP	200480	30.728	440,17	87

Methodes de Calcul: (nombre de tonnes distribuées x1000000/ ration journalière)/nombre de bénéficiaires

³⁹ It is assumed that in some cases partial rations were supplied to allow for more days of school feeding activity.

Table 3: Quality standards and policy goals: state of the situation in DRC

Quality Standards (WFP 2009 School Feeding Policy)	SABER Policy goals (2013 Revised School Feeding Policy)	RDC SF programme 2009-2013 CPE evaluation appraisal
1-Sustainability	Policy frameworks	Weak formulation of policies for SF in RDC, WFP advocating for Policy Frameworks, not completely developed so far by Government instances nor PTF
2-Sound alignment with the national policy framework		
3- Stable funding and budget	Financial capacity	Unstable funding, challenged through PRROs and EMOPs. Occasional funding obtained at provincial level
5- Strong institutional arrangements for implementation, monitoring and accountability	Institutional capacity and coordination	Weak institutional capacity, some progress at provincial level. Weak partnerships so far with key UN agencies, PTF and multilateral actors
7- Strong partnerships and inter-sector coordination		
4- Needs-based, cost-effective quality programme design	Design and implementation	Nationwide modality, not adapted to provincial specificities. Objectives not well articulated Questions on equity, predictability... Need to develop a decentralized model with adapted and context specific modalities Very limited local sourcing
6- Strategy for local production and sourcing		
8- Strong community participation and ownership	Community roles – reaching beyond schools	Already good community participation, potential to enhance this aspect Lack of formulation of community sustained models, or other possible context specific modalities

Annexe 15: Objectifs stratégiques du Plan d'Action Humanitaire (2009-2013)

Année	OS1	OS2	OS3	OS4	OS5 ⁴⁰
2009	Renforcer la protection des populations civiles.	Réduire la mortalité et la morbidité.	Assister / protéger les personnes déplacées, relocalisées/retournées et leurs communautés d'accueil.	Restaurer les moyens de subsistance.	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme.
2010	Renforcer la protection des populations civiles.	Réduire la mortalité et la morbidité.	Assister / protéger les personnes déplacées, relocalisées/retournées et leurs communautés d'accueil.	Restaurer les moyens de subsistance.	
2011	Renforcer la protection de la population civile vulnérable dans les zones d'intervention humanitaires.	Réduire la morbidité et la mortalité au sein des populations cible.	Améliorer les conditions de vie des personnes déplacées, retournées, rapatriées, réfugiées, et de leurs communautés d'accueils affectées.	Restaurer les moyens de subsistance des communautés affectées, sur la base de critères de vulnérabilité.	
2012	Renforcer la protection de la population civile dans les zones affectées par les crises.	Réduire la morbidité et la mortalité au sein des populations affectées par les crises.	Améliorer les conditions de vie et réduire la vulnérabilité des personnes et communautés affectées par les crises.	Restaurer les moyens de subsistance des communautés affectées, sur la base de critères de vulnérabilité, en concertation avec d'autres structures de coordination.	
2013	Renforcer la protection de la population civile dans les zones affectées par les crises.	Réduire la morbidité et la mortalité au sein des populations affectées par les crises.	Améliorer les conditions de vie, réduire la vulnérabilité et préserver la dignité des personnes et communautés affectées par les crises.	Restaurer les moyens de subsistance et renforcer la résilience des communautés affectées par les crises, et faciliter le retour et la réintégration durable des populations déplacées et réfugiées.	

2014	Renforcer la protection de la population civile et améliorer l'accès aux vivres et aux biens et services de base dans les zones affectées par les violences et les conflits armés.	Contribuer à réduire la morbidité et la mortalité dues à la malnutrition aigüe dans les zones en crise nutritionnelle.	Contribuer à réduire la morbidité et la mortalité excessives au sein des populations touchées par les épidémies.	Renforcer la protection de la population et améliorer l'accès aux vivres et aux biens et services de base dans les zones affectées par les catastrophes naturelles.	
-------------	--	--	--	---	--

Annexe 16 – Perceptions des ONG du partenariat avec le PAM

Tableau 1: avantage perçu du partenariat avec le PAM par les ONG⁴⁰

Questions	ONG nationales	ONG internationales
Capacité logistique et Opérations Spéciales	Oui	Oui
Renforcement des capacités - Soutien aux propositions narratives (et budgets), procédures administratives	Oui	Non
Financement	Oui	Partiel
Flexibilité dans les questions administratives (FLA) et décisions programmatiques	Non	Non
Innovation	Non	Non
Crédibilité	Partiel	Non
Gestion de l'information - validation de l'alerte - la mise en réseau	Oui	Non

- Les partenaires ont exprimé l'importance d'être consulté avant que des changements importants soient apportés par rapport à la stratégie et les méthodes de travail, et d'être informés à l'avance des réductions dans les rations ou les ruptures d'approvisionnement et des suspensions sur les activités. Certains partenaires clés considèrent le partenariat comme moins stratégique et intéressant dans ces situations.
- Plusieurs partenaires de coopération (en particulier pour les GFD) ont engagé des dépenses qui n'étaient pas couvertes en raison du calcul du PAM des coûts sur la base de tonnes métriques (TM) effectivement distribuées. En raison de ruptures d'approvisionnement répétées et des réductions de rationnement, le soutien financier du PAM ne couvre pas entièrement les investissements réalisés pour la provision d'aide, conformément aux accords initiaux.
- Des retards de paiement ont été un problème dans plusieurs bureaux pendant la période 2009-2011, mais cette situation semble avoir été résolue.
- Une des plus grandes préoccupations des partenaires, en particulier des organisations locales, c'est qu'ils ne savent pas combien de temps leurs relations avec le PAM va durer.

⁴⁰ This table does not represent a formal rating exercise but a grouping by main areas of possible interest in partnership; a Yes, No or Partial qualification has been assigned according to the majority of opinions.

Annexe 17: Nombre de bénéficiaires atteints et tonnes distribuées par année (2009-2013).

Portfolio Activities	2009			
	<i>Actual Beneficiaries</i>	<i>%</i>	<i>MT distributed</i>	<i>%</i>
GFD	3,476,893	82%	113,764	85%
SFP	396,366	9%	8,641	6%
Nutrition	204,723	5%	2,985	2%
FFW/T/A	44,582	1%	4,184	3%
HIV	116,584	3%	4,284	3%
TOT	4,239,148	100%	133,858	100%

Source: SPR and Data from Logistic Unit

Portfolio Activities	2010			
	<i>Actual Beneficiaries</i>	<i>%</i>	<i>MT distributed</i>	<i>%</i>
GFD	1,709,628	58%	49744	58%
SFP	880,296	30%	15234	18%
Nutrition	231,908	8%	10643	12%
FFW/T/A	91,446	3%	5256	6%
HIV	32,729	1%	4863	6%
TOT	2,946,007	100%	85740	100%

Source: SPR and Data from Logistic Unit

Portfolio Activities	2011			
	Actual Beneficiaries	%	MT distributed	%
GFD	1,708,254	51%	43,536	48%
SFP	1,176,478	35%	25,623	28%
Nutrition	215,653	7%	6,815	7%
FFW/T/A	190,408	6%	13,619	15%
HIV	26,828	1%	1,622	2%
TOT	3,317,621	100%	91,215	100%

Source: SPR and Data from Logistic Unit

Portfolio Activities	2012			
	Actual Beneficiaries	%	MT distributed	%
GFD	1,616,517	46%	28,755	46%
SFP	1,279,910	37%	18,452	29%
Nutrition	487,122	14%	6,837	11%
FFW/T/A	78,928	2%	7,969	13%
HIV	35,137	1%	1,117	2%
TOT	3,497,614	1	63,130	100%

Source: SPR and Data from Logistic Unit

Portfolio Activities	2013			
	<i>Actual Beneficiaries*</i>	%	<i>MT distributed</i>	%
GFD	1,674,030	42%	52,275	59%
SFP	1,390,183	35%	17,245	20%
Nutrition	551,282	14%	7,776	9%
FFW/T/A	296,172	8%	9,484	11%
HIV	32,363	1%	1,609	2%
TOT	3,944,030	100%	88,389	100%

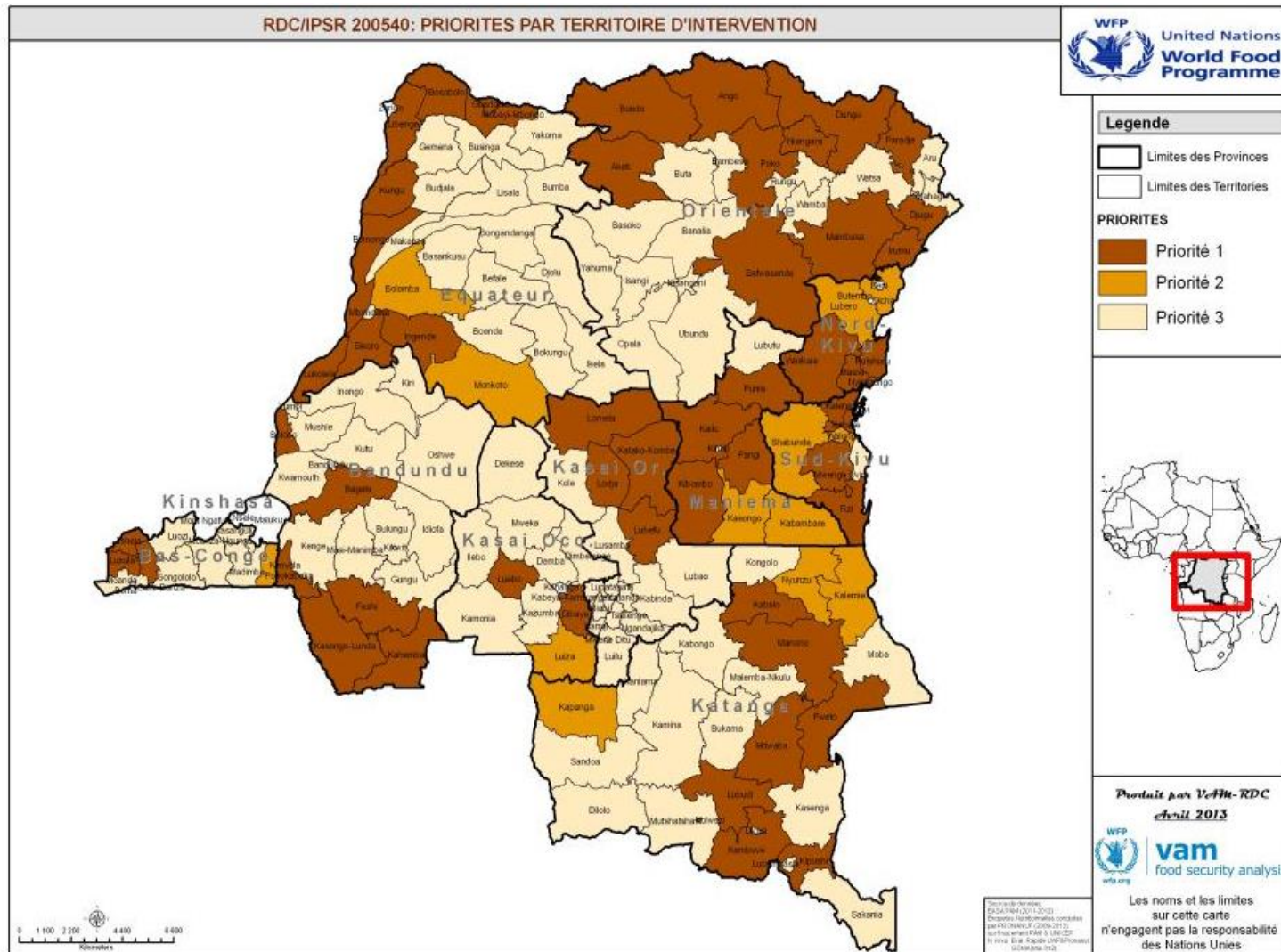
Source: Data from Logistic and M&E Units

* Beneficiaries' numbers for 2013 were taken from M&E analysis to reduce double counting of the 2 PRROs

Portfolio Activities	Total Activity (2009-13)			
	<i>Actual Beneficiaires</i>	%	<i>MT Distributed</i>	%
GFD	10,185,322	57%	288,096	62%
SFP	5,123,233	29%	85,195	18%
Nutrition	1,690,688	9%	35,056	8%
FFW/T/A	701,536	4%	40,483	9%
HIV	257,136	1%	14,036	3%
TOT	17,957,915	100%	462,866	100%

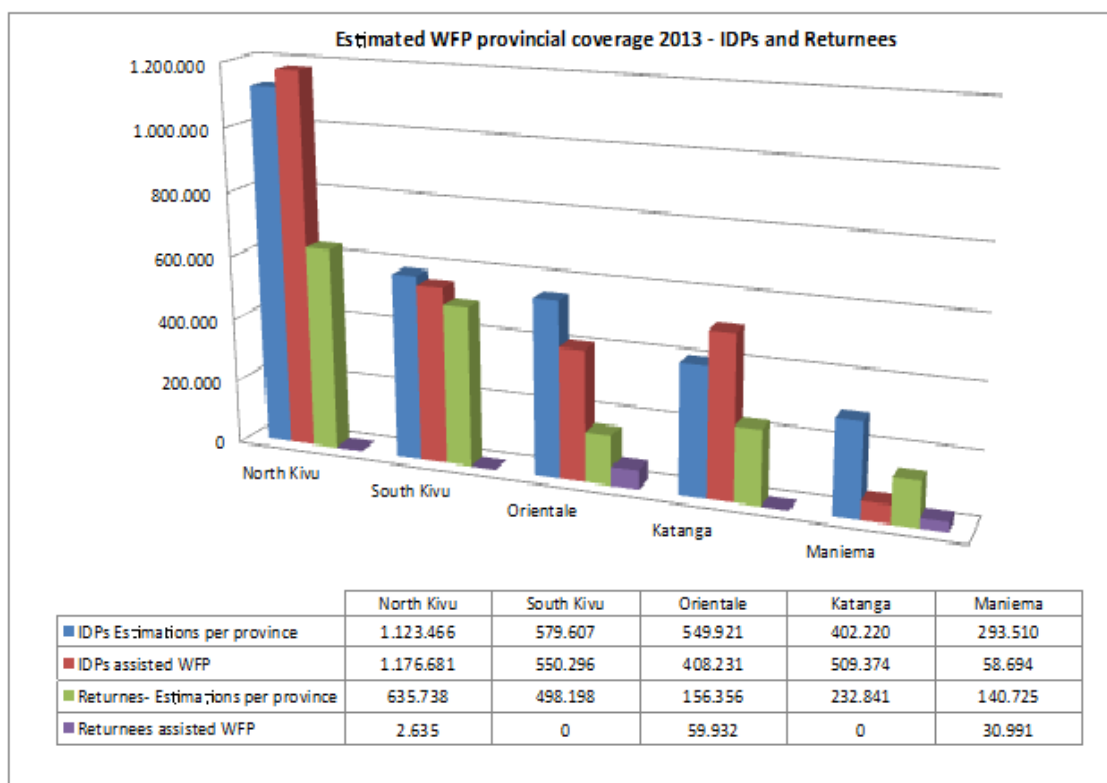
Source: SPR documents, Data from Logistic and M&E Units

Annexe 18: Territoires prioritaires d'intervention



Annexe 19: Proportion de bénéficiaires par type et territoire

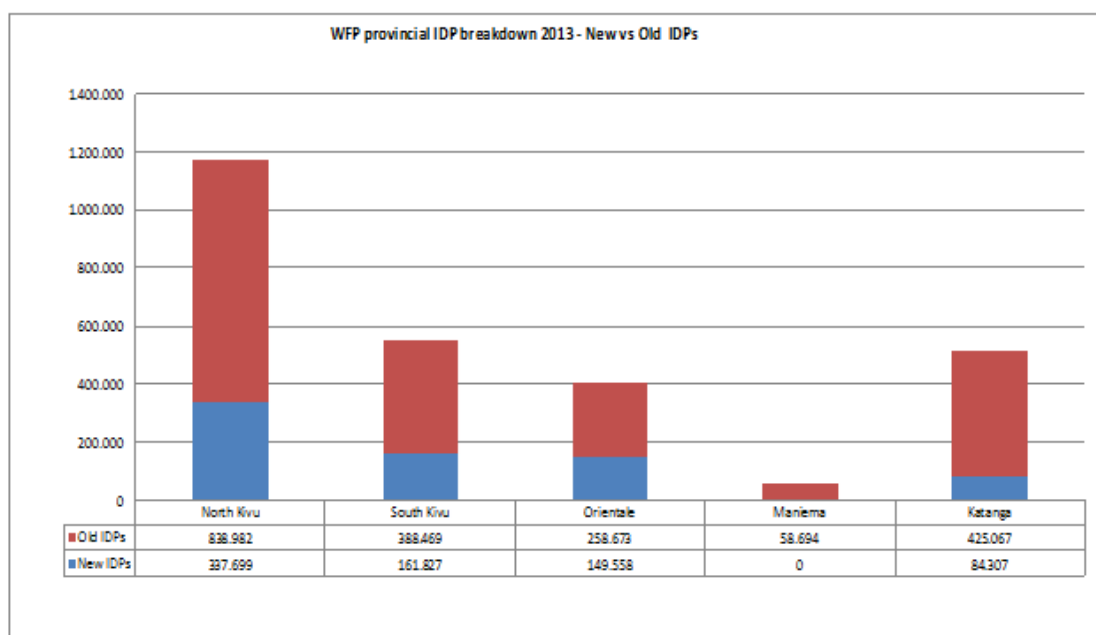
Figure 1. Estimated WFP provincial coverage 2013 – IDPs and Returnees



Sources: OCHA 2013⁴¹ and WFP (M&E CO – April 2014)

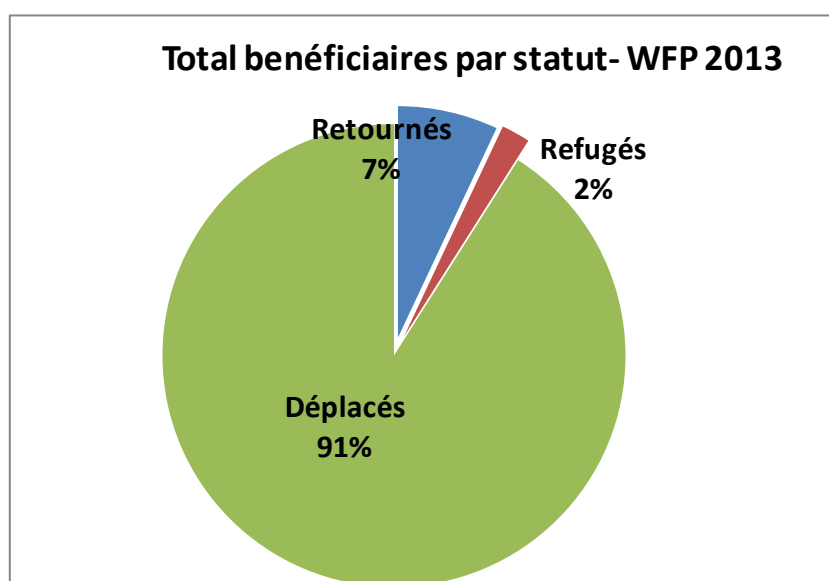
⁴¹ The returnees figure corresponds to the period mid 2012-December 2013. The breakdown is given for 2013, for which the whole series of provinces and territories have been made available by WFP M&E at the CO and allow comparison with OCHA estimations of IDPs and Returnees per province and territory. It is quite surprising that the estimated coverage figures of IDPs for North Kivu are higher than the annual OCHA estimations for that segment of population (year 2013). It can be explained by the high proportion of “old IDPs” in the caseload (see next graph) and the situation in the North Kivu camps explained in the Efficiency analysis.

Figure 2. WFP provincial IDP breakdown – new vs old IDPs⁴²



Source: WFP (M&E CO – April 2014)

Figure 3. Proportion du nombre de bénéficiaires par type en 2013



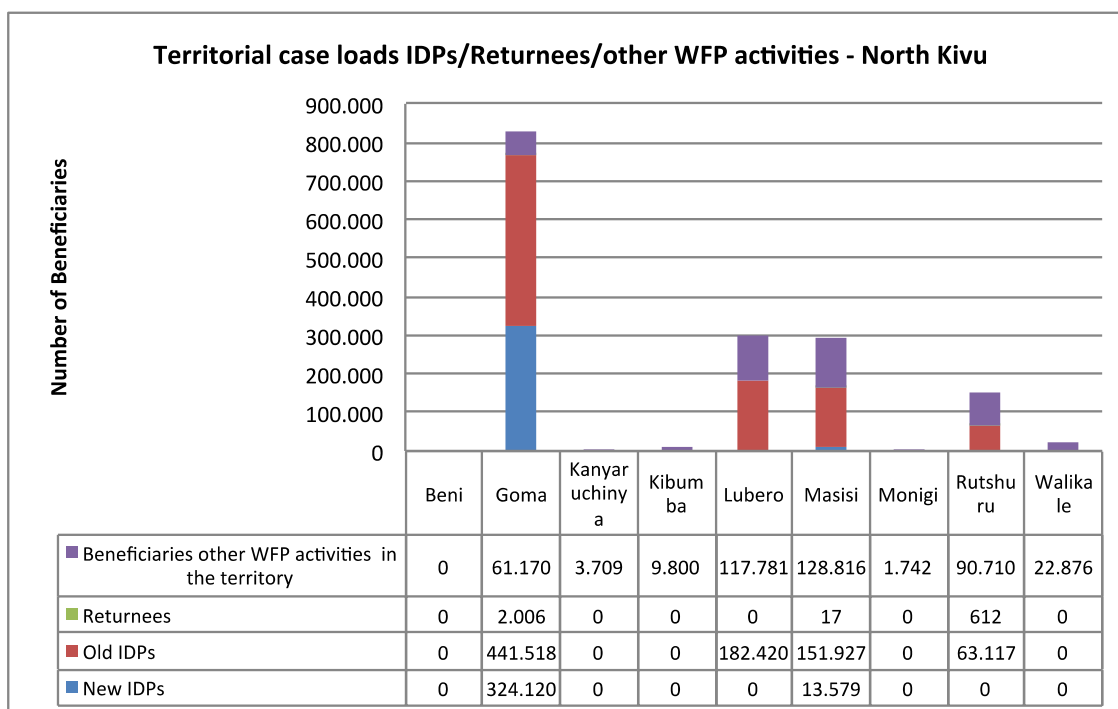
Source: WFP SPR 2013.

NB : au Nord Kivu, le PAM a concentré son assistance sur les déplacés de longue durée (population dans les camps) plutôt que sur les nouveaux déplacés hors des camps, les populations retournées et les communautés d'accueil⁴³

⁴² Another possible interpretation of this graph is that a very limited number of new IDPs are reached by WFP operations, indicating low reactivity and timeliness and the high concentration of “old” IDPs in CCCM camps and four spontaneous sites in North Kivu.

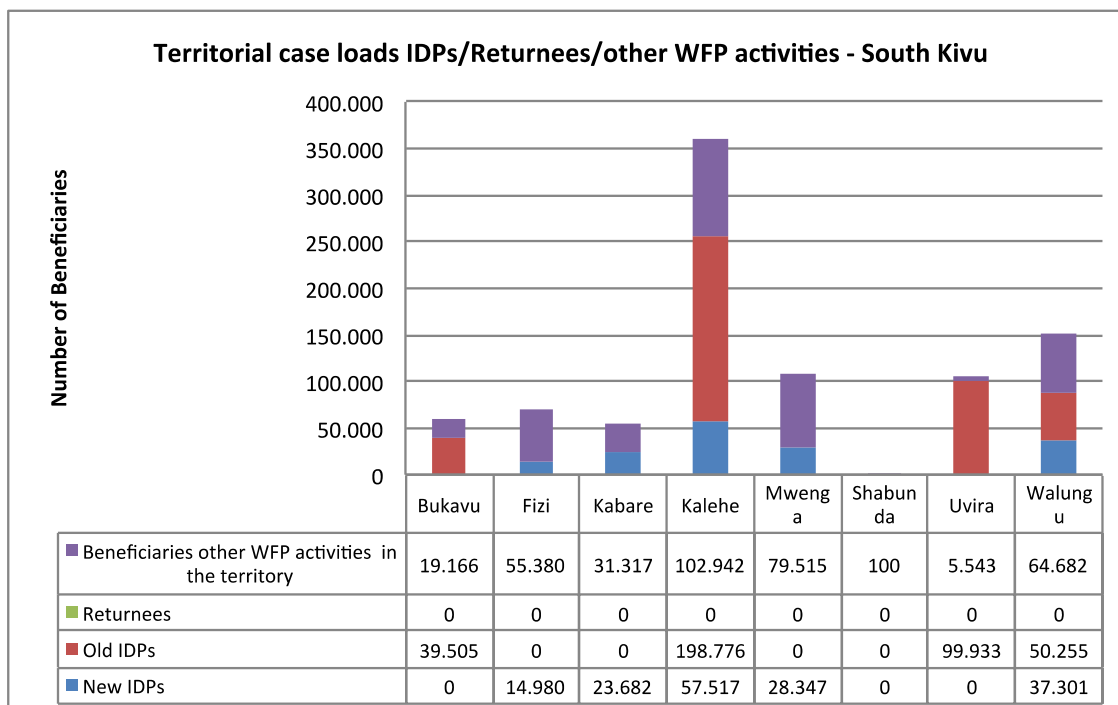
⁴³ In the 5th provinces, at HH-individual level, WFP is only reaching 93.558 returnees out of a total of 1.663.858.

Figure 4. Couverture par type de bénéficiaire par territoire - Nord Kivu



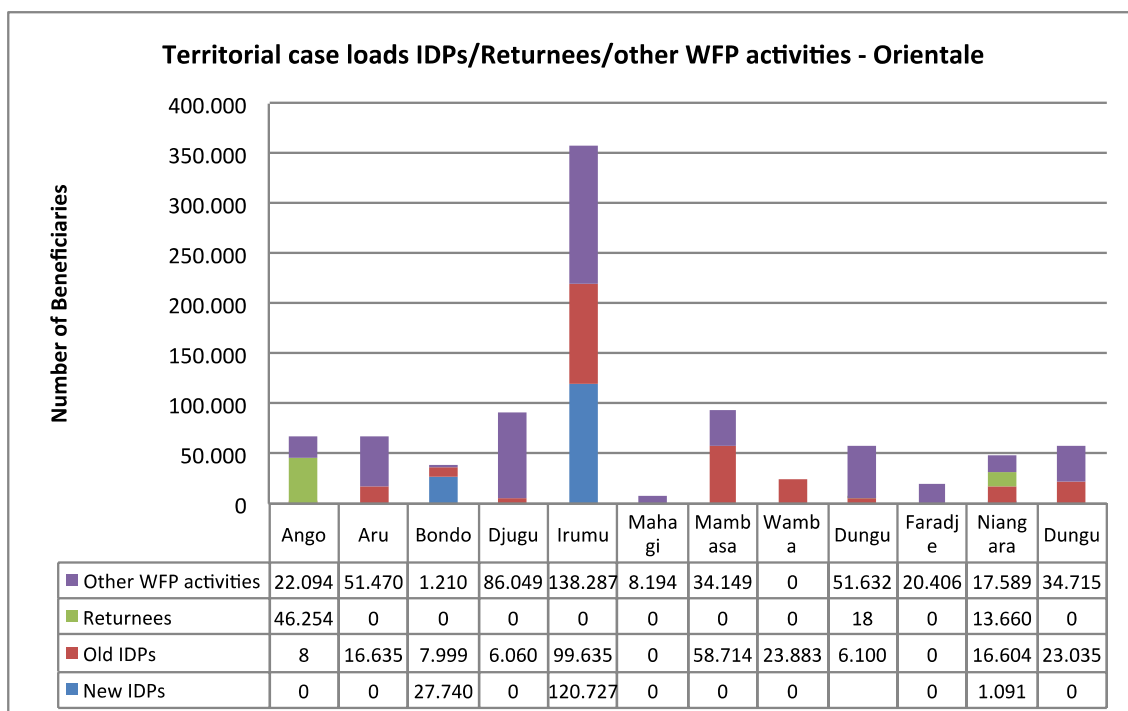
Source: WFP (M&E CO – April 2014)

Figure 5. Couverture par type de bénéficiaire par territoire – Sud Kivu



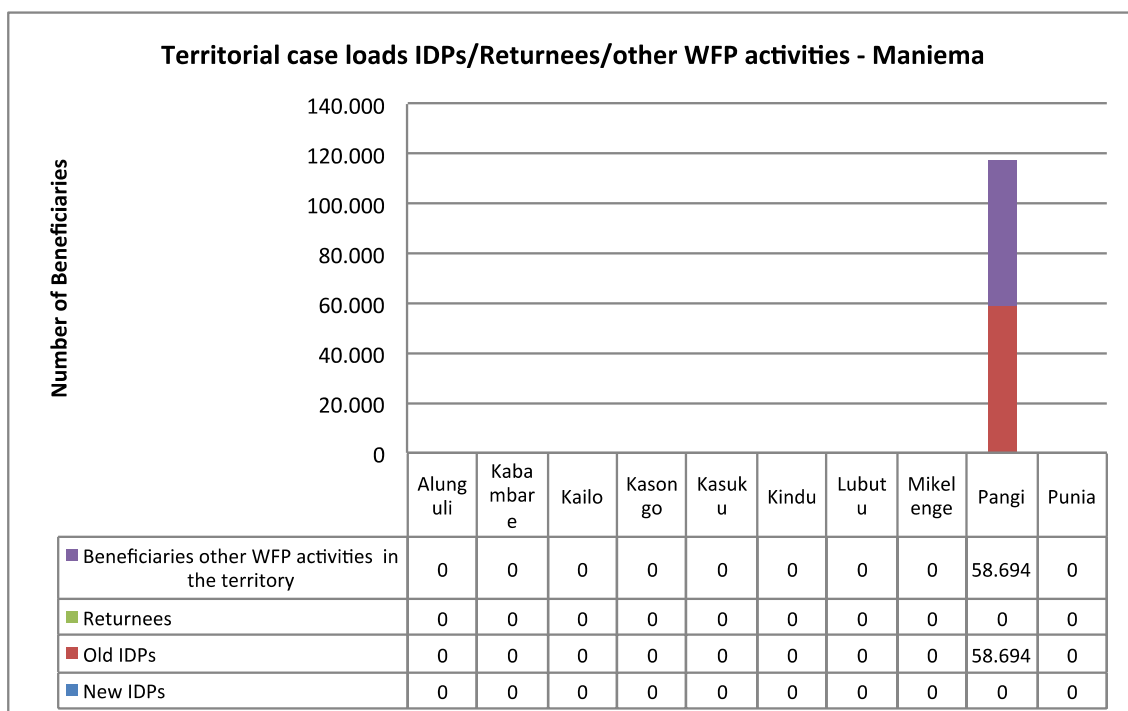
Source: WFP (M&E CO – April 2014)

Figure 6. Couverture par type de bénéficiaire par territoire – Province Orientale



Source: WFP (M&E CO – April 2014).

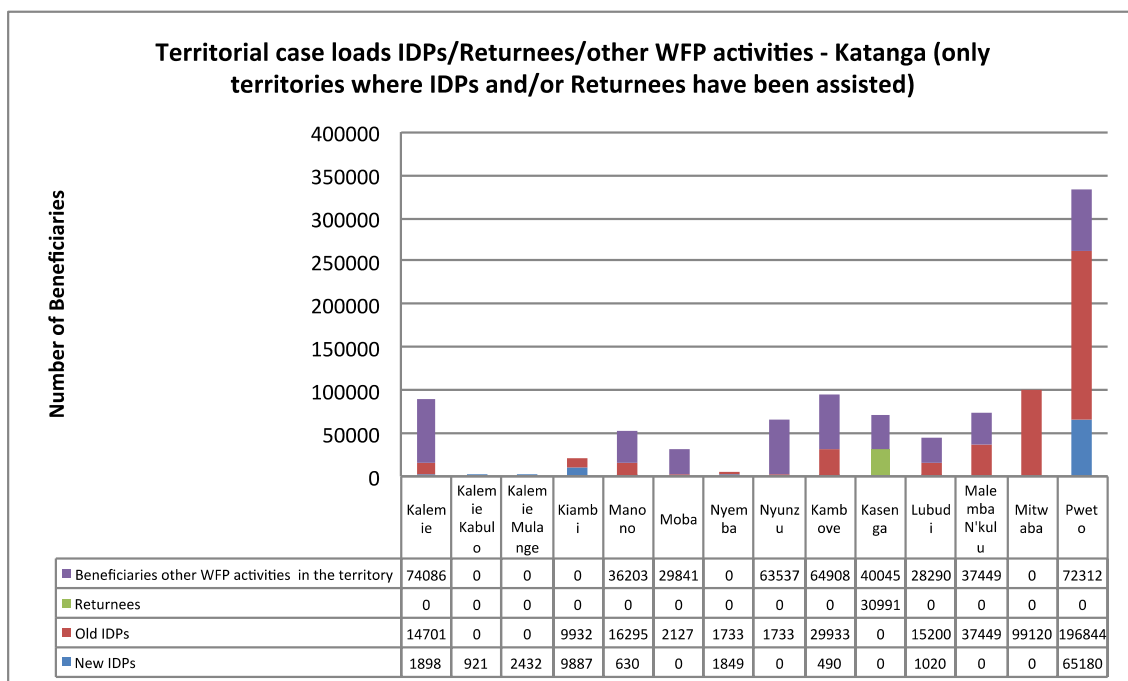
Figure 7. Couverture par type de bénéficiaire par territoire - Maniema



Source: WFP (M&E CO – April 2014)

NB: The most important gap is found in Punia and Pangui, where the caseload was low compared to the estimated IDP figures.

Figure 8. Couverture par type de bénéficiaire par territoire - Katanga



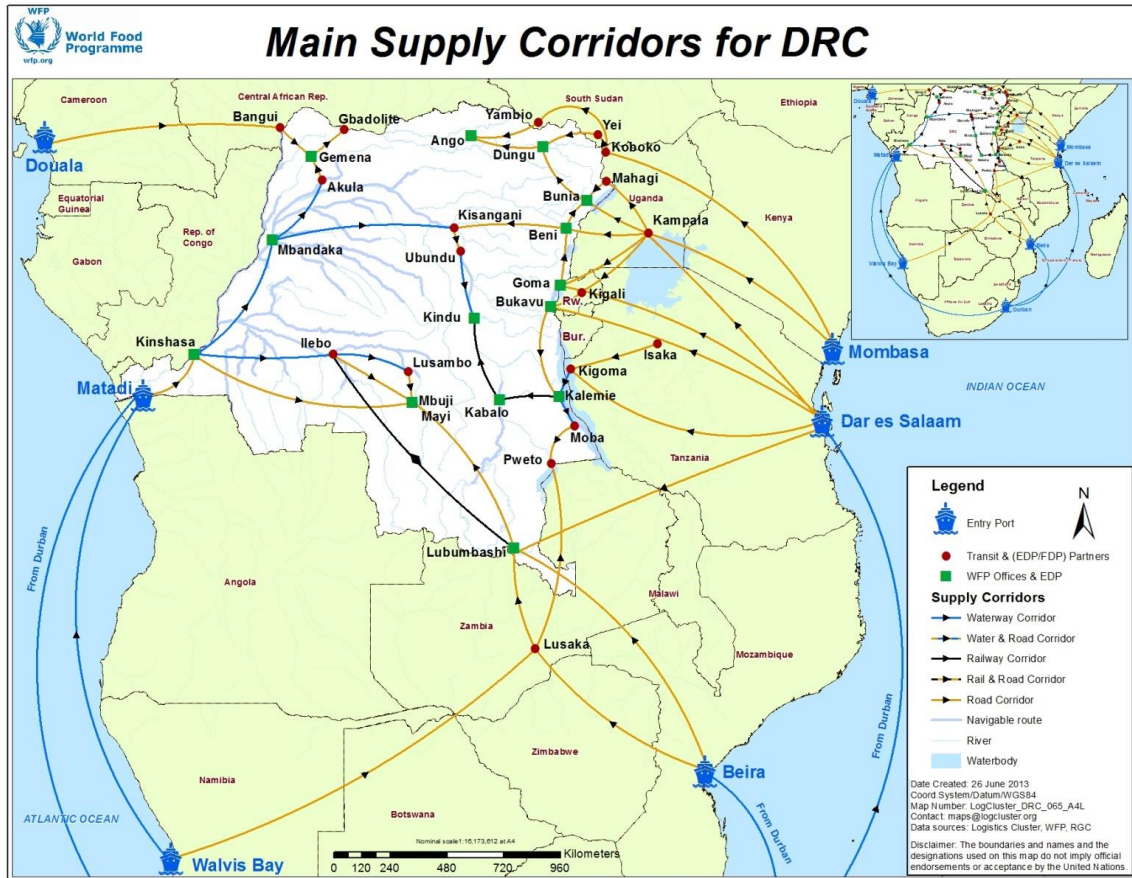
Source: WFP (M&E CO – April 2014)

Annexe 20: Actifs créés dans le cadre des activités de Vivres Contre Actifs (VCA)

Table 1: Nombre d'actifs créés: prévus/réalisés

SO3: General distributions-for-assets	Year	Planned	Actual	% Actual vs. Planned
Hectares (ha) of land cleared	2009	10	13	130%
	2010	60	60	100%
	2011	501	1050	210%
	2012	273	155	57%
	2013	315	239	76%
Kilometers (km) of feeder roads rehabilitates and maintained	2009	117	90	77%
	2010	140	145	104%
	2011	1,558	1,746	112%
	2012	322	234	73%
	2013	357	357	100%
Number of classrooms rehabilitated	2011	16	10	63%
	2012	6	6	100%
	2013	6	6	100%
Number of fish ponds constructed (FFA) and maintained	2012	300	248	83%
	2013	11	9	82%
Hectares (ha) of forest planted and established	2011	0	126	
Number of excavated community water ponds for livestock uses constructed (3000-15,000 cbmt)	2011	622	577	93%
Hectares (ha) of agricultural land benefiting from new irrigation schemes (including irrigation canal construction, specific protection measures, embankments, etc)	2013	58	58	100%

Annexe 21: Principaux couloirs d'approvisionnement en RDC



Annexe 22: Achats locaux

Tableau 1 : Quantités de denrées achetées localement par type et par année

Denrée / Année	2009	2010	2011	2012	2013
MAZ (P4 P)		1113		36	247
MML	5071	10308	1581	13282	5168
PUL	1072	3135	1690	1673	105
SUG	10	308	123		1
RICE			1456		444
OIL				33	0
TOTAL quantité (MT)	6154	14863	4850	15025	5965
Total Valeur (Million USD)	3,43	7,36	3,50	8,16	3,64

Source : PAM RDC

Tableau 2 - Répartition des achats prévus pour le PRRO 200540 de 2013 à 2015

		MML	PULSES	VEGOIL	SALT	P P S P	M N P	CSB+	HEB	PPDZ	TOTAL	%
2013	Inkind	17 691	2 275	2 376	-	-		1 318	-		23 660	39
	Local	3 931	569	-	-	-		-	-		4 500	7
	Regional	13 759	7 395	-	734			1 883	-		23 772	39
	International	3 931	1 138	1 018	-	471	2	565	1 156	284	8 566	14
	Total	39 313	11 377	3 394	734	471	2	3 766	1 156	284	60 499	100
2014	Inkind	29 447	3 711	4 003	-	-		2 213	-		39 375	39
	Local	9 816	1 485	-	-	-		-	-		11 300	11
	Regional	19 631	11 506	-	1 444			3 162			35 743	36
	International	6 544	1 856	1 716	-	943	4	948	1 002	289	13 301	13
	Total	65 437	18 557	5 719	1 444	943	4	6 323	1 002	289	99 718	100
2015	Inkind	24 218	3 014	3 397	-	-		2 233	-		32 862	39
	Local	6 996	1 206	-	-	-		-	-		8 202	10
	Regional	17 221	9 344	-	1 299			3 190			31 055	37
	International	5 382	1 507	1 456	-	943	4	957	629	302	11 180	13
	Total	53 817	15 071	4 853	1 299	943	4	6 381	629	302	83 299	100

En 2013, la part des achats locaux prévue était de 9,9%

Annexe 23: Comparaison entre les modèles de réponse du PAM et du RRMP

A comparative benchmarking between the RRMP and WFP emergency response models reflected under Q3 is presented in the table below. It might provide insights in relation to the potential spaces of collaboration between RRMP and WFP for an improved emergency response:

Summary– Current picture		
1. Type of emergency	RRMP	WFP
1.1. Acute onset (mostly conflict driven) – Acute phase of the emergency	X	-- ⁴⁴
1.2. Protracted		X
1.3. Targeting by vulnerability	X	X ⁴⁵
1.4. Camp displacement		X ⁴⁶
1.5. Out of camp displacement	X	X
1.6. Zones/territories with restricted access (security, geography-transport)	X	-- ⁴⁷
1.7. Severe food insecure populations	X	X
1.8. Moderate food insecure populations (either in camps or out of camps)	--	X
1.9. Food insecure (either in camps or out of camps)	--	X ⁴⁸

⁴⁴ See Timeliness

⁴⁵ Although WFP has formally committed to the targeting by vulnerability and not by status, the practice is that is not always respected: NK over concentration of IDPs in camps (See Annex xx Map “Les camps CCM et les sites spontanés” NK), Katanga: IDP targeting. The NK ConOps is not coherent with the vulnerability principle, targeting by IDPs and refugees in crisis affected areas status.

⁴⁶ Over concentration of resources in NK camps/sites (UNHCR-IOM).

⁴⁷ Except some exceptions, WFP responses have been also led by feasibility in terms of access and presence of partners.

⁴⁸ Important case loads, mostly in NK are kept throughout the years of no food insecure population in IDP camps/sites.

2. Partnership characteristics	RRMP	WFP
2.1. Flexible funding – contingency mechanism (financial resources and supplies prepositioned), not having to submit individual project proposals and budgets for each proposed intervention	X	--
2.2. Full-time level of preparedness with stand-by international partners	X	--
2.3. Ad-hoc emergency response with international and/or local partners, limited to certain territories	-	X
2.4. Possibility to intervene where and when it is needed at provincial level (either assessment and response)	X	--
2.5. Area based coverage: Prioritization of territories for emergency response is taken in the annual plans, based upon IPC + other indicators for a planned figure of beneficiaries in a given territory and for a predefined modality of assistance	--	X

3. Type of early warning/alert/assessment/ response and decision-making	RRMP	WFP
3.1. Multisectoral response	X ⁴⁹	--
3.2. Early warning system: Alerts based on continuous/real time monitoring (population movements of displacement and return, natural catastrophes and epidemics) with a predefined vulnerability alert system	X	--
3.3. Rapid assessments completed in 3 days (including market analysis ⁵⁰)	X	--
3.4. Preliminary results/ assessments available in 2-3 days	X	--
3.5. Intervention if specific sectoral vulnerability thresholds are met	X	--
3.6. Timeliness of the response after alert (Benchmark 30 days)	-- ⁵¹	-- ⁵²
3.7. Duration of rapid response intervention for a maximum of 3 months	X	X ⁵³
3.8. Systematic independent quality monitoring / Third party monitoring	X	--

⁴⁹ The complementary food response to the RRMP started in 2012, funded by ECHO. The MSAs have included the food security chapter since their beginning in 2006. The tool has then evolved through the years, always under the Food Security Cluster guidance. In 2013, 52% of RRMP NFI beneficiaries received complementary food assistance (39% in NK and 63% in SK). In Orientale and Katanga the food assistance response is not formally associated to the RRMP mechanism but MSAs include the Food assistance sectoral assessment.

⁵⁰ Market analysis is systematically included, at least in NK and SK.

⁵¹ Average of 40-45 days

⁵² Average of 45-90 days more than RRMP

⁵³ With the exception of North Kivu long-term IDPs in the supported sites.

4. Target populations for rapid/emergency response	RRMP	WFP
4.1. Les populations déplacées/retournées depuis moins de 3 mois ou accessibles depuis moins de 3 mois	X	X
4.2. Les déplacés de longue durée	--	X
4.3. Les populations d'accueil vivant dans les zones affectées par un mouvement de populations déplacées	X	X
4.4. Les populations retournées depuis moins de 12 mois	X	--
4.5. Les populations retournées (sans définir depuis quand)	--	X
4.6. Les populations affectées par des catastrophes naturelles	X	-- ⁵⁴
4.7. Les populations affectées par des épidémies	X	--
4.8. Children aged 6-59 months and pregnant and lactating women (for reduction of acute malnutrition)	--	X

⁵⁴ No specific EPRP/CONOPs for natural catastrophes and/or epidemics is currently available (even if relevant).

Annexe 24 - Recommandations de missions et évaluations non-suivies et considérées comme prioritaires

Intégrer l'approche SAFE. Le PAM devrait mettre en œuvre, individuellement, les recommandations du rapport du WRC et du PAM de 2011 sur SAFE, et particulièrement:

- ✓ Distribuer des rations qui nécessitent un minimum de temps de cuisson;
- ✓ Offrir des démonstrations culinaires quand la distribution de vivres inclue des aliments inconnus pour les bénéficiaires, afin de réduire le gaspillage de nourriture et de combustible dans la cuisson et de promouvoir des techniques de cuisson plus efficaces;
- ✓ Promouvoir le reboisement y compris par le biais d'activités d'aliments pour le travail (FFW)/vivres pour la formation (FFT);
- ✓ Réaliser une étude de faisabilité sur la possibilité d'utiliser des bons pour obtenir dans les foires du combustible de cuisson contre des articles non alimentaires (NFI);
- ✓ Diversifier des moyens de subsistance.

Prioriser l'intégration du Genre dans le suivi et l'évaluation. Une des recommandations de l'évaluation de la politique du Genre du PAM (2013) est considérée une priorité:

- ✓ Refocaliser des efforts sur le suivi et l'évaluation: des défis persistent dans le suivi post distribution, mais il n'est pas au-delà de la portée du PAM d'adopter une approche plus robuste et de demander à ses partenaires d'intégrer le genre de façon plus systématique dans leurs activités et de remettre un rapport sur l'exécution et les résultats obtenus au PAM en tant que leur donateur.
- ✓ WFP may also explore girl incentives as a take home ration⁵⁵ in school feeding in the higher grades, to encourage completion of elementary education, also after marriage.

Elargir l'appui aux survivants de SGBV. Deux recommandations concernant SAFE d'une mission de 2011⁵⁶ n'ont pas été mises en œuvre ; or elles

⁵⁵ Des rations à emporter sont généralement prévues pour les filles et données à l'élève ou un parent pour encourager son assiduité aux cours lorsqu'un écart entre les sexes de 15% ou plus est constaté au niveau des inscriptions et de la fréquentation à l'école primaire et de 25% ou plus à l'école secondaire.

⁵⁶ WFP (2011) Sexual and Gender Based Violence in DRC.

sont pertinentes et faisables et devraient être des priorités:

- ✓ Soutenir les centres de santé / hôpitaux de référence pour les victimes de violence sexuelle et sexiste dans les deux Kivus ; le PAM devrait fournir des poêles économes à toutes les institutions en charge;
- ✓ Explorer l'expansion du soutien aux survivants de violence sexuelle et sexiste dans les hôpitaux / centres de santé pour permettre une bonne nutrition pendant le temps de guérison ; et offrir aux survivants des opportunités de rétablir leur vie à travers de la génération de revenus par des activités de vivres pour formation (FFT).

Rome, Octobre 2014, OEV/2013/026

Office of Evaluation
www.wfp.org/evaluation



World Food Programme